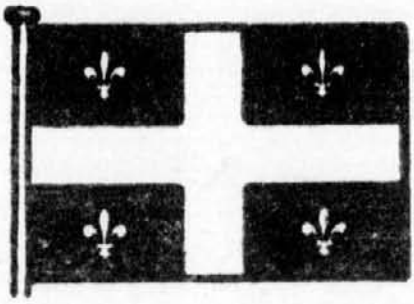

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 12 MAI 1962

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 12, 1962

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 59870 — 1-52-o

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 59870 — 1-52-o

Divers
Compagnies

Tarif des droits exigibles en vertu de la Loi des compagnies de Québec, édicté par l'arrêté en conseil numéro 718, du 26 avril 1962

COMPAGNIES AVEC CAPITAL-ACTIONS

1° *Sur demande pour lettres patentes:*

Lorsque le capital proposé est de $40,000 ou moins, les droits sont de $100.

Lorsque le capital proposé est de $40,000 mais pas plus de $200,000, les droits sont de $100 plus $1 pour chaque $1000 ou fraction de $1000 en sus de $40,000.

Lorsque le capital proposé est de $200,000 mais pas plus de $500,000, les droits sont de $260 plus $0.50 pour chaque $1000. ou fraction de $1000 en sus de $200,000.

Miscellaneous
Companies

Tariff of fees exigible under the Quebec Companies Act, enacted by Order in Council number 718, of April 26, 1962

JOINT-STOCK COMPANIES

1. *On application for letters patent:*

Where the proposed capital stock is $40,000. or less, the fees are $100.

Where the proposed capital stock is $40,000. but not more than $200,000, the fees are $100. plus $1. for each $1000. or fraction of $1000. in excess of $40,000.

Where the proposed capital stock is $200,000. but not more than $500,000, the fees are $260. plus $0.50 for each $1000. or fraction of $1000. in excess of $200,000.

Lorsque le capital proposé est de $500,000 ou plus, les droits sont de $410 plus $0.20 pour chaque $1000 ou fraction de $1000 en sus de $500,000; et

Pour les fins du présent tarif, les actions d'une valeur au pair inférieure à $1 sont considérées comme ayant une valeur de $1.

Lorsque le capital se compose en entier ou en partie d'actions sans valeur au pair, pour les fins du présent tarif, les actions sans valeur au pair sont évaluées à $5, à moins que les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires n'en fixent le prix à un multiple de $5.

2° *Fusion*

Sur demande de lettres patentes confirmant un acte d'accord ayant trait à la fusion de compagnies, les droits sont computés selon l'item 1 pour l'émission de lettres patentes.

3° *Lettres patentes supplémentaires et conversion d'actions*

a) Sur demande de lettres patentes supplémentaires:

i) Dans tous les cas, sauf ceux ci-après prévus, les droits exigibles sont la moitié de ceux exigibles en vertu de l'item 1 pour l'émission de lettres patentes du capital autorisé de la compagnie qui fait la demande.

ii) Dans le cas de changement de nom, les droits sont de $50.

iii) Dans le cas d'augmentation ou de réduction du capital-actions, les droits sont computés sur le montant actuel de cette augmentation ou réduction, et les droits exigibles sont les mêmes que ceux réclamés pour lettres patentes constituant une compagnie dont le capital autorisé serait le montant de l'augmentation ou de la réduction projetée.

b) Sur demande de création et d'émission d'une partie du capital-actions sous forme d'actions privilégiées et sur demande de conversion d'actions, les droits exigibles sont la moitié de ceux exigibles en vertu de l'item 1 pour l'émission des lettres patentes du capital autorisé de la compagnie qui fait la demande.

c) Lorsque les lettres patentes supplémentaires ont pour but d'effectuer plus d'un changement, seul le plus élevé des droits prévus est exigible.

4° *Abandon de charte*

Sur demande d'abandon de la charte d'une compagnie, les droits sont de $50.

CORPORATION SANS CAPITAL-ACTIONS

5° *Lettres patentes*

Sur demande de lettres patentes constituant une corporation sans capital-actions, les droits sont de $25.

6° *Fusion*

Sur demande de lettres patentes confirmant un acte d'accord ayant trait à la fusion de corporations sans capital-actions, les droits sont de $25.

7° *Lettres patentes supplémentaires*

Sur demande de lettres patentes supplémentaires d'une corporation sans capital-actions, les droits sont de $15.

8° *Abandon de charte*

Sur demande d'abandon de charte d'une corporation sans capital-actions, les droits sont de $25.

Where the proposed capital stock is $500,000. or more, the fees are $410. plus $0.20 for each $1000. or fraction of $1000. in excess of $500,000; and

For purposes of the present tariff, shares of a par value of less than $1. are considered as having a value of $1.

Where the capital stock consists wholly or in part of shares of no par value, for purposes of the present tariff, the shares of no par value are valued at $5., unless the letters patent or the supplementary letters patent fix the price at a multiple of $5..

2. *Amalgamation*

On application for letters patent confirming an agreement dealing with the amalgamation of companies, the fees are computed according to item 1 for the issue of letters patent.

3. *Supplementary letters patent and conversion of shares*

a) On application for supplementary letters patent:

i) In all cases, except those hereinafter provided for, the exigible fees are half of those exigible under item 1 for the issue of letters patent of the authorized capital stock of the company making the application.

ii) In the case of a change of name, the fees are $50.

iii) In the case of an increase or reduction in the capital stock, the fees are computed on the actual amount of the increase or reduction, and the exigible fees are the same as those payable for letters patent incorporating a company the authorized capital stock of which would be the amount of the proposed increase or reduction.

b) On application for the creation and issue of a part of the capital stock as preferred shares and on application for the conversion of shares, the exigible fees are half of those exigible under item 1 for the issue of letters patent of the authorized capital stock of the company making the application.

c) Where supplementary letters patent are effecting more than one change, only the greatest of the fees applicable are exigible.

4. *Surrender of charter*

On application for the surrender of the charter of a company, the fees are $50.

CORPORATION WITHOUT SHARE CAPITAL

5. *Letters patent*

On application for letters patent incorporating a corporation without share capital, the fees are $25.

6. *Amalgamation*

On application for letters patent confirming an greement dealing with the amalgamation of corporations without share capital, the fees are $25.

7. *Supplementary letters patent*

On application for supplementary letters patent of a corporation without share capital, the fees are $15.

8. *Surrender of charter*

On application for surrender of charter of a corporation without share capital, the fees are $25.

9° *Divers*

Lorsque la loi prescrit qu'un document doit être transmis au secrétariat de la province, les droits sont de $2 pour chaque document transmis, sauf ceux transmis pour publication dans la *Gazette officielle de Québec.*
61199-18-3-o

9. *Miscellaneous*

Where the Act prescribes that a document must be transmitted to the Department of the Provincial Secretary, the fees are $2. for each document transmitted, save those transmitted for publication in the *Quebec Official Gazette.*
61199-18-3

Lettres patentes

Association des Pilotes de Drummondville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Philippe Bernier, instructeur-pilote, 51, rue Wood, Dr Jean-Bechmance Michaud, chirurgien, 12, Bérard, et Rolland Roux, lithographe-graveur, 119*a*, rue St-Damase, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser ou patronner des démonstrations sportives, pageants aériens, spectacles aériens ou autres, sous le nom de « Association des Pilotes de Drummondville Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 51, rue Wood, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10001-62 — 1114/13

L'Association des Propriétaires de Salles de Quilles du Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Dion, agent manufacturier, 1217, rue Ernest-Lavigne, Sillery, Jean-Guy Perreault, gérant, 119, des Chênes, ouest, Québec, et Lucien Clément, gérant, 36, avenue Jeanne-d'Arc, Château-d'Eau, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui administrent des salles de quilles, sous le nom de « L'Association des Propriétaires de Salles de Quilles du Québec Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10563-62 — 1118/20

B. U. Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Letters Patent

Association des Pilotes de Drummondville Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Philippe Bernier, teacher-pilot, 51, Wood Street, Dr. Jean-Bechmance Michaud, surgeon, 12, Bérard, and Rolland Roux, lithographer-engraver, 119*a*, St-Damase Street, all three of Drummondville, for the following purposes:

To promote, organize or patronize sporting demonstrations, aerial pageants, aerial shows or otherwise, under the name of "Association des Pilotes de Drummondville Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 51, Wood Street, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10001-62 — 1114/13

L'Association des Propriétaires de Salles de Quilles du Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Fernand Dion, manufacturing agent, 1217, Ernest-Lavigne Street, Sillery, Jean-Guy Perreault, manager, 119, des Chênes, West, Quebec, and Lucien Clément, manager, 36, Jeanne-d'Arc Avenue, Château-d'Eau, for the following purposes:

To group into an association persons who manage bowling alleys under the name of "L'Association des Propriétaires de Salles de Quilles du Québec Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10563-62 — 1118/20

B. U. Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1962,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1962, constituant en corporation: William Warren Lynch, A. René Monty et André Langlais, tous trois avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « B. U. Construction Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6, rue Wellington, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 16240-61 — 1115/107

Bédard et Bédard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1962, constituant en corporation: Henri-Roger Bédard, électricien, 30, de Gallais, Laval-des-Rapides, Raymond Bédard, électricien, 654, 12e Avenue, Lachine, et Elizabeth Desrosiers, secrétaire, fille majeure, 5455, Côte-St-Antoine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en électricité, plomberie, chauffage, incinération, réfrigération et climatisation, sous le nom de « Bédard et Bédard Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 11026-62 — 1117/110

Brock Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1962, constituant en corporation: Norman Brock, vendeur d'automobiles, Sweetsburg, Thérèse Scott, secrétaire, célibataire, 39, rue Gill, Granby, et Pierrette Desjardins, secrétaire, célibataire, 157-D, rue Paré, Granby, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, et agir comme garagistes, sous le nom de « Brock Motors Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sweetsburg, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 11039-62 — 1118/87

Brome Bolton Fish and Game Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Warren Lynch, A. René Monty and André Langlais, all three advocates of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "B. U. Construction Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 600 common shares of $100 each and into 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6, Wellington Street, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 16240-61 — 1115/107

Bédard et Bédard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri-Roger Bédard, electrician, 30, de Gallais, Laval-des-Rapides, Raymond Bédard, electrician, 654, 12th Avenue, Lachine, and Elizabeth Desrosiers, secretary, spinster, 5455, Côte-St-Antoine, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in electricity, plumbing, heating incineration, refrigeration and air-conditioning, under the name of "Bédard et Bédard Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 11026-62 — 1117/110

Brock Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Norman Brock, car dealer, Sweetsburg, Thérèse Scott, secretary, spinster, 39, Gill Street, Granby, and Pierrette Desjardins, secretary, spinster, 157-D, Paré Street, Granby, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to act as garagekeepers, under the name of "Brock Motors Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sweetsburg, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 11039-62 — 1118/87

Brome Bolton Fish and Game Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1962, constituant en corporation sans capital-actions: John Edward Martin, avocat, Brome, Dr Preston C. Staples, dentiste, Knowlton, Frederick R. Partridge, entrepreneur en plomberie, Knowlton, Norman Crandall, garagiste, Knowlton, et Stanley A. Mount, fermier, Brome, pour les objets suivants:

Stimuler la protection des forêts, terrains, eaux et habitat naturel du poisson et du gibier, sous le nom de « Brome Bolton Fish and Game Club ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Knowlton, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 11045-62 — 1119/25

bearing date the 8th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: John Edward Martin, advocate, Brome, Dr. Preston C. Staples, dentist, Knowlton, Frederick R. Partridge, plumbing contractor, Knowlton, Norman Crandall, garage operator, Knowlton, and Stanley A. Mount, farmer, Brome, for the following purposes:

To promote protection of forests, soils, waters and natural habitat for fish and game, under the name of "Brome Bolton Fish and Game Club".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Knowlton, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 11045-62 — 1119/25

Camp Jepilo Inc.
Jepilo Camp Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1962, constituant en corporation: Guy Daneau, entrepreneur, Pierre Daneau, étudiant, tous deux de 6280, Northcrest Place, app. 620, et Jean-Guy Daneau, commis, 6525, Wilderton, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger des centres de loisirs, sous le nom de « Camp Jepilo Inc.— Jepilo Camp Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10726-62 — 1115/119

Camp Jepilo Inc.
Jepilo Camp Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Daneau, contractor, Pierre Daneau, student, both of 6280, Northcrest Place apt. 620, and Jean-Guy Daneau, clerk, 6525, Wilderton, all three of Montreal, for the following purposes:

To establish and direct recreational centers under the name of "Camp Jepilo Inc.— Jepilo Camp Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

61239 10726-62 — 1115/119

Canadian Import Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1961, autorisant la fusion de la compagnie « Canadian Import Company », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 27e jour de décembre 1950, et la compagnie « The Canadian Import Company, Limited », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 17e jour d'avril 1931, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements; faire le commerce de combustible, machinerie et accessoires, et agir comme une compagnie de transport et d'arrimage, sous le nom de « Canadian Import Limited », avec un capital-actions divisé en 50,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et 18,890 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie continuera ses activités sera de $438,900.

Canadian Import Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Canadian Import Company", incorporated in virtue of the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 27th day of December, 1950, and "The Canadian Import Company, Limited", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 17th day of April, 1931, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company; to deal in fuel, machinery and accessories, and to act as a transportation and stevedoring company, under the name of "Canadian Import Limited", with a capital stock divided into 50,000 common shares without nominal or par value, and 18,890 preferred shares of the par value of $100 each, and the amount with which the new company will continue its operations shall be $438,900.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Canadian Import Limited ».

Le siège social de la compagnie sera en la cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 723-31 — 1109/1

The name of the new company is "Canadian Import Limited".

The head office of the company will be in the city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 723-31 — 1109/1

Canadian Progress Club de Sherbrooke Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Mathieu Parisien, gérant, 2551, Portland, Guy Joubert, représentant, 419, Fréchette, Roland Lortie, commerçant, 592, Bouchette, Paul Bergeron, commerçant, 677, 1ière Avenue, nord, Albert Poulin, hôtelier, 77, King, est, Maurice Champagne, gérant, 1812, Portland, André-C. Hamel, ingénieur professionnel, 1395, Desjardins, René Poisson, dentiste, 394, Châtelaine, Lionel Bilodeau, commerçant, 2192, Galt, ouest, et Dr Normand Brault, médecin, 2010, Vermont, tous dix de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Promouvoir, au moyen de comités de souscriptions, la charité, et procurer du bien-être aux nécessiteux, sous le nom de « Canadian Progress Club de Sherbrooke Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10444-62 — 1117/138

Canadian Progress Club de Sherbrooke Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Mathieu Parisien, manager, 2551, Portland, Guy Joubert, representative, 419, Fréchette, Roland Lortie, tradesman, 592, Bouchette, Paul Bergeron, tradesman, 677, 1st Avenue, North, Albert Poulin, hotelkeeper, 77, King Street, East, Maurice Champagne, manager, 1812, Portland, André-C. Hamel, professional engineer, 1395, Desjardins, René Poisson, dentist, 394, Châtelaine, Lionel Bilodeau, tradesman, 2192, Galt, West, and Dr. Normand Brault, physician, 2010, Vermont, all ten of Sherbrooke, for the following purposes:

To promote, by means of subscription, charity committees and procure the welfare of the needy, under the name of "Canadian Progress Club de Sherbrooke Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10444-62 — 1117/138

Centre d'Achats Boulevard Ltée Boulevard Shopping Center Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1962, constituant en corporation: Raymond Crépault, avocat, Jacqueline Desaulniers, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, et Marie Beauchamp, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous trois de 507, Place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands, commerçants ou agents de vente, pour toutes marchandises, denrées, articles, accessoires, ou autres objets de tous genres et de toutes descriptions, employés directement ou indirectement dans la consommation quotidienne et générale, sous le nom de « Centre d'Achats Boulevard Ltée — Boulevard Shopping Center Ltd. », avec un capital divisé en 800 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et le montant auquel la compagnie commencera à fonctionner ne sera pas inférieur à $4,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 11071-62 — 1119/15

Centre d'Achats Boulevard Ltée Boulevard Shopping Center Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Crépault, advocate, Jacqueline Desaulniers, secretary, spinster in full use of her rights, and Marie Beauchamp, secretary, spinsters in full use of her rights, all three of 507, Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as merchants, tradesmen and sales agents for all merchandise, foodstuffs, articles, accessories, or other objects of all kinds and of all descriptions, employed directly or indirectly in daily consumption and generally, under the name of "Centre d'Achats Boulevard Ltée — Boulevard Shopping Center Ltd.", with a capital stock divided into 800 common shares without nominal or par value, and the amount with which the company shall start its operations shall not be inferior to $4,000.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 11071-62 — 1119/15

Le Cercle du Montmartre Canadien de Sillery

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Père André Godbout, supérieur assomptioniste, Montmartre Canadien, 1679, chemin St-Louis, Québec, Dame Joseph-Hector Bégin, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph-Hector Bégin, et Joseph-Hector Bégin, surintendant d'assurance, ces deux derniers de 1217, avenue Rousseau, Sillery, pour les objets suivants:

Trouver dans le dévouement à la cause du Sacré-Cœur un moyen puissant de sanctification personnelle et d'apostolat laïque, sous le nom de « Le Cercle du Montmartre Canadien de Sillery ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $75,000.

Le siège social de la corporation sera à Sillery, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10347-62 — 1114/103

Le Cercle du Montmartre Canadien de Sillery

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Father André Godbout, superior, assumptionist, Montmartre Canadien, 1679, St. Louis Road, Quebec, Dame Joseph-Hector Bégin, housewife, wife separate as to property of Joseph-Hector Bégin, and Joseph-Hector Bégin, insurance superintendent, the latter two of 1217, Rousseau Avenue, Sillery, for the following purposes:

To find in devotion to the cause of the Sacred-Hart a powerful means of personal sanctification and apostolate of the laity, under the name of "Le Cercle du Montmartre Canadien de Sillery".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation will be at Sillery, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10347-62 — 1114/103

La Châtelaine du Lac d'Argent Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Jean-Yves Doucet, publicitaire, 4840, rue Westmore, Montréal, Marcel St-Denis, dessinateur, 214, avenue Michaud, Laval-des-Rapides, et Louise Noël, secrétaire, veuve non remariée de E. C. Dowbiggin, 485, rue Robertson, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « La Châtelaine du Lac d'Argent Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions classe « A » de $10 chacune, 3,000 actions classe « B » de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2015, rue Drummond, suite 500, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 15889-61 — 1107/50

La Châtelaine du Lac d'Argent Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Yves Doucet, publicist, 4840, Westmore Street, Montreal, Marcel St-Denis, draughtsman, 214, Michaud Avenue, Laval-des-Rapides, and Louise Noël, secretary, unremarried widow of E. C. Dowbiggin, 485, Robertson, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "La Châtelaine du Lac d'Argent Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 class "A" of $10 each, 3,000 class "B" shares of $10 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2015, Drummond Street, suite 500, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 15889-61 — 1107/50

La Cie d'Évaluation Métropolitaine Ltée Metropolitan Appraisal Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Marcel Paquette, avocat, 1320, Chanteclerc, St-Bruno, Adrien-R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Outremont, Micheline Simard, secrétaire, fille majeure, 4840, Parthenais, Montréal, et Françoise Frégeau, secrétaire, fille majeure, 8747, Dirval, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « La Cie d'Évaluation Métropolitaine Ltée — Metropolitan Appraisal

La Cie d'Évaluation Métropolitaine Ltée Metropolitan Appraisal Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Paquette, advocate, 1320, Chanteclerc, St-Bruno, Adrien-R. Paquette, advocate, 212, Bloomfield, Outremount, Micheline Simard, secretary, spinster, 4840, Parthenais, Montreal, and Françoise Frégeau, secretary, spinster, 8747, Dirval, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "La Cie d'Évaluation Métropolitaine Ltée — Metropolitan Appraisal

Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10500-62 — 1114/117

Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,00 divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10500-62 — 1114/117

L. P. Cliche Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1962, constituant en corporation: Maurice Tessier, avocat, Charles-H. D'Anjou, avocat, et Yvette Caron, sténographe, fille majeure, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers et agents d'assurance, sous le nom de « L. P. Cliche Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10967-62 —1118/44

L. P. Cliche Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Tessier, advocate, Charles H. D'Anjou, advocate, and Yvette Caron, stenographer, spinster, all three of Rimouski, for the following purposes:

To operate as insurance brokers and agents, under the name of "L. P. Cliche Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and into 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10967-62 — 1118/44

Le Club de Chasse et Pêche Trépanier, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Napoléon Roy, contremaître, Armand Pineau, constructeur de moulins, Lauradin Émond, commis, George E. Sullivan, commis sénior, Amédée Lévesque, contremaître, et Normand Dubé, vérificateur, tous six du village de Price, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et gérer un club de chasse et pêche, sous le nom de « Le Club de Chasse et Pêche Trépanier, Inc. ».

Le montant auquel sont limités la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $2,000.

Le siège social de la corporation sera en le village de Price, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de février 1962,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10879-62 — 1118/6

Le Club de Chasse et Pêche Trépanier, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Napoléon Roy, foreman, Armand Pineau, mill builder, Lauradin Émond, clerk, George E. Sullivan, senior clerk, Amédée Lévesque, foreman, and Normand Dubé, assessor, all six of the village of Price, for the following purposes:

To establish, maintain and manage a club for the hunting of game and for fishing, under the name of "Le Club de Chasse et Pêche Trépanier, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $2,000.

The head office of the corporation will be at the village of Price, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10879-62 — 1118/6

Le Club de Ski de la Côte-des-Chats, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Douville, agronome, Gilbert Anctil, enquêteur social,

Le Club de Ski de la Côte-des-Chats, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques Douville, agronomist, Gilbert Anctil, social welfare inves-

Charles-E. St-Onge, ptre, aumônier, Gaby Khazoom, marchand, Rosaire Bélanger, ptre, professeur, Roméo Roy, notaire, tous six de Ste-Anne-de-la-Pocatière, Raymond-Marie Gagnon, enquêteur social, Robert Tardif, marchand, Maurice Dionne, garagiste, et Gilbert Royer, marchand, ces quatre derniers de St-Pacôme, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif; promouvoir le sport et la culture physique en général, et, sans limiter ce qui précède, promouvoir en particulier le sport du ski, sous le nom de « Le Club de Ski de la Côte-des-Chats, Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Pacôme, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 16104-61 — 1118/71

tigator, Charles-E. St-Onge, priest, chaplain, Gaby Khazoom, merchant, Rosaire Bélanger, priest, professor, Roméo Roy, notary, all six of Ste-Anne-de-la-Pocatière, Raymond-Marie Gagnon, social welfare investigator, Robert Tardif, merchant, Maurice Dionne, garage-keeper, and Gilbert Royer, merchant, the last four of St-Pacôme, for the following purposes:

To form and direct a sports club; to promote sport and physical culture generally, and, without limiting the preceding to especially promote the sport of skiing, under the name of "Le Club de Ski de la Côte-des-Chats, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at St-Pacôme, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

61239 16104-61 — 1118/71

Comité des Jeux d'Angers

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Charbonneau, cultivateur, Lucien L'Écuyer, entrepreneur, et Philippe Guilbeault, officier de placement, tous trois d'Angers, pour les objets suivants:

Organisation des loisirs pour les jeunes, sous le nom de « Comité des Jeux d'Angers ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Angers, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10758-62 — 1117/111

Comité des Jeux d'Angers

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gilles Charbonneau, farmer, Lucien L'Écuyer, contractor, and Philippe Guilbeault, employment officer, all three of Angers, for the following purposes:

To organize recreational centers for young people, under the name of "Comité des Jeux d'Angers".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Angers, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

61239 10758-62 — 1117/111

Construction Baie St-Paul Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1962, constituant en corporation: Jean-Paul Gagnon, comptable agréé, 868, Eymard, Benoît Gagnon, comptable agréé, 2291, 4ième Avenue, et Gaston Michaud, avocat, 6835, Place Boivin, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Construction Baie St-Paul Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie-St-Paul, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10562-62 — 1118/7

Construction Baie St-Paul Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Gagnon, chartered accountant, 868, Eymard, Benoît Gagnon, chartered accountant, 2291, 4th Avenue, and Gaston Michaud, advocate, 6835, Place Boivin, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in lumber, under the name of "Construction Baie St-Paul Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Baie St-Paul, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

61239 10562-62 — 1118/7

Construction Laremac Ltée
Laremac Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1962, constituant en corporation: Laurent Boyer, agent, de Hull, Rhéa Archambault, technicienne, célibataire, de Hull, et Rodrigue Farley, avocat, de Hull-Sud, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Construction Laremac Ltée — Laremac Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 110, rue Corbeil, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10146-62 — 1117/112

Construction Laremac Ltée
Laremac Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurent Boyer, agent of Hull, Rhéa Archambault, technician, spinster of Hull, and Rodrigue Farley, advocate, of Hull-South, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and building under the name of "Construction Laremac Ltée — Laremac Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 110, Corbeil Street, Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10146-62 — 1117/112

Edgar Corneau & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1962, constituant en corporation: Edgar Corneau, Jean-Paul Corneau et Maurice Corneau, tous trois électriciens, de 39, chemin St-Georges, Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Edgar Corneau & Fils Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 39, chemin St-Georges, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10839-62 — 1118/8

Edgar Corneau & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edgar Corneau, Jean-Paul Corneau and Maurice Corneau, all three electricians, 39, St-Georges Road, Jonquière, for the following purposes:

To carry on a business as electricians, under the name of "Edgar Corneau & Fils Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 39, St-Georges Road, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10839-62 — 1118/8

Paul d'Alcantara Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1961, constituant en corporation: J.-Théo Legault, fils, notaire, 132, St-Jacques, ouest, Paul d'Alcantara, Marc d'Alcantara, Jean d'Alcantara, tous trois marchands, et Dame Paulette Bouton, ménagère, épouse dudit Paul d'Alcantara, ces cinq derniers de 6640, Sherbrooke, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Paul d'Alcantara Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de la valeur au pair de $100 chacune, 25,000 actions privilégiées classe « A » de la valeur au pair de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées classe « B » de la valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 15921-61 — 1116/101

Paul d'Alcantara Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Théo Legault, son, notary, 132, St-James Street, West, Paul d'Alcantara, Marc d'Alcantara, Jean d'Alcantara, all three merchants, and Dame Paulette Bouton, housewife, wife of the said Paul d'Alcantara, the latter five of 6640, Sherbrooke, East, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as florists, nurserymen, and seedsmen under the name of "Paul d'Alcantara Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of a par value of $100 each, 25,000 preferred shares class "A" of a par value of $1 each and into 10,000 preferred class "B" shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 15921-61 — 1116/101

Demers Autos Leasing Ltd.
Location d'Autos Demers Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1962, constituant en corporation: Maurice Tessier, avocat, Charles-H. D'Anjou, avocat, et Yvette Caron, sténographe, fille majeure, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Louer des véhicules automobiles, bicyclettes, bateaux, machineries et outillages, sous le nom de « Demers Autos Leasing Ltd. — Location d'Autos Demers Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10708-62 — 1115/102

Demers Autos Leasing Ltd.
Location d'Autos Demers Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Tessier, advocate, Charles-H. D'Anjou, advocate, and Yvette Caron, stenographer, spinster, all three of Rimouski, for the following purposes:

To rent motor-vehicles, bicycles, boats, machinery and equipment, under the name of "Demers Autos Leasing Ltd. — Location d'Autos Demers Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10708-62 — 1115/102

Développement Lac Chaud Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1962, constituant en corporation: Paul-L. Farkas, courtier en immeubles, 11,257, rue Frigon, Albert Fournel, pompier, 2100, Le Pailleur, Stephen B. Seres, courtier en immeubles, 4001, Hingston Avenue, et Monique Fournel, secrétaire, 2100, Le Pailleur, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Développement Lac Chaud Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11,257, Frigon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10863-62 — 1119/27

Développement Lac Chaud Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-L. Farkas, real estate broker, 11,257, Frigon Street, Albert Fournel, fireman, 2100 Le Pailleur, Stephen B. Seres, real estate broker, 4001, Hingston Avenue, and Monique Fournel, secretary, 2100, Le Pailleur, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction under the name of "Développement Lac Chaud Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 11,257, Frigon, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10863-62 — 1119/27

Développement Notre-Dame Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1962, constituant en corporation: Guy-P. Genest, Rosario Genest, tous deux avocats de 16, avenue Maplewood, Outremont, Pierre Magnan, avocat, 1267, rue Bougie, St-Laurent, Gérard Beaupré, avocat, 4860, avenue Melrose, Montréal, François Payette, avocat, 1652, Fleury, est, Montréal, Richard David, étudiant en droit, 7900, boulevard Chamilly, St-Léonard-de-Port-Maurice, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Développement Notre-Dame Inc. », avec un capital total de $39,960, divisé en 120 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,876 actions privilégiées de $10 chacune.

Développement Notre-Dame Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy-P. Genest, Rosario Genest, both advocates of 16, Maplewood Avenue, Outremount, Pierre Magnan, advocate, 1267, Bougie Street, St-Laurent, Gérard Beaupré, advocate, 4860, Melrose Avenue, Montreal, François Payette, advocate, 1652, Fleury, East, Montreal, Richard David, law student, 7900, Chamilly Boulevard, St-Léonard-de-Port-Maurice, for the following purposes:

To carry on business in real estate and construction, under the name of "Développement Notre-Dame Inc.", with a total capital stock of $39,960, divided into 120 common shares of $10 each and into 3,876, preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Adèle-en-Bas, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10789-62 — 1117/8

The head office of the company will be at Ste-Adèle-en-Bas, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10789-62 — 1117 8

Domaine du Rocher Bleu Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1962, constituant en corporation: René Tremblay, industriel, Dame Maria-Stella Yarushenska, ménagère, épouse séparée de biens dudit René Tremblay, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 6675, Châtelain, Montréal, et Yves Tremblay, industriel, 150, Des Pins, Duvernay, comté de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Domaine du Rocher Bleu Ltée », avec un capital total de $65,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10937-62 — 1118/91

Domaine du Rocher Bleu Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Tremblay, industrialist, Deme Maria-Stella Yarushenska, housewife, wife separate as to property of the said René Tremblay, and duly authorized by him for these presents, both of 6675, Châtelain, Montreal, and Yves Tremblay, industrialist, 150, Des Pins, Duvernay, county of Laval, for the following purposes:

To carry on business in real estate and construction under the name of "Domaine du Rocher Bleu Ltée", with a total capital stock of $65,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10937-62 — 1118/91

Dominion Synthetics Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Maynard B. Golt, avocat, 1576, ouest avenue Bernard, Outremont, Dame Barbara J. Garrett, secrétaire, épouse séparée de biens de David C. Hopkins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 155, avenue Dorval, Dorval, et Marie-A. Leblanc, secrétaire, célibataire, 4118, avenue Western, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres de fils, marchandises en pièces, textiles, produits du textiles, fibres synthétiques et fibres brutes naturelles pour utiliser dans le commerce du textile et la machinerie du textile, sous le nom de « Dominion Synthetics Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 10087-62 — 1116/22

Dominion Synthetics Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maynard B. Golt, advocate, 1576, Bernard Avenue West, Outremont, Dame Brabara J. Garrett, secretary, wife separate as to property of David C. Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 155, Dorval Avenue, Dorval, and Marie-A. Leblanc, secretary, spinster, 4118, Western Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in all types of yarns, piece goods, textiles, textile products, synthetics and natural raw fibres for use in the textile business and textile machinery, under the name of "Dominion Synthetics Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 10087-62 — 1116/22

C. S. Drabble Oil Burners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1962, constituant en corporation: André Fauteux, avocat, 7, boulevard

C. S. Drabble Oil Burners Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Fauteux, advocate, 7, des Ormes Boulevard,

des Ormes, Gaston Mongeau, comptable, 12, avenue des Érables, et Ginette Côté, secrétaire, célibataire, 24, rue Lecompte, tous trois de Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de réparation, d'installation, de vente et d'entretien de fournaises et de brûleurs à l'huile, sous le nom de « C. S. Drabble Oil Burners Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 37,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 15831-61 — 1116/39

Gaston Mongeau, accountant, 12, des Érables Avenue, and Ginette Côté, secretary, spinster, 24, Lecompte Street, all three of Ste-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business in reparing, installation, the selling and maintenance of furnaces and oil burners under the name of "C. S. Drabble Oil Burners Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and into 37,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

61239 15831-61 — 1116/39

G.-M. Dufour Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1962, constituant en corporation: G.-Marcel Dufour, industriel, Madeleine Maurice Dufour, ménagère, épouse séparée de biens dudit G.-Marcel Dufour, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Robert Dufour, commis, tous trois de St-Faustin, comté de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « G.-M. Dufour Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Faustin, comté de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10982-62 — 1118/105

G.-M. Dufour Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: G.-Marcel Dufour, industrialist, Madeleine Maurice Dufour, housewife, wife separate as to property of the said G.-Marcel Dufour, and duly authorized by him for these presents and Robert Dufour, clerk, all three of St-Faustin, county of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business dealing in building materials under the name of "G.-M. Dufour Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Faustin, county of Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

61239 10982-62 — 1118/105

Ébénisterie St-Lambert Inc.
St-Lambert Cabinet-Work Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1962, constituant en corporation: Marcel Lafontaine, ébéniste, 1143, rue Bourget, Jacques-Cartier, Jean-Louis Lamoureux, avocat, 8178, rue Wiseman, Montréal, et Jacqueline Laliberté, secrétaire, fille majeure, 5609, rue Viau, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme ébénistes, menuisiers généraux et manufacturiers d'articles fabriqués, en tout ou en partie, de métal ou bois, sous le nom de « Ébénisterie St-Lambert Inc.— St-Lambert Cabinet-Work Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10912-62 — 1117/10

Ébénisterie St-Lambert Inc.
St-Lambert Cabinet-Work Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Lafontaine, cabinet maker, 1143, Bourget Street, Jacques-Cartier, Jean-Louis Lamoureux, advocate, 8178, Wiseman Street, Montreal, and Jacqueline Laliberté, secretary, spinster, 5609, Viau Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cabinet-makers, general joiners and manufacturers of articles manufactured wholly or in part of metal or wood, under the name of "Ébénisterie St-Lambert Inc.— St-Lambert Cabinet-Work Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of a nominal value of $100 each and into 350 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

61239 10912-62 — 1117/10

Empire Maintenance (Sherbrooke) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1962, constituant en corporation: Abraham Cohen avocat, 4358, avenue Harvard, Montréal, David A. Schwartz, avocat, 90, avenue Elgin, Valois, et Claire Wiliski, secrétaire, fille majeure, et usant de ses droits, 3420, rue Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entretien et nettoyage d'aucune et toutes sortes d'édifices et usines y compris les aspects complets de la gestion et de la consultation qui s'y rapportent, sous le nom de « Empire Maintenance (Sherbrooke) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 10740-62 — 1117/66

Empire Maintenance (Sherbrooke) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Cohen, advocate, 4358, Harvard Avenue, Montreal, David A. Schwartz, advocate, 90, Elgin Avenue, Valois, and Claire Wilisky, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 3420, Hutchison Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of the maintenance and cleaning of any and all kinds of buildings and plants, including full managerial and consultant aspects connected therewith, under the name of "Empire Maintenance (Sherbrooke) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 10740-62 — 1117/66

L'Esplanade d'Alma Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1962, constituant en corporation: Rémi-B. Maltais, commerçant, 115, boulevard Auger, Patrick Maltais, plombier, route St-Bruno, et Gérard Maltais, commerçant, 344, rue Boivin, est, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, et, sans limiter la généralité de ce qui précède, exploiter les salles de quilles, de billard et autres places d'amusement, sous le nom de « L'Esplanade d'Alma Incorporée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10926-62 — 1116/23

L'Esplanade d'Alma Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rémi-B. Maltais, tradesman, 115, Auger Boulevard, Patrick Maltais, plumber, St-Bruno Route, and Gérard Maltais, tradesman, 344, Boivin Street, East, all three of Alma, for the following purposes:

To operate a business which consists in supplying amusements to the public, and without limiting the general run of the foregoing, to operate bowling alleys, billiard halls, and other amusement places, under the name of "L'Esplanade d'Alma Incorporée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10926-62 — 1116/23

La Galerie Soixante Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1962, constituant en corporation: Otto Bengle, orthodontiste, Mme Rollande Beaulieu Bengle, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Otto Bengle, tous deux de 60, Maplewood, Outremont, Benoît Duchesne, gérant, et Mme Marie-Paule Mayrand Duchesne, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Benoît Duchesne, ces deux derniers de 289, de l'Épée, Outremont, pour les objets suivants:

Diriger une galerie d'exposition et de vente d'oeuvres d'art et promouvoir la connaissance de l'art, sous le nom de « La Galerie Soixante Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

La Galerie Soixante Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Otto Bengle, orthodontist, Mrs. Rollande Beaulieu Bengle, housewife, wife contractually separate as to property of the said Otto Bengle, both of 60, Maplewood, Outremount, Benoît Duchesne, manager, and Mrs. Marie-Paule Mayrand Duchesne, housewife, wife contractually separate as to property of the said Benoît Duchesne, the latter two of 289, de l'Épée, Outremount, for the following purposes:

To direct a exhibition galery and the sale of works of art and to promote the knowledge of art under the name of "La Galerie Soixante Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 65, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 11214-62 — 1119/52

The head office of the company will be at 65, Sherbrooke Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 11214-62 — 1119/52

Les Galeries St Jean Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Vincent Masson, Rolland Legendre et Lewis Cannon, tous trois avocats, de 580, Grande-Allée, est, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Galeries St Jean Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 580, Grande-Allée, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10551-62 — 1115/127

Les Galeries St Jean Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Vincent Masson, Rolland Legendre and Lewis Cannon, all three advocates, of 580, Grande-Allée, East, Quebec, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction under the name of "Les Galeries St Jean Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 580, Grande-Allée, East, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10551-62 — 1115/127

La Ghilde Féminine de Rivière-du-Loup

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Dame Simone Méthot Gagné, veuve, commerçante, 17, du Domaine, Dame Jeannette Dionne Laforest, commerçante, 592, Lafontaine, Mlle Marthe Paré, secrétaire, fille majeure, 195A, Lafontaine, toutes trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Permettre aux femmes de mettre en commun leur compétence, leur influence, pour promouvoir et défendre leurs intérêts collectifs, pour entretenir et développer le bien-être économique, civique et social de leur milieu, sous le nom de « La Ghilde Féminine de Rivière-du-Loup ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10718-62 — 1117/105

La Ghilde Féminine de Rivière-du-Loup

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dame Simone Méthot Gagné, widow, merchant, 17, du Domaine, Dame Janette Dionne Laforest, merchant, 592, Lafontaine, Miss Marthe Paré, secretary, sprinter 195A, Lafonaine, all three of Rivière du-Loup, for the following purposes:

To allow women to pool their competency, their influence, to promote and defend their collective interests to maintain and develop the economic, civic and social welfare of their milieu, under the name of "La Ghilde Féminine de Rivière-du-Loup".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10718-62 — 1117/105

Roger Gosselin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1962, constituant en corporation: Roger Gosselin, courtier d'assurances, Dame Rachel Colucci, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Gosselin, et

Roger Gosselin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Gosselin, insurance broker, Dame Rachel Colucci, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roger Gosselin, and duly

dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 10829, rue Verville, Montréal, et Antoine Gosselin, bourgeois, 10780, rue Jeanne-Mance, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtier d'assurances générales et d'agent d'immeubles, sous le nom de « Roger Gosselin Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10340-62 — 1118/107

authorized by him for these presents, both of 10829, Verville Street, Montreal, and Antoine Gosselin, gentleman, 10780, Jeanne-Mance Street, Montreal, for the following purposes:

To operate a business as general insurance broker, and real estate agent, under the name of "Roger Gosselin Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10340-62 — 1118/107

J. J. Goyette & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1962, constituant en corporation: J.-Jean Goyette, entrepreneur, Dame Thérèse Carignan Goyette, ménagère, épouse commune en biens dudit J.-Jean Goyette, tous deux de 13, rue Crabtree, Windsor, et Elphège Goyette, camionneur, rue Rankin, Windsor, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « J. J. Goyette & Fils Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 13, rue Crabtree, Windsor, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10423-62 — 1119/16

J. J. Goyette & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Jean Goyette, contractor, Dame Thérèse Carignan Goyette, housewife, wife common as to property of the said J.-Jean Goyette, both of 13, Crabtree, Windsor, and Elphège Goyette, trucker, Rankin, Windsor, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "J. J. Goyette & Fils Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 13, Crabtree, Windsor, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10423-62 — 1119/16

La grande Hermine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1962, constituant en corporation: Gaston Guillot, restaurateur, Guy Guillot, restaurateur, et Pierre Guillot, technicien, tous trois de 45, Crémazie, ouest, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « La grande Hermine Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10790-62 — 1115/132

La grande Hermine Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Guillot, restaurant-owner, Guy Guillot, restaurant-owner, and Pierre Guillot, technician, all three of 45, Crémazie West, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "La grande Hermine Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 4,000 preferred shares of a par value of $5 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10790-62 — 1115/132

Armand Hamelin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Armand Hamelin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 12e jour de mars 1962, constituant en corporation: Mme Annette Nault Hamelin, ménagère, veuve, 137, 47e Rue, est, Charlesbourg, Prime Racine, briqueteur, 4760, 3e Avenue, ouest, Charlesbourg, et Lucien Racine, comptable agréé, 265, 65 Rue, ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs-briqueteurs pour la pose de la brique, de la pierre et de tous produits et sous-produits des carrières, sous le nom de « Armand Hamelin Inc. » avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 135, 47e Rue, est, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10939-62 — 1119/139

Province of Quebec, incorporating: Mrs. Annette Nault Hamelin, housewife, widow, 135, 47th Street, East, Charlesbourg, Prime Racine, bricklayer, 4760, 3rd Avenue, West, Charlesbourg, and Lucien Racine, chartered accountant, 265, 65th Street, West, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on a business as contractors-bricklayers for laying bricks, stone and all products and by-products of quarries, under the name of "Armand Hamelin Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 135, 47th Street, East, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10939-62 — 1119/139

Hôtel de l'Horizon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1962, constituant en corporation: Réginald St-François, maître de poste, d'Abercorn, comté de Brome, Guy Boulay, comptable, de Sutton, Aurélien Noël, comptable agréé, 266, avenue Outremont, Outremont, et Gérard Legendre, comptable agréé, 69, rue Drummond, Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Hôtel de l'Horizon Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sutton, comté de Brome, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 11002-62 — 1118/108

Hôtel de l'Horizon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réginald St-François, postmaster, of Abercorn, county of Brome, Guy Boulay, accountant, of Sutton, Aurélien Noël, chartered accountant, 266, Outremount Avenue, Outremount, and Gérard Legendre, chartered accountant, 69, Drummond Street, Granby, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers under the name of "Hôtel de l'Horizon Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and into 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sutton, county of Brome, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 11002-62 — 1118/108

Les Investissements Internationaux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Nathaniel H. Salomon, avocat, 4350, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Harry Aronovitch, avocat, 5623, avenue Randall, Côte-St-Luc, et John Hamilton, fils, secrétaire, 6266, avenue N.-D.-G., Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Investissements Internationaux Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 60 actions privilégiées, catégorie « A », d'une valeur au pair de $1 chacune, 39,940 actions privilégiées catégorie « B », d'une valeur au pair de $1 chacune et 50,000 actions privilégiées, catégorie « C », d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2015, rue Drummond, suite 310, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Les Investissements Internationaux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathaniel H. Salomon, advocate, 4350, Sherbrooke West, Montreal, Harry Aronovitch, advocate, 5623, Randall Avenue, Côte-St-Luc, and John Hamilton jr., secretary, 6266, N.-D.-G. Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Les Investissements Internationaux Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each, 60 class "A" preferred shares of the par value of $1 each, 39,940 class "B" preferred shares of the par value of $1 each and 50,000 class "C" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 2015, Drummond Street, Suite 310, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 10544-62 — 1115/111

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 10544-62 — 1115/111

Jan-Dem Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1962, constituant en corporation: Eric P. Riven, administrateur, 2245, chemin MacNeill, Mont Royal, Michael Greenblatt, avocat et conseil en loi de la Reine, 3682, Le Boulevard, Westmount, et Angela Yeo-West, secrétaire, célibataire, 2266, avenue Harvard, app. 6, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Jan-Dem Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées, catégorie « A », d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées, catégorie « B », d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 10914-62 — 1118/95

Jan-Dem Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Eric P. Riven, executive, 2245, MacNeill Road, Mount Royal, Michael Greenblatt, advocate and Queen's Counsel, 3682, The Boulevard, Westmount, and Angela Yeo-West, secretary, spinster, 2266, Harvard Avenue, apt. 6, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Jan-Dem Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each, 1,000 class "A" preferred shares of a par value of $10 each and 2,000 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 10914-62 — 1118/95

Kernor Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1962, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, avocat, 5962, avenue Westbury, Theodore H. Polisuk, avocat, 144, Finchley Road, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 4720, avenue Dupuis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, plastique, papier, nylon, fourrure, textiles, verre, et leurs sous-produits, sous le nom de « Kernor Corporation », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 10662-62 — 1115/88

Kernor Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 6th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irwin S. Brodie, advocate, 5962, Westbury Avenue, Theodore H. Polisuk, advocate, 144, Finchley Road, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 4720, Dupuis Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, plastic, paper, nylon, fur, textiles, glass, and by-products of same, under the name of "Kernor Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 10662-62 — 1115/88

Lac Écho Water Works Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1962, constituant en corporation: Paul-Émile Létourneau, 1537, boulevard Graham, Mont-Royal, Guy Massue, 5047, MacDonald, Montréal, et Roméo Gauthier, 1135, rue Clément, Saint-Laurent, tous trois courtiers, pour les objets suivants:

Maintenir et entretenir, un ou des systèmes d'aqueduc, et tous les droits et propriétés qui s'y

Lac Écho Water Works Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Létourneau, 1537, Graham Boulevard, Mount-Royal, Guy Massue, 5047, MacDonald, Montreal, Montreal, and Roméo Gauthier, 1135, Clément Street, Saint-Laurent, all three brokers, for the following purposes:

To maintain and keep in repair one or more water-systems and all the rights and properties

rapportent, en tout ou en partie, dans les limites territoriales du comté de Terrebonne ou des comtés avoisinants, sous le nom de « Lac Écho Water Works Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 990 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac-Écho, municipalité de Lesage, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10403-62 — 1120/11

attached thereto, wholly or in part, within the territorial limits of the county of Terrebonne or neighboring counties, under the name of "Lac Écho Water Works Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 990 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Lac Écho, municipality of Lesage, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10403-62 — 1120/11

W. J. Lafave & Sons (Foreign Trade) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1962, constituant en corporation: Reuben Resin, avocat, 5510, Robinson, Côte-St-Luc, Samuel Godinsky, avocat et conseil en loi de la Reine, 731, Upper Belmont, Westmount, et Angela Yeo-West, sténographe, célibataire, 2266, Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « W. J. Lafave & Sons (Foreign Trade) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 11113-62 — 1119/128

W. J. Lafave & Sons (Foreign Trade) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Reuben Resin, advocate, 5510, Robinson, Côte-St-Luc, Samuel Godinsky, advocate and Queen's Counsel, 731, Upper Belmont, Westmount, and Angela Yeo-West, stenographer, spinster, 2266, Harvard, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "W. J. Lafave & Sons (Foreign Trade) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Mount Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 11113-62 — 1119/128

La Laiterie de Bedford, Limitée Bedford Dairy, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1962, constituant en corporation: François-Guy Lévesque, avocat, 40, rue Plaisance, Laurent Larocque, comptable, rue St-Joseph, et Denis Gnocchini, technicien, avenue des Pins, tous trois de Bedford, pour les objets suivants:

Commerce de produits laitiers de toutes sortes, sous le nom de « La Laiterie de Bedford, Limitée — Bedford Dairy, Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bedford, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 11081-62 — 1119/140

La Laiterie de Bedford, Limitée Bedford Dairy, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François-Guy Lévesque, advocate, 40, Plaisance Street, Laurent Larocque, accountant, St-Joseph Street, and Denis Gnocchini, technician, des Pins Avenue, all three of Bedford, for the following purposes:

To carry on a business dealing in dairy products of all kinds, under the name of "La Laiterie de Bedford, Limitée — Bedford Dairy, Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Bedford, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 11081-62 — 1119/140

Laurentien Marble Stone Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Laurentien Marble Stone Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1962, constituant en corporation: Walter Prior, vendeur, 5812, Wentworth, Côte-St-Luc, Morris Boxenbaum, vendeur, 7835, Mountain Sights, Montréal, Saul Lutwak, vendeur, 3275, Linton, Montréal, Mike Rozsa, vendeur, 8875, Jeanne-Mance, Montréal, et Lou Litwin, vendeur, 2705, Bedford, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme constructeurs et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Laurentien Marble Stone Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 10703-62 — 1119/17

Leeward Builders Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1962, constituant en corporation: Walter James Williams, entrepreneur, Dame Rose Blais, ménagère, épouse séparée de biens, en vertu des lois de la province du Manitoba, dudit Walter James Williams, tous deux de 3, Kirkwood Street, Beaconsfield, et Léon Legault, menuisier, 22, De Bresley, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Leeward Builders Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 250 actions ordinaires de $20 chacune et en 750 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1620, Herow Road, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10894-62 —1117/69

Lespérance Construction Ltée
Lespérance Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1962, constituant en corporation: Gilles Lespérance, mécanicien, Dame Claire Beauchamp Lespérance, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gilles Lespérance, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 2755, Bruxelles, Montréal, Théo-E. Lespérance, ingénieur professionnel, et Dame Thérèse Hébert Lespérance, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Théo-E. Lespérance, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 6201, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Lespérance Construction Ltée — Lespérance Construc-

bearing date the 22nd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Walter Prior, salesman, 5812, Wentworth, Côte-St-Luc, Morris Boxenbaum, salesman, 7835, Mountain Sights, Montreal, Saul Lutwak, salesman, 3275, Linton, Montreal, Mike Rozsa, salesman, 8875, Jeanne-Mance, Montreal, and Lou Litwin, salesman, 2705, Bedford, Montreal, for the following purposes:

To do business as builders and to deal in building materials, under the name of "Laurentien Marble Stone Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 10703-62 — 1119/17

Leeward Builders Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Walter James Williams, contractor, Dame Rose Blais, housewife, wife separate as to property, under the laws of the province of Manitoba, of the said Walter James Williams, both of 3, Kirkwood Street, Beaconsfield, and Léon Legault, joiner, 22, De Bresley, Beaconsfield, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Leeward Builders Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 250 common shares of $20 each and 750 preferred shares of $20 each.

The head office of the company will be at 1620, Herow Road, Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10894-62 — 1117/69

Lespérance Construction Ltée
Lespérance Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Lespérance, mechanic, Dame Claire Beauchamp Lespérance, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gilles Lespérance, and duly authorized by him for these presents, both of 2755, Bruxelles, Montreal, Théo-E. Lespérance, professional engineer, and Dame Thérèse Hébert Lespérance, housewife, wife contractually separate as to property of the said Théo-E. Lespérance, and duly authorized by him for these presents, both of 6201, Sherbrooke, West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in real estate and construction under the name of "Lespérance Construction Ltée — Lespérance Construction Ltd.",

tion Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10460-62 — 1115/47

Paul Létourneau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Paul Létourneau, gérant, Dame Denise Létourneau, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Paul Létourneau, tous deux de 10482, rue D'Auteuil, et Gaston Lebeau, comptable, 9205, rue St-Denis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Paul Létourneau Inc. », avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $4,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10556-62 — 1114/140

Lingerie Ko-Kette Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Robert Burns, 6730, Des Écores, André Gauthier, 9655, Bruchési, tous deux avocats, et Jean-Luc Hayeur, voyageur, 1745, De Sève, apt. 5, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Lingerie Ko-Kette Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera boulevard Sauvé, Laval-Ouest, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10552-62 — 1115/48

Les Loisirs d'Auteuil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Noël, avocat, 2545, St-Zotique, est, Montréal, Jean-Guy Vaugeois, avocat, 6732, Louis-Hémon, Montréal, et Armand Poupart, fils, avocat, 3375,

with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $5 each and into 5,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10460-62 — 1115/47

Paul Létourneau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Létourneau, manager, Dame Denise Létourneau, secretary, wife separate as to property of the said Paul Létourneau, both of 10482, d'Auteuil Street, and Gaston Lebeau, accountant, 9205, St-Denis Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction under the name of "Paul Létourneau Inc.", with a capital stock divided into 500 common shares without nominal or par value and into 2,000 preferred shares of $10 each, and the amount with which the company shall start it operations is $4,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10556-62 — 1114/140

Lingerie Ko-Kette Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Burns, 6730, Des Écores, André Gauthier, 9655, Bruchési, both advocates, and Jean-Luc Hayeur, traveller, 1745, De Sève, apt. 5, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in clothing, under the name of "Lingerie Ko-Kette Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be Sauvé Boulevard, Laval-West, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10552-62 — 1115/48

Les Loisirs d'Auteuil Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Paul Noël, advocate, 2545, St-Zotique, East, Montreal, Jean-Guy Vaugeois, advocate, 6732, Louis-Hémon, Montreal, and Armand Poupart, son,

Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Les Loisirs d'Auteuil Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera en la ville d'Auteuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10716-62 — 1116/90

advocate, 3375, Maplewood, Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center under the name of "Les Loisirs d'Auteuil Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation will be in the town of d'Auteuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10716-62 — 1116/90

Les Loisirs St-Maurice Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Alphonse Roy, rentier, 800, Nadeau, Thomas Simoneau, opérateur-mécanicien, 1007, Doyle, Jean Carrier, commis de bureau, 837, Poirier, Daniel Dostie, mécanicien, 857, Poirier, Claude Boulanger, vérificateur de laboratoire, 973, Sylvain, et Paul-André Lambert, assistant-ingénieur, 804, Létourneau, tous six de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Promouvoir l'organisation des loisirs éducatifs et récréatifs, sous le nom de « Les Loisirs St-Maurice Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10475-62 — 1120/17

Les Loisirs St-Maurice Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Alphonse Roy, annuitant, 800, Nadeau, Thomas Simoneau, operator-mechanic, 1007, Doyle, Jean Carrier, office clerk, 837, Poirier, Daniel Dostie, mechanic, 857, Poirier, Claude Boulanger, laboratory tester, 973, Sylvain, and Paul-André Lambert, assistant-engineer, 804, Létourneau, all six of Thetford Mines, for the following purposes:

To promote the organization of educational and recreative centers under the name of "Les Loisirs St-Maurice Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Thetford Mines, judicial district of Megantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10475-62 — 1120/17

Marché St-Jacques (1962) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1962, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Outremont, Françoise Frégeau, secrétaire, célibataire majeure, 8747, Dirval, Montréal, et Micheline Simard, secrétaire, célibataire majeure, 4840, Parthenais, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces d'articles et de marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie et de boucherie, sous le nom de « Marché St-Jacques (1962) Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10582-62 — 1118/83

Marché St-Jacques (1962) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien-R. Paquette, advocate, 212, Bloomfield, Outremont, Françoise Frégeau, secretary, spinster of the full age of majority, 8747, Dirval, Montreal, and Micheline Simard, secretary, spinster of the full age of majority, 4840, Parthenais, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all types of articles and merchandise in which a grocer-butcher generally deals, under the name of "Marché St-Jacques (1962) Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10582-62 — 1118/83

Henri Marien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Henri Marien Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1962, constituant en corporation: Henri Marien, marchand, Adélaïde Tremblay Marien, ménagère, épouse commune en biens dudit Henri Marien, et François Marien, marchand, tous trois de 520, 118ième Rue, Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle, et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métal ou de bois, sous le nom de « Henri Marien Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 433, rue Mercier, Shawinigan, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10732-62 — 1116/91

given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10732-62 — 1116/91

H. Marier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1962, constituant en corporation: Harmel Marier, commerçant, Dame Simone Forget, ménagère, épouse commune en biens dudit Harmel Marier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes et Hervé Forget, industriel, tous trois de St-Jovite, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de « H. Marier Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 11009-62 — 1118/64

H. Marier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harmel Marier, tradesman, Dame Simone Forget, housewife, wife common as to property of the said Harmel Marier, and duly authorized by him for these presents and Hervé Forget, industrialist, all three of St-Jovite, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmith, diamond merchants, manufacturers of watches and other similar businesses, under the name of "H. Marier Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Jovite, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 11009-62 — 1118/64

Les Mines Laval Limitée
(Libre de Responsabilité Personnelle)
Laval Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Albert Drolet, prospecteur, 754, Côte-d'Abraham, Québec, Noël Carter, psychologue, 65, avenue Bellevue, Ste-Foy, et Georges-R. Potvin, télégraphiste, R.R. No 2, Lauzon, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Les Mines Laval Limitée (Libre de Responsabilité Personnelle) — Laval Mines Limited » (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du

Les Mines Laval Limitée
(Libre de Responsabilité Personnelle)
Laval Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Drolet, prospector, 754, Abraham Hill, Quebec, Noël Carter, psychologist, 65, Bellevue Avenue, Ste-Foy, and Georges-R. Potvin, telegrapher, R.R. No. 2, Lauzon, for the following purposes:

To carry on explorations or research to discover mines and minerals under the name of "Les Mines Laval Limitée (Libre de Responsabilité Personnelle) — Laval Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount

prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera 32, rue Ste-Ursule, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10550-62 — 1118/36

of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 32, Ste-Ursule Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10550-62 — 1118/36

Montcalm Salmon Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: E. Anthony Price, 2430, rue Noury, Sillery, Pierre La Rue, 815, rue Lévis, Québec, Pierre Verge, 193, rue Fraser, Québec, Jacques Delisle, 2085, rue Chapdelaine, Ste-Foy, et Pierre Marseille, 106, rue de l'Alsace, Ste-Foy, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

Établir et entretenir un club de pêche pour l'agrément, le sport et le divertissement de ses membres et de leurs amis, sous le nom de « Montcalm Salmon Club ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 10736-62 — 1115/55

Montcalm Salmon Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: E. Anthony Price, 2430, Noury Street, Sillery, Pierre La Rue, 815, Lévis Street, Quebec, Pierre Verge, 193, Fraser Street, Quebec, Jacques Delisle, 2085, Chapdelaine Street, Ste-Foy, and Pierre Marseille, 106, de l'Alsace Street, Ste-Foy, all five advocates, for the following purposes:

To establish and maintain a fishing club for the accommodation, sport and recreation of the members of their friends, under the name of "Montcalm Salmon Club".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 10736-62 — 1115/55

Montreal Shirt Rental Service Inc. Service de Location de Chemises de Montréal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Pierre Thomas, avocat, 204, Notre-Dame, ouest, Montréal, Mlles Monique Léonard, 5873, Christophe-Colomb, et Denise Brousseau, 11362, St-Vital, ces deux dernières secrétaires, de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chemises, sous le nom de « Montreal Shirt Rental Service Inc.— Service de Location de Chemises de Montréal Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 115 actions privilégiées classe « C » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10534-62 — 1114/126

Montreal Shirt Rental Service Inc. Service de Location de Chemises de Montréal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Thomas, advocate, 204, Notre-Dame, West, Montreal, the Misses Monique Léonard, 5873, Christophe-Colomb, and Denise Brousseau, 11362, St-Vital, the latter two secretaries, of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on a business dealing in shirts, under the name of "Montreal Shirt Rental Service Inc. — Service de Location de Chemises de Montréal Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 250 common shares of a par value of $10 each, 1,000 preferred shares class "A" of a par value of $1 each, 500 preferred class "B" shares of a par value of $10 each and into 115 preferred class "C" of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10534-62 — 1114/126

Nettoyeur Loyal Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Nettoyeur Loyal Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1962

province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1962, constituant en corporation: J.-Arthur Fortin, hôtelier, Maurice Dupré, industriel, André Lavigne, notaire, tous trois de La Sarre, Abitibi, et Mlle Thérèse St-Arneault, dactylographe, de La Reine, Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs et buandiers, sous le nom de « Nettoyeur Loyal Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10679-62 — 1116/43

Norman Beauty Shop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1962, constituant en corporation: Gaston Lespérance, vendeur, 3150, Rushbrooke, Adrien Quintal, mécanicien, 2302, Châteauguay, et Irène Poitras, coiffeuse, célibataire, 1296, Laprairie, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de coiffeurs, barbiers, manucures et masseurs, sous le nom de « Norman Beauty Shop Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 10995-62 — 1119/18

L'Optique Laviolette Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1962, constituant en corporation: Georges-Étienne Bourbonnais, opticien d'ordonnance, Dame Thérèse Bourgeois, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Georges-Étienne Bourbonnais, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 680, rue des Mélèzes Trois-Rivières, et François Boufbonnais, opticien d'ordonnance, 205, 4e Rue, Shawinigan Falls, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'opticiens, de polisseurs de verre et de fabricants de lentilles de toutes sortes, sous le nom de « L'Optique Laviolette Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 516, rue des Volontaires, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10702-62 — 1117/80

Permanent Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Arthur Fortin, hotel-keeper, Maurice Dupré, industrialist, André Lavigne, notary, all three of La Sarre, Abitibi, and Miss Thérèse St-Arneault, typist, of La Reine, Abitibi, for the following purposes:

To carry on operations as cleaners and launderers under the name of "Nettoyeur Loyal Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Aibitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10679-62 — 1116/43

Norman Beauty Shop Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Lespérance, salesman, 3150, Rushbrooke, Adrien Quintal, mechanic, 2302, Châteauguay, and Irène Poitras, cciffeuse, spinster, 1296, Laprairie, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hairdressers, barbers, manicurists and body masseurs, under the name of "Norman Beauty Shop Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 10995-62 — 1119/18

L'Optique Laviolette Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges-Étienne Bourbonnais, dispensing optician, Dame Thérèse Bourgeois, housewife, wife contractually separate as to property of the said Georges-Étienne Bourbonnais, and duly authorized by him for these presents, both of 680, des Mélèzes Street, Trois-Rivières, and François Bourbonnais, dispensing optician, 205, 4th Street, Shawinigan Falls, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on a business as opticians and glass-polishers and manufacturers of lenses of all kinds, under the name of "L'Optique Laviolette Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 516, des Volontaires Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10702-62 — 1117/80

Permanent Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1962, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, avocat et conseil en loi de la Reine, 4300, avenue Western, Westmount, Benjamin J. Greenberg, avocat, 5510, avenue Robinson, Côte-St-Luc, Mary Watt, secrétaire, fille majeure, 1408, avenue Stephens, Verdun, et Yvonne Burns, réceptionniste, fille majeure, 178, cinquième Avenue, LaSalle, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « Permanent Investments Inc. », avec un capital total de $1,010,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 100,000 d'actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 11014-62 — 1118/97

Petroleum Distributors Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1962, constituant en corporation: Clément Robitaille, industriel, 232, Père-Joyal, Cap-de-la-Madeleine, Marielle Morin, secrétaire, fille majeure, et Jacques Bergeron, comptable, ces deux derniers de 153, Laviolette, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'huile brute, de l'essence et du gaz naturel et leurs sous-produits, sous le nom de « Petroleum Distributors Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 700 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 232, rue Père-Joyal, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10224-62 — 1115/62

Piché Fourrures Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1962, constituant en corporation: Richard Piché, industriel, 443, rue St-Louis, Francine Roy, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Richard Piché, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 443, rue St-Louis, et Roger Richard, vendeur, 119, rue Visitation, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourrures, sous le nom de « Piché Fourrures Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10388-62 — 1118/117

bearing date the 27th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis H. Rohrlick, advocate and Queen's Counsel, 4300, Western Avenue, Westmount, Benjamin J. Greenberg, advocate, 5510, Robinson Avenue Côte-St-Luc, Mary Watt, secretary, spinster of the full age of majority, 1408, Stephens Avenue, Verdun, and Yvonne Burns, receptionist, spinster of the full age of majority, 178, Fifth Avenue, LaSalle, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Permanent Investments Inc.", with a total capital stock of $1,010,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 100,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 11014-62 — 1118/97

Petroleum Distributors Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clément Robitaille, industrialist, 232, Père-Joyal, Cap-de-la-Madeleine, Marielle Morin, secretary, spinster, and Jacques Bergeron, accountant, the latter two of 153, Laviolette Street, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on a business dealing in crude oil, gasoline and natural gas and their by-products, under the name of "Petroleum Distributors Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 700 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at 232, Père-Joyal, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10224-62 — 1115/62

Piché Fourrures Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Richard Piché, industrialist, 443, St-Louis Street, Francine Roy, housewife, wife contractually separate as to property of the said Richard Piché, and duly authorized by him for these presents, 443, St-Louis Street, and Roger Richard, salesman, 119, Visitation Street, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business dealing in furs, under the name of "Piché Fourrures Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of Mach 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10388-62 — 1118/117

Les Placements du Moulin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1962, constituant en corporation: Gaëtane Grenon, secrétaire, fille majeure, 1940, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, Jacqueline Savard, sténographe, fille majeure, 207, rue St-Nicolas, Chicoutimi-Nord, et Andrée Dubé, secrétaire, fille majeure, 433, boulevard Charlevoix, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements du Moulin Ltée », avec un capital total de $225,000, divisé en 12,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10521-62 — 1115/89

Les Placements du Moulin Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaëtane Grenon, secretary, fille majeure, 1940, Roussel Street, Chicoutimi-North, Jacqueline Savard, stenographer, fille majeure, 207, St-Nicolas Street, Chicoutimi-North, and Andrée Dubé, secretary, fille majeure, 433, Charlevoix Boulevard, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements du Moulin Ltée", with a total capital stock of $225,000, divided into 12,500 common shares of $10 each and 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10521-62 — 1115/89

Placements Progressifs Inc.
Progressive Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1962, constituant en corporation: Réjean Brunelle, comptable, 225, boulevard Boivin, Granby, Georges Ferland, marchand, 360, rue York, Granby, et Agenor Ménard, commerçant, St-Paul-d'Abbotsford, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Placements Progressifs Inc. — Progressive Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10899-62 — 1118/39

Placements Progressifs Inc.
Progressive Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réjean Brunelle, accountant, 225, Boivin Boulevard, Granby, Georges Ferland, merchant, 360, York Street, Granby, and Agenor Ménard, trader, St-Paul-d'Abbotsford, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Progressifs Inc. — Progressive Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10899-62 — 1118/39

Les Placements St-Bruno Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1962, constituant en corporation: Maurice Chevalier, avocat, 160, rue D'Anjou, St-Bruno, Louise le Bel, étudiante en droit, fille majeure, 2967, Côte-Ste-Catherine, Montréal, et Bibiane Guy, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel Piché, 1260, avenue Bois-Franc, St-Laurent, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Les Placements St-Bruno Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20 actions ordinaires d'une valeur au pair de $20 chacune et en 1,980 actions privilégiées d'une valeur au pair de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1551, rue Montarville, St-Bruno, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10518-62 — 1115/58

Les Placements St-Bruno Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Chevalier, advocate, 160, D'Anjou Street, St-Bruno, Louise le Bel, student-at-law, fille majeure, 2967, Côte-Ste-Catherine, Montreal, and Bibiane Guy, secretary, wife separate as to property of Marcel Piché, 1260, Bois-Franc Avenue, St-Laurent, for the following purposes:

To act as an investment and holding company, under the name of "Les Placements St-Bruno Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20 common shares of a par value of $20 each and 1,980 preferred shares of a par value of $20 each.

The head office of the company will be at 1551, Montarville Street, St-Bruno, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10518-62 — 1115/58

Plomberie Neveu & Neveu Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Gilles Neveu, Jean-Yves Neveu, tous deux plombiers, de 3614, Lytton, St-Michel, et Lucien Neveu, rentier, de St-Eugène-de-Grantham, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage, réfrigération et ventilation, sous le nom de « Plomberie Neveu & Neveu Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 600 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10672-62 — 1115/66

Plomberie Neveu & Neveu Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Neveu, Jean-Yves Neveu, both plumbers, of 3614, Lytton, St-Michel, and Lucien Neveu, annuitant, of St-Eugène-de-Grantham, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating, refrigeration and ventilation, under the name of "Plomberie Neveu & Neveu Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10672-62 — 1115/66

Pont-Viau Moteur Limitée
Pont-Viau Motor Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1962, constituant en corporation: Roger Beauchemin, garagiste, Dame Diane Beauchemin, ménagère, tous deux de 380, boulevard des Laurentides, Pont-Viau, et Ernest Bilodeau, vendeur, 2102, Prieur, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Pont-Viau Moteur Limitée — Pont-Viau Motor Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 380, boulevard des Laurentides, Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10690-62 —1118/66

Pont-Viau Moteur Limitée
Pont-Viau Motor Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Beauchemin, garage-keeper, Dame Diane Beauchemin, housewife, both of 380, des Laurentides Boulevard, Pont-Viau, and Ernest Bilodeau, salesman, 2102, Prieur East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles and to act as garage-keepers, under the name of "Pont-Viau Moteur Limitée — Pont-Viau Motor Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 380, des Laurentides Boulevard, Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10690-62 — 1118/66

Paul Poupart Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Jacques Guérin, avocat, 193, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Bernard Taillefer, avocat, 5595, rue Marcel-Monette, Montréal-Nord, et Gaëtane Richer, secrétaire, fille majeure, 5603, avenue Coolbrook, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Paul Poupart Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Geneviève, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10531-62 — 1115/90

Paul Poupart Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Guérin, advocate, 193, Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, Bernard Taillefer, advocate, 5595, Marcel-Monette Street, Montreal-North, and Gaëtane Richer, secretary, fille majeure, 5603, Coolbrook Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Paul Poupart Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 20,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Ste-Geneviève, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10531-62 — 1115/90

Quebec Antenna Systems Corp.
La Corporation des Systèmes d'Antennes de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1962, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, avocat et conseil en loi de la Reine, 574, Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, avocat, 4918, Mayfair, Montréal, Oscar Respitz, avocat, 4945, Glencairn, Montréal, et Sydney Sederoff, avocat, 7009, Clover Road, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de systèmes et équipement de communications électroniques, sous le nom de « Quebec Antenna Systems Corp. — La Corporation des Systèmes d'Antennes de Québec », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 10866-62 — 1118/128

Quebec Antenna Systems Corp.
La Corporation des Systèmes d'Antennes de Québec

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Sidney Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574, Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, advocate, 4918, Mayfair, Montreal, Oscar Respitz, advocate, 4945, Glencairn, Montreal, and Sydney Sederoff, advocate, 7009, Clover Road, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in all electronic communications systems and equipment, under the name of "Quebec Antenna Systems Corp. — La Corporation des Systèmes d'Antennes de Québec", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 10866-62 — 1118/128

Quebec Contract Documents Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1962, constituant en corporation: Pierrette Trottier, secrétaire, 610, Lavigueur, Québec, Denise Vachon, secrétaire, 1516, rue Vitré, Québec, et Albertine Chouinard, comptable, 160, 10ème Rue, Québec, toutes trois célibataires majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Quebec Contract Documents Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10584-62 — 1117/135

Quebec Contract Documents Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierrette Trottier, secretary, 610, Lavigueur Street, Quebec, Denise Vachon, secretary, 1516, Vitré Street, Quebec, and Albertine Chouinard, accountant, 160, 10th Street, Quebec, all three spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Quebec Contract Documents Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the offie of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10584-62 — 1117/135

Rand & Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Irving Halperin, avocat, 4827, avenue Kent, Daniel Morris, avocat, 4607, Coolbrook, et Ernest Rashkovan, notaire, 4780, avenue Vézina, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et de constructeurs généraux, sous le nom de « Rand & Co. Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Rand & Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Halperin, advocate, 4827, Kent Avenue, Daniel Morris, advocate, 4607, Coolbrook, and Ernest Rashkovan, notary, 4780, Vézina Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Rand & Co. Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 9,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 15277-61 — 1102/94

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 15277-61 — 1102/94

Rendez-Vous des Petits Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Mathias Bizier, entrepreneur, 10714, rue Oscar, Montréal-Nord, Jeannine Bastien Bellavance, gérante, 3260, Jean-Talon, est, Montréal, et Maurice Dubé, comptable, 10643, rue London, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour enfants et adolescents, sous le nom de « Rendez-Vous des Petits Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3260, rue Jean-Talon, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10697-62 — 1118/119

Rendez-Vous des Petits Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mathias Bizier, contractor, 10714, Oscar Street, Montreal-North, Jeannine Bastien Bellavance, manager, 3260, Jean-Talon East, Montreal, and Maurice Dubé, accountant, 10643, London Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in clothing for children and adolescents, under the name of "Rendez-Vous des Petits Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3260, Jean-Talon Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10697-62 — 1118/119

Restaurant Domino Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1962, constituant en corporation: Jacques Desbiens, restaurateur, 277, St-Aimé, Thérèse Tremblay, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jacques Desbiens, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 277, St-Aimé, et Oswald Simard, commerçant, 92, Maisonneuve, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Domino Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 11037-62 — 1118/45

Restaurant Domino Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Desbiens, restaurateur, 277, St-Aimé, Thérèse Tremblay, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jacques Desbiens, and duly authorized by him for these presents, 277, St-Aimé, and Oswald Simard, trader, 92, Maisonneuve, all three of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Restaurant Domino Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 11037-62 — 1118/45

Restaurant Océan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Albert Martin, tavernier, 1, Côte-St-Antoine, Westmount, Claude Picard, avocat, 4610, Lafontaine, Montréal, et Roger Picard, comptable, 1454, boulevard Rainville, Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Océan Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Restaurant Océan Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Martin, tavern-keeper, 1, Côte-St-Antoine, Westmount, Claude Picard, advocate, 4610, Lafontaine, Montreal, and Roger Picard, accountant, 1454, Rainville Boulevard, Jacques-Cartier, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Restaurant Océan Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 168, Notre-Dame, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10525-62 — 1115/92

The head office of the company will be at 168, Notre-Dame east, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10525-62 — 1115/92

Rockland Estates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1962, constituant en corporation: Alfred Segall, avocat, 5773, Westluke, Côte-St-Luc, Larry Kolodny, étudiant en droit, 3, chemin Finchley, Hampstead, et Mina Dimand, secrétaire, fille majeure, 4966, boulevard Décarie, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Rockland Estates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10124, Place Meilleur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 10711-62 — 1118/139

Rockland Estates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred Segall, advocate, 5773, Westluke, Côte-St-Luc, Larry Kolodny, law-student, 3, Finchley Road, Hampstead, and Mina Dimand, secretary, spinster of the full age of majority, 4966, Décarie Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and construction, under the name of "Rockland Estates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 10124, Place Meilleur, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 10711-62 — 1118/139

Rosapt Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1962, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat, 520, avenue Victoria, Westmount, Arthur Yanofsky, avocat, 820, Abbott, Saint-Laurent, et Claire Culhane, secrétaire, 5217 ouest, Sherbrooke, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Rosapt Investment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 10713-62 — 1118/120

Rosapt Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julius Briskin, advocate, 520, Victoria Avenue, Westmount, Arthur Yanofsky, advocate, 820, Abbott, Saint-Laurent, and Claire Culhane, secretary, 5217, Sherbrooke West, Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Rosapt Investment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 10713-62 — 1118/120

Rothchild Printing Co., of Canada, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1962, constituant en corporation: Max Coblentz, avocat, 4392, avenue Isabella, Montréal, Helene Josephs, secrétaire, fille majeure, 4655, rue Bourret, Montréal, et Ruth Coblentz, teneuse de livres, fille majeure, 4392, avenue Isabella, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'imprimeurs, sous le nom de « Rothchild Printing Co., of Canada,

Rothchild Printing Co., of Canada, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Coblentz, advocate, 4392, Isabella Avenue, Montreal, Helene Josephs, secretary, spinster of the full age of majority, 4655, Bourret Street, Montreal, and Ruth Coblentz, book-keeper, spinster of the full age of majority, 4392, Isabella Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printers, under the name of "Rothchild Printing Co., of Canada,

Ltd. », avec un capital total de 800 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de $4,000.

Le siège social de la compagnie sera 745, rue Ste-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 10989-62 — 1118/122

Ltd.", with a capital stock divided into 800 common shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be $4,000.

The head office of the company will be at 745, Ste-Marie Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 10989-62 — 1118/122

St. Paul Athletic Wear (1962) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1962, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi de la Reine, 4338, avenue Montrose, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat et conseil en loi de la Reine, 4815, Queen Mary Road, Montréal, Harry Yohalem Garber, avocat, 3235, avenue Ridgewood, Montréal, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, 5552, avenue Snowdon, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements et d'équipements de sports de toutes sortes, sous le nom de « St. Paul Athletic Wear (1962) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées première classe de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées seconde classe de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 10812-62 — 1119/54

St. Paul Athletic Wear (1962) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, 4338, Montrose Avenue, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate and Queen's Counsel, 4815, Queen Mary Road, Montreal, Harry Yohalem Garber, advocate, 3235, Ridgewood Avenue, Montreal, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, 5552, Snowdon Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel and sports equipment of all kinds, under the name of "St. Paul Athletic Wear (1962) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 1,000 first preferred shares of $10 each and 2,000 second preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 10812-62 — 1119/54

Société Canadienne d'Études Techniques et d'Investissements Ltée Canadian Technical and Investment Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1962, constituant en corporation: Louis-Jean Lussier, ingénieur forestier conseil, de Québec, Lucette Genest, secrétaire, de Loretteville, et Edgar D'Souza, ingénieur professionnel, de Montréal, pour les objets suivants:

À titre de conseillers, effectuer des études techniques dans les secteurs d'activité publique et privée, sous le nom de « Société Canadienne d'Études Techniques et d'Investissements Ltée — Canadian Technical and Investment Services Ltd. », avec un capital total de $7,500, divisé en 7,500 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 870, avenue Casot, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 11108-62 — 1118/99

Société Canadienne d'Études Techniques et d'Investissements Ltée Canadian Technical and Investment Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis-Jean Lussier, advisory forestery engineer, of Quebec, Lucette Genest, secretary, of Loretteville, and Edgar D'Souza, professional engineer, of Montreal, for the following purposes:

As advisors, to carry on technical studies in public and private sections under the name of "Société Canadienne d'Études Techniques et d'Investissements Ltée — Canadian Technical and Investment Services Ltd.", with a total capital stock of $7,500, divided into 7,500, common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 870, Casot Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 11108-62 — 1118/99

La Société Financière de Valleyfield Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Richard Lafontaine, avocat, 291, rue Victoria, Raphaël Barrette, avocat, 272, boulevard du Havre, Pierre Brassard, avocat, 307A, Victoria, Jean-Guy Philie, notaire, 187, Salaberry, Vilda Filiatrault, comptable agréé, 306, boulevard du Havre, René Hallé, comptable, 98, Penon, Luc Michielli, gérant, 134, Jacques-Cartier, Dr Maurice Boyer, médecin, 60, Gordon, William Carrière, marchand, 72, McLaren, Lucien Lalonde, enquêteur, 89, Ste-Cécile, Yvon Bourassa, agent d'assurance, 21, Stewart, Roland Larivière, industriel, 36, St-Joseph, Rémi Hallé, industriel, 8, Gordon, Jean-Paul Trudeau, industriel, 449, Larocque, tous quatorze de Salaberry-de-Valleyfield, et Marcel Léger, entrepreneur, de St-Timothée, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « La Société Financière de Valleyfield Inc. », avec un capital total de $201,600, divisé en 4,200 actions ordinaires de $10 chacune et en 15,960 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10471-62 — 1116/3

La Société Financière de Valleyfield Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Richard Lafontaine, advocate, 291, Victoria Street, Raphaël Barrette, advocate, 272, du Havre Boulevard, Pierre Brassard, advocate, 307A, Victoria, Jean-Guy Philie, notary, 187, Salaberry, Vilda Filiatrault, chartered accountant, 306, Du Havre Boulevard, René Hallé, accountant, 98, Penon, Luc Michielli, manager, 134, Jacques-Cartier, Dr. Maurice Boyer, physician, 60, Gordon, William Carrière, merchant, 72, McLaren, Lucien Lalonde, investigator, 89, Ste-Cécile, Yvon Bourassa, insurance agent, 21, Stewart, Roland Larivière, industrialist, 36, St-Joseph, Rémi Hallé, industrialist, 8, Gordon, Jean-Paul Trudeau, industrialist, 449, Larocque, all fourteen of Salaberry-de-Valleyfield, and Marcel Léger, contractor, of St-Timothée, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "La Société Financière de Valleyfield Inc.", with a total capital stock of $201,600, divided into 4,200 common shares of $10 each and 15,960 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10471-62—1116/3

Thibault Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1962, constituant en corporation: Rodrigue Thibault, commerçant, Hauterive, comté Saguenay, Henri Beaupré, avocat, 100, d'Youville, Québec, et Dr Bernard Paradis, médecin, 2110, Bourbonnière, Sillery, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Thibault Automobiles Inc. », avec un capital total de $12,000, divisé en 1,200 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hauterive, comté de Saguenay, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10473-62 — 1118/68

Thibault Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rodrigue Thibault, trader, Hauterive, county of Saguenay, Henri Beaupré, advocate, 100 d'Youville, Quebec, and Dr. Bernard Paradis, physician, 2110, Bourbonnière, Sillery, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles, and to act as garage-keepers, under the name of "Thibault Automobiles Inc.", with a total capital stock of $12,000, divided into 1,200 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Hauterive, county of Saguenay, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10473-62 — 1118/68

Transistors Unlimited Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1962, constituant en corporation: Louis Drazin, notaire, 410, rue St-Nicholas, Montréal, Mortimer Dolman, notaire, 410, rue St-Nicholas, Montréal, et Gwendolyn Kieran, secrétaire, 410, rue St-Nicholas, Montréal, pour les objets suivants:

Transistors Unlimited Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Drazin, notary, 410, St. Nicholas Street, Montreal, Mortimer Dolman, notary, 410, St. Nicholas Street, Montreal, and Gwendolyn Kieran, secretary, 410, St. Nicholas Street, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits électriques, machinerie et marchandises de consommation, sous le nom de « Transistors Unlimited Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2705, Bates Road, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 10811-62 — 1119/5

To deal in all kinds of electrical products, machinery and consumer goods, under the name of "Transistors Unlimited Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2705, Bates Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 10811-62 — 1119/5

Volt Electric Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1962, constituant en corporation: Claude Melançon, avocat, 266 ouest, St-Jacques, Estelle Pelletier, secrétaire, célibataire, 10226, boulevard Plaza, et Marie-Claire Guay, secrétaire, célibataire, 3807B, St-André, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Volt Electric Co. Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 11044-62 — 1119/6

Volt Electric Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Melançon, advocate, 266, St. Jame West, Estelle Pelletier, secretary, spinster, 10226, Plaza Boulevard, and Marie-Claire Guay, secretary, spinster, 3807B St-André, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electricians, under the name of "Volt Electric Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 11044-62 — 1119/6

World's Greatest Rides Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1962, constituant en corporation: Alfred Raoul Lavoie, opérateur et gérant de promenades récréatives, 261 ouest, Laurier, Montréal, Christine W. Gates, secrétaire, célibataire, 1640 ouest, Sherbrooke, Montréal, et Kalman Samuels, avocat, 1434 ouest, Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter diverses machines et équipement pour fins récréatives, comprenant des promenades pour enfants et adultes, sous le nom de « World's Greatest Rides Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 10298-62 — 1117/120

World's Greatest Rides Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred Raoul Lavoie, operator and manager of amusement rides, 261, Laurier West, Montreal, Christine W. Gates, secretary, spinster, 1640, Sherbrooke West, Montreal, and Kalman Samuels, advocate, 1434, St. Catherine West, Montreal, for the following purposes:

To operate various machines and equipment including rides for kiddies and adults for the purpose of entertainment and amusement, under the name of "World's Greatest Rides Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 10298-62 — 1117/120

Yorkmont Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1962, constituant en corporation: Jacques Bélanger, notaire, 3775, avenue

Yorkmont Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Bélanger, notary, 3775, Kent Avenue, Montreal,

Kent, Montréal, Paul Trépanier, avocat, 335, 41e Avenue, Lachine, Dame Kathryn Thickett, secrétaire, veuve de feu Geoffroy McCarthy, 4668, rue Coolbrook, Montréal, Jean-Louis Lefebvre, avocat, 3518, rue Addington, Montréal, et Gordon McKay, avocat, 4694, Grosvenor, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Yorkmont Investment Corporation », avec un capital total de $1,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 11043-62 — 1118/124

Paul Trépanier, advocate, 335, 41st Avenue, Lachine, Dame Kathryn Thickett, secretary, widow of the late Geoffroy McCarthy, 4668, Coolbrook Street, Montreal, Jean-Louis Lefebvre, advocate, 3518, Addington Street, Montreal, and Gordon McKay, advocate, 4694, Grosvenor, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Yorkmont Investment Corporation", with a total capital stock of $1,000, divided into 200 common shares of a par value of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 11043-62 — 1118/124

Actions en séparation de biens

Rozon *vs* Groulx

Cour Supérieure, district de Montréal, numéro 564 816, Dame Françoise Rozon, de l'Ile Perrot, district de Montréal, épouse commune en biens d'André Groulx, comptable des mêmes lieux, *versus*, André Groulx, des mêmes lieux.

Une action en séparation de biens a été instituée le 12 mars mil neuf cent soixante-deux.

Montréal, le 30 avril 1962.

Le Procureur de la demanderesse,
61274-o LAURIN LAPOINTE.

Larivière *vs* Hébert

Province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour Supérieure. Dame Lise Larivière, secrétaire, des cité et district de St-Hyacinthe, épouse commune en biens de Robert Hébert, des mêmes lieux, demanderesse, *vs* Robert Hébert, constable, des cité et district de St-Hyacinthe, défendeur.

Avis

Dame Lise Larivière, épouse de Robert Hébert, agent de police, domicilié à 5475, rue Richer en les cité et district de St-Hyacinthe, a institué contre son mari, une demande en séparation de biens.

St-Hyacinthe, ce 9 mai 1962.

Les Procureurs de la demanderesse,
61296-o POTHIER & POTHIER.

Actions for separation as to property

Rozon *vs* Groulx

Superior Court, district of Montreal, number 564 816, Dame Françoise Rozon, wife common as to property of André Groulx, accountant, both of Ile Perrot, district of Montreal, *versus*, André Groulx, of the same place.

An action in separation as to property has been instituted on the 12th of March, nineteen hundred and sixty-two.

Montreal, the 30th of April 1962.

LAURIN LAPOINTE,
61274-o *Attorney for the plaintiff.*

Larivière *vs* Hébert

Province of Quebec, district of St. Hyacinthe, Superior Court. Mrs Lise Larivière, secretary, city and district of St. Hyacinthe, wife common as to property of Robert Hébert domiciled in the city and district of St. Hyacinthe, plaintiff, *vs* Robert Hébert, police constable city and district of St. Hyacinthe, defendant.

Notice

Mrs Lise Larivière, wife of Robert Hébert, police constable, domiciled at 5475, Richer Street, city and district of St. Hyacinthe, has instituted an action in separation of property, against her husband.

St. Hyacinthe, May 9, 1962.

POTHIER & POTHIER,
61296-o *Attorneys for plaintiff.*

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 733

Québec, le 28 avril 1962.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'heure de fermeture des bureaux d'enregistrement le samedi.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Procureur général:

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 733

Quebec, April 28, 1962.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING closing hours for registry offices on Saturdays.

IT IS ORDAINED, upon the proposition of the Attorney-General:

QUE, sous l'autorité du second alinéa de l'article 2160 du Code civil, à compter du samedi cinq mai 1962 inclusivement, tous les bureaux d'enregistrement soient ouverts le samedi depuis neuf heures du matin jusqu'à midi;

QUE le présent arrêté en conseil soit publié avec diligence dans la *Gazette officielle de Québec*.

JACQUES PRÉMONT,
61281-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

THAT, under the authority of the second paragraph of section 2160 of the Civil Code, from and after Saturday, May fifth, 1962, all registry offices be open on Saturdays from nine o'clock in the morning until noon;

THAT the present order in council be published promptly in the *Quebec Official Gazette*.

JACQUES PRÉMONT,
61281 *Deputy Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 760
Section « A »

Québec, le 1er mai 1962.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes aux conventions collectives de travail rendues obligatoires par la section « A » (Plombiers) et la Section « E » (Électriciens), du décret numéro 309 (A) du 8 avril 1959 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la Construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter une modification à chacune desdites sections;

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 mars 1962;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

ATTENDU QUE le décret numéro 309 (A) a été abrogé et remplacé par un nouveau décret, portant le numéro 613 du 6 avril 1962;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le Chapitre Deuxième du décret numéro 613 du 6 avril 1962, relatif à l'industrie et aux métiers de la Construction dans la région de Montréal, soit modifié comme suit:

1° Dans la Section « A » (Plombiers), le sous-paragraphe 4° du paragraphe « *g* » de l'article IV est remplacé par le suivant:

« 4° Le travail par équipes est défini comme étant celui d'un ou de plusieurs compagnons avec ou sans apprentis qui travaillent quatre (4) soirs ou plus de huit (8) heures chacun, à la condition qu'un ou plusieurs compagnons des métiers prévus par cette section du décret, avec ou sans apprentis, soient employés sur le même travail durant le jour. Le travail par équipes peut être exécuté au choix de l'employeur ».

2° Dans la Section « E » (Électriciens), l'alinéa suivant est ajouté avant le dernier alinéa du paragraphe « *c* » de l'article II:

« Le présent paragraphe ne s'applique pas dans tous les cas où l'employeur a sa principale place d'affaires en dehors desdites limites de la ville et que le chantier est situé à l'intérieur d'un rayon de cinq (5) milles de cette place d'affaires. Pour fixer cette limite d'un lieu à l'autre, on utilisera la route reconnue la plus courte. »

JACQUES PRÉMONT,
61311-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 760
Section "A"

Quebec, May 1, 1962.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreements rendered obligatory by Section "A" (Plumbers) and Section "E" (Electrician trade) of the decree number 309 (A) of April 8, 1959 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to each one of the said Sections;

WHEREAS the petitions have been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 17, 1962;

WHEREAS no objection has been made against the proposed amendments;

WHEREAS the decree number 309 (A) has been deleted and replaced by a new decree, namely the decree number 613 of April 6, 1962;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT Chapter Two of the decree number 613 of April 6, 1962, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, be amended as follows:

1. In Section "A" (Plumbers), sub-paragraph 4. of paragraph "*g*" of article IV is replaced by the following:

"4. Shift Work is defined as that of one or more journeymen with or without apprentice who work four (4) nights or more of eight (8) hours each providing that one or more journeymen of the trades covered by this section of the decree, with or without apprentice, are employed on the same work during the day. Shift work may be performed at the Employer's option".

2. In Section "E" (Electrician trade) the following sub-paragraph is added before the last sub-paragraph of paragraph "*c*" of article II:

"This paragraph does not apply when the head-quaters of the employer are located outside the said city limits and when the operations are carried out within a radius of five (5) miles from such head-quarters. To determine this limit from one place to the other, the shortest recognized route shall be used".

JACQUES PRÉMONT,
61311-o *Deputy Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 760
Section « B »

Québec, le 1er mai 1962.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif à l'industrie de la Peinture dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

1° QUE le décret numéro 299 du 5 avril 1956 et amendements, relatif à l'industrie de la Peinture dans la province de Québec soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit, à compter du 15 mai 1962.

2° QUE la constitution et les règlements généraux et spéciaux du Comité conjoint de l'industrie de la Peinture, constitué pour surveiller et assurer l'observance dudit décret, approuvés par les arrêtés en conseil numéros 491 (B) du 3 mai 1956, 386 (H) du 24 avril 1958 et 1018 (D) du 28 juin 1960, soient également annulés et abrogés à toutes fins que de droits.

JACQUES PRÉMONT,
61311-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 760
Section "B"

Quebec, May 1, 1962.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the abrogation of the decree relating to the paint industry in the province of Quebec.

IT IS ORDENED, upon the recommendation the Honourable the Minister of Labour:

1. THAT decree number 299 of April 5, 1956 and amendments, relating to the paint industry in the province of Quebec, be annulled and repealed for all purposes of the law, from May 15, 1962.

2. THAT the constitution and the general and special by-laws of the Joint Committee of the Paint Industry, formed for the administration of the said decree, approved by Orders in Council numbers 491 (B) of May 3, 1956, 386 (H) of April 24, 1958 and 1018 (D) of June 28, 1960, be also annulled and repealed for all purposes of the Law.

JACQUES PRÉMONT,
61311-o *Deputy Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

Abolition de la Cour de commissaires de la paroisse de St-Alphonse de Thetford, comté de Mégantic

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil numéro 629, en date du 11 avril 1962, et conformément aux dispositions de l'article 154 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 15), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil:

a) de décréter l'abolition de la Cour de commissaires de la paroisse de St-Alphonse de Thetford, et

b) d'ordonner la transmission des dossiers de ladite Cour de commissaires de la paroisse de St-Alphonse de Thetford à la Cour de magistrat de district, à Thetford Mines, dans le comté de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 17 avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61165-17-4-o

L'Académie de Musique de Québec

Conformément à la Loi de l'Art musical et des règlements de l'Académie de Musique de Québec concernant les concours du « Prix d'Europe ».

« Le concours du « Prix d'Europe 1962 », classe de chant aura lieu à Montréal, le 11 juin 1962. »

« Le concours du « Prix d'Europe 1962 », classe des instruments à claviers aura lieu à Québec, le 11 juin 1962. »

Pour toute information, les candidats à l'un ou l'autre des deux concours précités sont priés de communiquer avec l'un des secrétaire-conjoints ci-dessous nommés:
M. Rolland McKinnon,

Miscellaneous Notices

Abolition of the Commissioners' Court in the parish of St-Alphonse de Thetford, county of Megantic

Notice is hereby given that, by Order in Council number 629, dated April 11, 1962, and pursuant to the provisions of section 154 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased:

a) to order the abolition of the Commissioners' Court in the parish of St-Alphonse de Thetford, and

b) to order the transmission of the records of said Commissioners' Court in the parish of St-Alphonse de Thetford to the district Magistrate's Court, in Thetford Mines, in the county of Megantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 17, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61165-17-4

The Academy of Music of Quebec

In accordance with the Music Encouragement Act and the by-laws of the Academy of Music of Quebec concerning the contest for the "Prix d'Europe".

"The contest for the "Prix d'Europe 1962" singing class will take place in Montreal, on June 11, 1962."

"The contest for the "Prix d'Europe 1962", keyboard instruments class will take place at Quebec, June 11, 1962."

For any information, candidates in one or the other of the above mentioned contests are requested to communicate with one of the joint-secretaries named below:
Mr. Rolland McKinnon,

Secrétaire-conjoint,
L'Académie de Musique de Québec,
730, rue d'Aiguillon, Québec, Qué.
M. Gaston Arel,
Secrétaire-conjoint,
L'Académie de Musique de Québec,
5827, rue Delorimier, Montréal, Qué.
Québec, le 9 mai 1962.

Le Secrétaire-conjoint,
61239-o ROLLAND MCKINNON.

Joint-Secretary,
The Academy of Music of Quebec,
730, d'Aiguillon Street, Quebec, Que.
Mr. Gaston Arel,
Joint-Secretary,
The Academy of Music of Quebec,
5827, Delorimier Street, Montreal, Que.
Quebec, May 9, 1962.

ROLLAND MCKINNON,
61239 *Joint-Secretary.*

Règlements des concours littéraires et scientifiques de 1962

(En vertu du bill 13 adopté par l'Assemblée législative le 15 février 1962)

1° Quatre concours seront tenus en vue de récompenser les meilleures oeuvres présentées dans les domaines suivants:

a) littérature en langue française;
b) littérature en langue anglaise;
c) sciences morales et politiques;
d) sciences de la nature.

2° La somme prévue pour chacun de ces concours est de huit mille cinq cents dollars ($8,500) partagés comme suit: premier prix: quatre mille dollars ($4,000), deuxième prix: trois mille dollars ($3,000), troisième prix: mille cinq cents dollars ($1,500).

3° Ces concours sont ouverts à tout citoyen canadien domicilié au Canada depuis au moins cinq ans à condition que l'ouvrage présenté soit rédigé en langue française; pour participer au concours de littérature en langue anglaise ou soumettre un ouvrage en langue anglaise au concours de sciences morales et politiques ou au concours de sciences de la nature, il faut être citoyen canadien domicilié dans la province de Québec depuis au moins cinq ans.

Sont également admis à concourir, les candidats qui ont quitté la province ou le pays, selon le cas, pour faire un séjour d'études ou pour remplir une mission officielle.

4° Les candidats ne peuvent présenter qu'un seul ouvrage dans chaque section. Les ouvrages écrits en collaboration par deux ou plusieurs auteurs sont acceptés au même titre que l'oeuvre d'un seul auteur.

5° Seuls les travaux publiés dans l'année précédant la date de clôture des concours peuvent être soumis, pourvu qu'ils n'aient pas déjà été présentés. Les manuscrits sont acceptés, mais non les rééditions.

Par exception, seront également acceptés les ouvrages suivants qui, en vertu des anciens règlements, auraient pu être soumis cette année:

a) au concours de littérature en langue française, les ouvrages d'imagination en prose, tels que romans, contes, nouvelles, biographies romancées, pièces de théâtre publiées après le premier mai 1958 et les oeuvres poétiques publiées après le premier mai 1959;

b) au concours de littérature en langue anglaise, les ouvrages parus depuis le premier juin 1960;

c) au concours de sciences morales et politiques, les ouvrages d'histoire et de géographie en langue française parus depuis le premier mai 1959 et les autres ouvrages en langue française appartenant d'une façon générale aux sciences morales et politiques publiés depuis le premier juin 1960;

d) au concours de sciences de la nature, les ouvrages de sciences naturelles en français et en anglais parus depuis le premier juin 1960 et les

Regulations of the literary and scientific contests for 1962

(In accordance with Bill 13 adopted by the Legislative Assembly on February 15, 1962)

1. Four contests will be held to reward the best works presented in the following fields:

a) literature in the French language;
b) literature in the English language;
c) moral and political sciences;
d) physical sciences.

2. The amount provided for each contest is eight thousand and five hundred dollars ($8,500) divided as follows: first prize: four thousand dollars ($4,000), second prize: three thousand dollars ($3,000), third prize: one thousand and five hundred dollars ($1,500).

3. These contests are opened to all Canadian citizen residing in Canada for at least five years provided that the work presented is written in French; to participate in the contest of literature in the English language or to submit a work in English to the contest of moral and political sciences or to the contest of physical sciences, the candidate must be a Canadian citizen residing in the Province of Quebec for at least five years.

Candidates who have left the province or the country, as the case may be, to pursue their studies or to perform an official mission may also participate.

4. Candidates may present only one work in each section. Works written in collaboration by two or more authors are accepted on the same basis as the work of a single author.

5. Only works published during the year prior to the closing date of the contests may be submitted provided they have not been previously presented. Manuscripts are accepted but not re-issues.

Exceptionally, the following works, which, according to the previous regulations, could have been submitted this year, will also be accepted:

a) in the contest of literature in the French language, works of fiction in prose, such as novels, tales, short stories, biographical novels, theatrical plays published after May 1, 1958, and poetical works published after May 1, 1959;

b) in the contest of literature in the English language, works published after June 1, 1960;

c) in the contest of moral and political sciences, works of history and geography in the French language published after May 1, 1959, and the other works in the French language belonging in general to the moral and political sciences published since June 1, 1960;

d) in the contest of physical sciences, works of natural science in French and in English published after June 1, 1960, and works of pure

ouvrages de science pure en physique et en mathématique publiés en langue française depuis le premier mai 1958.

6° Les travaux devront être adressés en six exemplaires au ministère des Affaires culturelles entre le premier avril et le premier juin, date de fermeture des concours. Une formule d'inscription remplie en double doit accompagner l'envoi.

7° Font l'objet du prix de littérature en langue française les ouvrages appartenant aux genres suivants: romans, contes, nouvelles, poésie, théâtre (scène, radio, télévision), essais littéraires, etc. . . .

8° Les catégories d'ouvrages qui font l'objet du prix de littérature en langue anglaise sont les mêmes que celles énumérées à l'article précédent.

9° Font l'objet du prix de sciences morales et politiques les essais portant en général sur les sciences de l'homme (histoire, biographie historique, géographie, sociologie, économie politique, ethnologie, anthropologie, archéologie, linguistique, etc. . . .), les sciences religieuses, la philosophie, la théologie, le droit et les sujets analogues en langue française ou en langue anglaise.

10° Font l'objet du prix de sciences de la nature les ouvrages de sciences pures ou appliquées appartenant aux diverses disciplines scientifiques: physique, mathématiques, chimie, biologie, sciences naturelles, et qu'ils soient présentés en anglais ou en français.

11° Un jury de cinq membres sera nommé pour chaque concours par le ministre des Affaires culturelles le ou après le premier juin.

L'Académie canadienne française pourra recommander au ministre un membre du jury du concours de littérature en langue française, la Canadian Authors' Association (section de la province de Québec), un membre du jury du concours de littérature en langue anglaise, le Conseil provincial des Arts, un membre du jury du concours de sciences morales et politiques, et l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (Acfas), un membre du jury du concours de sciences de la nature.

12° Dans tous les cas, les jurys demeureront libres de ne pas accorder de prix si les travaux présentés ne sont pas de qualité suffisante. Il n'y aura pas de prix *ex aequo*, le montant de chaque prix devant être attribué à un seul ouvrage. Les décisions des jurys seront définitives et sans appel.

13° Les jurys devront soumettre avant le 15 octobre leur rapport au ministre des Affaires culturelles qui proclamera ensuite les lauréats.

Le Ministre,
GEORGES-E. LAPALME.

61250-o

6. Six copies of the work submitted should be addressed to the Department of Cultural Affairs between April 1 and June 1, closing date of the contests. An entry form completed in two copies must be enclosed with the work.

7. The following works form the object of the prize of literature in the French language: novels, tales, short stories, poetry, plays (theatre, radio, television), literary essays, etc. . . .

8. The prize of literature in the English language bears on the same categories of works as those listed in the preceding article.

9. Essays dealing in general with social sciences history, historic biography, sociology, political, economy, ethnology, anthropology, archeology) linguistics, etc. . . .), religious science, philosophy, theology, law and similar subjects form the object of the prize of moral and political sciences whether written in French or in English.

10. Works of pure or applied science belonging to the various scientific disciplines: physics, mathematics, chemistry, biology, natural science, etc. . . ., form the object of the prize of physical sciences whether presented in French or in English.

11. A jury of five members for each contest will be appointed by the minister of Cultural Affairs on or after June 1.

L'Académie canadienne-française may recommend to the minister a member of the jury for the contest of literature in the French language. The Canadian Authors' Association (Province of Quebec branch) a member of the jury for the contest of literature in the English language. The Provincial Arts Council, a member of the jury for the contest of moral and political sciences, and l'Association canadienne-française pour l'Avancement des Sciences, a member of the jury for the contest of physical sciences.

12. In every case, the juries will be free to award the prizes or not if the works presented are of insufficient merit. There will be no prize *ex aequo*, and the amount provided for each prize must be attributed to only one work. The decisions of the juries are final and can not be appealed.

13. The juries must submit their report before October 15 to the minister of Cultural Affairs who will later proclaim the laureates.

GEORGES-E. LAPALME,
Minister.

61250-o

Ville de Rosemère

Avis public est donné que la ville de Rosemère présentera une pétition au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'émission de lettres patentes aux fins de remplacer l'article 473a de la charte de la Ville de Rosemère (Art. 23 de la Loi 6-7 Elizabeth II chapitre 109) se lisant comme suit:

« 473a. Le conseil municipal peut, par résolution, voter et payer à même les fonds généraux toute somme qu'il jugera utile pour promouvoir les arts et les sciences, l'établissement de centres récréatifs et l'organisation de jeux et sports, pourvu que le montant total ne soit pas supérieur à deux mille dollars par année. »

avec les dispositions générales de la Loi des cités et villes, telles que contenues dans l'article 26a de telle loi.

Le Secrétaire-trésorier,
W. T. ASPELL.

61255

Town of Rosemère

Public notice is hereby given that the town of Rosemère will present a petition to the Lieutenant-governor in Council for the issue of letters patent to replace Article 473a of the charter of the town of Rosemère (Section 23 of the Act 6-7 Elizabeth II chapter 109) reading as follows:

"473a. The municipal council may, by resolution, vote and pay out of the general funds any sum it may deem useful to promote arts and sciences, the establishment of recreational centers and the organization of games and sports provided that the total amount be not more than two thousand dollars per annum."

with the general provisions of the cities and towns Act as contained ni Article 26a of such Act.

W. T. ASPELL,
Secretary-Treasurer.

61255-o

Compagnie autorisée à faire des affaires

E. H. Price Limited

Avis est donné que « E. H. Price Limited », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de la province du Manitoba, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Grant H. Day, avocat, de 507, Place d'Armes, en la cité de Montréal.

Le siège social de ladite compagnie dans la province sera établi à 8270, avenue Mountain Sights, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239 23-62 — 1122/70

Company Licensed to do Business

E. H. Price Limited

Notice is hereby given that "E. H. Price Limited", an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of the Province of Manitoba, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Grant H. Day, solicitor, of 507 Place d'Armes, in the city of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 8270 Mountain Sights Avenue, in the said city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239-o 23-62 — 1122/70

Chartes — Abandon de

Elena Silkwear Inc.

Avis est donné par les présents que « Elena Silkwear Inc. » demandera la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être fixée.

Elena Silkwear Inc.,
61260-o Par: E. S. BERGER.

Thames Investments Holdings Inc.

Avis est donné que la compagnie « Thames Investments Holdings Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, province de Québec, s'adressera au Procureur général de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 9e jour de mai 1962.

Thames Investments Holdings Inc.,
(Sceau) *Par le Secrétaire,*
61276 LAWRENCE MARKS, C.R.

John W. Galbreath Ltd.

Avis est donné que « John W. Galbreath Ltd. », demandera au Procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 8 mai 1962.

Les Procureurs de la requérante,
LAIDLEY, CAMPBELL, WALSH
61277-o & KISILENKO.

Parkman Enterprises Inc.

Avis est donné que la compagnie « Parkman Enterprises Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 4e jour de mai 1962.

Le Secrétaire,
61297 S. D. RUDENKO.

Charters — Surrender of

Elena Silkwear Inc.

Notice is hereby given that "Elena Silkwear Inc." will apply for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

Elena Silkwear Inc.,
61260-o Per: E. S. BERGER.

Thames Investments Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Thames Investments Holdings Inc.", a company incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec in order to obtain leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 9th day of May, 1962.

Thames Investments Holdings Inc.,
(Seal) Per: LAWRENCE MARKS, Q.C.,
61276-o *Secretary.*

John W. Galbreath Ltd.

Notice is given that "John W. Galbreath Ltd.", will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

Montreal, May 8, 1962.

LAIDLEY, CAMPBELL, WALSH
& KISILENKO,
61277-o *Attorneys for Applicant.*

Parkman Enterprises Inc.

Notice is hereby given that "Parkman Enterprises Inc.", incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Provincial of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 4th day of May, 1962.

S. D. RUDENKO,
61297-o *Secretary.*

Compagnies dissoutes

Beaver Plumbing Specialties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Beaver Plumbing Specialties Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 23 octobre 1959.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 avril 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 15667-59

Bellhaven Holding Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Bellhaven Holding Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 23 février 1959.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 avril 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 10997-59

Leduc et Boulanger Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Leduc et Boulanger Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 8 septembre 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 avril 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 6365-50

Malco Explorations, Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi des compagnies de Québec, il a plu au secrétaire de la province d'accepter

Companies Dissolved

Beaver Plumbing Specialties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Beaver Plumbing Specialties Inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 23, 1959.

Notice is also given that from and after April 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 1, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 15667-59

Bellhaven Holding Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bellhaven Holding Co. Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 23, 1959.

Notice is also given that from and after April 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 1, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 10997-59

Leduc et Boulanger Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Leduc et Boulanger Ltée", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated September 8, 1950.

Notice is also given that from and after April 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 1, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 6365-50

Malco Explorations, Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies Act and of Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Malco Explorations, Limited"

l'abandon de la charte de la compagnie « Malco Explorations, Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 3 septembre 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 avril 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 1888-36

(No Personal Liability), incorporated under the said Quebec Mining Companies Act by letters patent dated September 3, 1936.

Notice is also given that from and after April 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 1, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 1888-36

McRobert Spring Service Limited

Avis est donné qu'ne vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « McRobert Spring Service Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 4 novembre 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 avril 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 2464-36

McRobert Spring Service Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "McRobert Spring Service Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 4, 1936.

Notice is also given that from and after April 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 1, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 2464-36

Miller Copper Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi des compagnies de Québec, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Miller Copper Mines Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en daze du 9 avril 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 avril 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 2175-48

Miller Copper Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Miller Copper Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated under the said Quebec Mining Companies Act by letters patent dated April 9, 1948.

Notice is also given that from and after April 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 1, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 2175-48

Miss Windsor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Quebec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Miss Windsor Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 11 novembre 1958.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 avril 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 14042-58

Miss Windsor Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Miss Windsor Inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated Novembre 11, 1958.

Notice is also given that from and after April 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 1, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 14042-58

Service Social du Diocèse de Valleyfield

Avis est donné que la corporation « Service Social du Diocèse de Valleyfield », constituée en vertu des dispositions de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), en date du 25 juin 1954 et ayant son siège social à Salaberry-de-Valleyfield est dissoute.

Donné à Salaberry de Valleyfield, ce 17e jour d'avril 1962.

(Sceau) JOSEPH ALFRED LANGLOIS,
Évêque catholique romain,
61298-o *Diocèse de Valleyfield.*

Service Social du Diocèse de Valleyfield

Notice is given that the corporation "Service Social du Diocèse de Valleyfield", incorporated under the provisions of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), dated June 25, 1954 and having its head office at Salaberry-de-Valleyfield is dissolved.

Given at Salaberry de Valleyfield, this 17th day of April, 1962.

(Seal) JOSEPH ALFRED LANGLOIS,
Roman Catholic Bishop,
61298 *Diocèse of Valleyfield.*

Divers
Compagnies

Excel Enterprises Limited
Excel Entreprises Limitée

Règlement spécial « J »

diminuant le nombre des directeurs.

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Excel Enterprises Limited — Excel Entreprises Limitée », est changé de six qu'il était auparavant, à celui de cinq, et l'article 1 du chapitre 2 des règlements généraux de la compagnie est modifié en conséquence. »

Copie certifiée du règlement spécial « J » dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 4e jour du mois d'avril 1962 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 4e jour du mois d'avril 1962, par les actionnaires détenant entre eux cent pour cent (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
LIONEL BOUILLON.
61261-o 11522-60

Société Canadienne de Généalogie (Québec)

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 7 mars 1962, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq:

« *Conseil 6.*— Le conseil est composé de 5 membres . . . »

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
G.-ROBERT TESSIER.
61262-o 14512-61

John W. Galbreath Ltd.

Sommaire du règlement XXIV

Il a été décrété que la compagnie est autorisée de distribuer son actif au prō rata entre ses actionnaires et subséquemment de procéder à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte.

Montréal, ce 8 mai, 1962.

Le Secrétaire adjoint,
61277-o D. I. DUTOIT.

Association des Infirmières Licenciées pour Service Privé en Nursing (Registre Ville-Marie) Inc.

Extrait de l'article 16 du règlement numéro 1 de la corporation ci-haut mentionnée, concernant l'augmentation du nombre des directeurs:

« *Conseil d'administration — Article 16 — Composition et pouvoirs:* Un conseil d'administra-

Miscellaneous
Companies

Excel Enterprises Limited
Excel Entreprises Limitée

Special by-law "J"

decreasing the number of directors.

"The number of the directors of the company "Excel Enterprises Limited — Excel Entreprises Limitée", is changed from six that it was heretofore, to that of five, at section 1 of chapter 2 of the general by-laws of the company is therefore amended."

Certified copy of special by-law "J" duly adopted at a meeting of the directors held on the 4th of the month of April, 1962, and approved at a special general meeting of the company held on the 4th day of the month of April, 1962, by the shareholders holding among themselves one hundred per cent (100%) of the shares represented at this meeting.

LIONEL BOUILLON,
Secretary.
61261 11522-60

Société Canadienne de Généalogie (Québec)

Extract of the by-laws of the above-mentioned corporation, as adopted at a meeting held on March 7, 1962, concerning the increasing of the number of directors from three to five:

"*Council 6.*— The council is composed of 5 members . . ."

Certified true copy.

G.-ROBERT TESSIER,
Secretary.
61262 14512-61

John W. Galbreath Ltd.

Summary of By-law XXIV

It is enacted that the company is authorized to distribute its assets rateably amongst its shareholders and then to proceed to dissolution by way of proceedings to surrender its charter.

Montreal, May 8, 1962.

D. I. DUTOIT,
61277-o *Assistant Secretary.*

Association des Infirmières Licenciées pour Service Privé en Nursing (Registre Ville-Marie) Inc.

Excerpt of section 16 of by-law number 1 of the above mentioned corporation, concerning the increase in number of the directors:

"*Conseil d'administration — Section 16 — Composition and powers:* A bord of directors com-

tion, composé de vingt (20) membres actifs, appelées directrices, administre les affaires de l'Association. »

Montréal, 19 mars 1962.

Certifié vraie copie.

La Secrétaire,
MARIE-CLAIRE MORENCY, Inf. L.

61278-o 15360-61

posed of twenty (20) active members, called firestresses, will administrate the business of the Association."

Montreal, March 19, 1962.

Certified true copy.

MARIE-CLAIRE MORENCY, Reg. Nurse,
Secretary.

61278 15360-61

Association des Infirmières Licenciées pour Service Privé en Nursing (Registre Ville-Marie) Inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 26 avril 1962, approuvé les règlements numéros 1 et 3 de l'« Association des Infirmières Licenciées pour Service Privé en Nursing (Registre Ville-Marie) Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61278-o 15360-61

Association des Infirmières Licenciées pour Service Privé en Nursing (Registre Ville-Marie) Inc.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on April 26, 1962, approved by-laws numbers 1 and 3 of the "Association des Infirmières Licenciées pour Service Privé en Nursing (Registre Ville-Marie) Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 30, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61278 15360-61

Société Canadienne de Généalogie (Québec)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 29 mars 1962, approuvé les règlements de la « Société Canadienne de Généalogie (Québec) », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61262-o 14512-61

Société Canadienne de Généalogie (Québec)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 29, 1962, approved the by-laws of "Société Canadienne de Généalogie (Québec)", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 2nd day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61262 14512-61

Society for Emotionally Disturbed Children

Avis est donné que le règlement No un de « Society for Emotionally Disturbed Children », a été approuvé par le Secrétaire de la province, le 9 mai 1962, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61315 13508-56

Society for Emotionally Disturbed Children

Notice is hereby given that by-law No. One of "Society for Emotionally Disturbed Children" was approved by the Provincial Secretary on May 9, 1962, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61315-o 13508-56

Lettres patentes

Académie Notre-Dame

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 24 de la Loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 159, intitulée « Loi constituant en corporation Les Filles de Jésus (Trois-Rivières) et abrogeant la Loi constituant en corporation La Congrégation des Filles de Jésus », il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4 avril 1962, constituant en corporation l'« Académie Notre-Dame ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à New-Carlisle, comté de Bonaventure.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61263-o 15-62 — 1122/90

Letters Patent

Académie Notre-Dame

Notice is given that under the provisions of section 24 of the Act 5-6 Elizabeth II, chapter 159, entitled "An Act to incorporate Les Filles de Jésus (Trois-Rivières) and to repeal the Act to incorporate La Congrégation des Filles de Jésus", the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has issued letters patent, dated April 4, 1962, incorporating the "Académie Notre-Dame".

The head office of the above mentioned corporation is situated at New-Carlisle, county of Bonaventure.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 3, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61263 15-62 — 1122/90

Association Slovène Catholique (Montréal)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14, George VI, chapitre 76, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4 avril 1962, constituant en corporation l'« Association Slovène Catholique (Montréal) ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61264-o 10-62 — 1122/121

Association Slovène Catholique (Montréal)

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishop's Act, 14 George VI, chapter 76, letters patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April 4, 1962, incorporating the "Association Slovène Catholique (Montréal)".

The head office of the above mentioned corporation is situated in the city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 3, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61264 10-62 — 1122/121

Beaupont Limitée

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, tome 94, No 17, du 28 avril 1962, à la page 2312, concernant l'octroi de lettres patentes, en date du 29 décembre 1961, constituant en corporation la compagnie dont le nom a été donné comme étant « Beauport Limitée », partout où apparaît le mot « Beauport », il faut lire « Beaupont », le nom de ladite compagnie se lisant effectivement comme suit: « Beaupont Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 2 mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61239-o 13526-61

Beaupont Limitée

In the notice published in the *Quebec Official Gazette*, volume 94, No. 17, April 28, 1962, on page 2312, concerning a grant of letters patent, dated December 29, 1961, incorporating the company the name of which was given as "Beauport Limitée", everywhere the word "Beauport" appears, one must read "Beaupont", the name of the said company effectively to read as follows: "Beaupont Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 2, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61239 13526-61

Collège Victor Lelièvre

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4 avril 1962, constituant en corporation le « Collège Victor Lelièvre ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Québec-Ouest.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61265-o 9-62 — 1122/114

Collège Victor Lelièvre

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishop's Act, 14 George VI, chapter 76, letters patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April 4, 1962, incorporating the "Collège Victor Lelièvre".

The head office of the above mentioned corporation is situated in the city of Quebec-West.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 3, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61265 9-62 — 1122/114

Pensionnat des Saints Noms de Jésus et de Marie de Saint-Lambert

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4 avril 1962, constituant en corporation le « Pensionnat des Saints Noms de Jésus et de Marie de Saint-Lambert ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Saint-Lambert.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61266-o 12-62 — 1122/120

Pensionnat des Saints Noms de Jésus et de Marie de Saint-Lambert

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishop's Act, 14 George VI, chapter 76, letters patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April 4, 1962, incorporating the "Pensionnat des Saints Noms de Jésus et de Marie de Saint-Lambert".

The head office of the above mentioned corporation is situated in the city of Saint-Lambert.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 3, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61266 12-62 — 1122/120

Sièges sociaux

Le Club de Golf de Piedmont, Limitée
Piedmont Golf & Country Club, Limited

Avis est donné que « Le Club de Golf de Piedmont, Limitée — Piedmont Golf & Country

Head Offices

Le Club de Golf de Piedmont, Limitée
Piedmont Golf & Country Club, Limited

Notice is hereby given that "Le Club de Golf de Piedmont, Limitée — Piedmont Golf & Coun-

Club, Limited », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 24e jour d'octobre 1961 et ayant son bureau principal dans la municipalité de Piedmont, a établi son bureau sur le rang 8, dans ladite municipalité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 16e jour d'avril 1962.

Le Président,

61241-o RENAUD JOLICOEUR.

try Club, Limited", incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec Companies' Act on the 24th day of October 1961 and having its head office in the municipality of Piedmont, has established its office on Range 8, in the said municipality.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 16th day of April 1962.

RENAUD JOLICOEUR,

61241-o *President.*

Corporation Foncière Métropolitaine

Avis est donné que « Corporation Foncière Métropolitaine », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 24e jour d'octobre 1961 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 210 ouest, rue St-Jacques, dans ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 16e jour d'avril 1962.

Le Président,

61242-o MARC MASSON BIENVENU.

Corporation Foncière Métropolitaine

Notice is hereby given that "Corporation Foncière Métropolitaine", incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec Companies' Act on the 24th day of October 1961 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 210, St. James Street West, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 16th day of April 1962.

MARC MASSON BIENVENU,

61242-o *President.*

Les Développements du Sommet Vert de Piedmont, Inc

Avis est donné que « Les Développements du Sommet Vert de Piedmont, Inc », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 28e jour de février 1962 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 8760, rue St-Hubert, dans ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 16e jour d'avril 1962.

Le Président,

61243-o LOUIS LANGIS.

Les Développements du Sommet Vert de Piedmont, Inc.

Notice is hereby given that "Les Développements du Sommet Vert de Piedmont, Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec Companies' Act on the 28th day of February 1962 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 8760, St. Hubert Street, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 16th day of April, 1962.

LOUIS LANGIS,

61243-o *President.*

Les Investissements de Piedmont, Ltée

Avis est donné que « Les Investissements de Piedmont, Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 11e jour d'octobre 1961 et ayant son bureau principal dans la municipalité de Piedmont, a établi son bureau sur le rang 8, dans ladite municipalité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 16e jour d'avril 1962.

Le Président,

61244-o LOUIS LANGIS.

Les Investissements de Piedmont, Ltée

Notice is hereby given that "Les Investissements de Piedmont, Ltée", incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec Companies Act on the 11th day of October, 1961 and having its head office in the municipality of Piedmont, has established its office on range 8, in the said municipality.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 16th day of April, 1962.

LOUIS LANGIS,

61244-o *President.*

Holannah Mines Limited (No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Holannah Mines Limited » (No Personal Liability), dans la province de Québec, par lettres patentes datées du 6e jour d'octobre 1952, et ayant son siège social en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, a transporté son bureau de chambre 721 Édifice de la Banque Royale, 360 ouest, rue St-Jacques, en ladite cité de Montréal, où son bureau était situé jus-

Holannah Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Holannah Mines Limited" (No Personal Liability) incorporated in the Province of Quebec by letters patent on the 6th day of October, 1952, and having its head office in the city of Montreal, in the district of Montreal, has moved its office from room 721 Royal Bank Building, 360, St. James Street West, in the said city of Montreal, where its office has been situated up to to-day, to suite 601, Cana-

qu'à ce jour, à chambre 601, Édifice de Canadian Imperial Bank of Commerce, 1155 ouest, boulevard Dorchester, en ladite cité de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 16e jour d'avril 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
61245 C. G. COWAN.

dian Imperial Bank of Commerce Building, 1155, Dorchester Boulevard West, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of April, 1962.

(Seal) C. G. COWAN,
61245-o *Secretary.*

Hollinger North Shore Exploration Company, Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Hollinger North Shore Exploration Company, Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes en date du 17e jour de juillet 1942, et ayant son siège social en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, a transporté son bureau de chambre 721, Édifice Royal Bank, 360 ouest, rue St-Jacques, en ladite cité de Montréal, où son bureau était situé à date, à chambre 601, Édifice Canadian Imperial Bank of Commerce, 1155 ouest, boulevard Dorchester, en ladite cité de Montréal.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré comme le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 16e jour d'avril 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
61246 C. G. COWAN.

Hollinger North Shore Exploration Company, Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Hollinger North Shore Exploration Company, Limited" (No Personal Liability), incorporated in the Province of Quebec by letters patent on the 17th day of July, 1942, and having its head office in the city of Montreal, in the district of Montreal, has moved its office from room 721 Royal Bank Building, 360, St. James Street West, in the said city of Montreal where its office has been situated up to to-day, to suite 601, Canadian Imperial Bank of Commerce Building, 1155, Dorchester Boulevard West, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of April, 1962.

(Seal) C. G. COWAN,
61246-o *Secretary.*

Hollinger (Quebec) Exploration Company Limited
(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Hollinger (Quebec) Exploration Company Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes, datées du 18e jour de juillet 1939, et ayant son siège social en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, a transporté son bureau de chambre 721, Édifice de la Banque Royale, 360 ouest, rue St-Jacques, dans ladite cité de Montréal, où son bureau était situé jusqu'à ce jour, à chambre 601, Édifice Canadian Imperial Bank of Commerce, 1155 ouest, boulevard Dorchester, en ladite cité de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 16e jour d'avril 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
61247 C. G. COWAN.

Hollinger (Quebec) Exploration Company Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Hollinger (Quebec) Exploration Company Limited" (No Personal Liability), incorporated in the Province of Quebec by letters patent on the 18th day of July, 1939, and having its head office in the city of Montreal, in the district of Montreal, has moved its office from room 721 Royal Bank Building, 360, St. James Street West, in the said city of Montreal, where its office has been situated up to to-day, to suite 601, Canadian Imperial Bank of Commerce Building, 1155, Dorchester Boulevard West, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of April, 1962.

(Seal) C. G. COWAN,
61247-o *Secretary.*

Leo Lax Films of Canada Limited
Leo Lax Films du Canada Limitée

Avis est donné que la compagnie « Leo Lax Films of Canada Limited — Leo Lax Films du Canada Limitée », constituée en corporation le vingt-deux février mil neuf cent soixante-deux, dont le siège social est à Montréal, a établi son bureau à 507, Place d'Armes, en la cité de Montréal.

À compter de la date du present avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, le 3 mai 1962.

Le Secrétaire,
61248-o JEROME C. SMYTH.

Leo Lax Films of Canada Limited
Leo Lax Films du Canada Limitée

Notice is hereby given that "Leo Lax Films of Canada Limited — Leo Lax Films du Canada Limitée", incorporated on the twenty-second day of February, nineteen hundred and sixty-two, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 507, Place d'Armes in the city of Montreal.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, May 3, 1962.

JEROME C. SMYTH,
61248-o *Secretary.*

Lorraine Construction Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Lorraine Construction Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 20e jour de mars 1962 et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 905, 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce premier jour de mai 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
61249 GEORGE SANDERS.

Lorraine Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Lorraine Construction Co. Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 20th day of March, 1962, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at suite 905, 132, St. James Street West, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this first day of May, 1962.

(Seal) GEORGE SANDERS,
61249-o *Secretary-Treasurer.*

Henry A. Ferraris & Son Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Henry A. Ferraris & Son Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 21e jour de février 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, de Québec, a établi son bureau à 5717, avenue Monkland.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 27e jour d'avril 1962.

(Sceau) *Le Président,*
61251 HENRY A. FERRARIS.

Henry A. Ferraris & Son Inc.

Notice is hereby given that "Henry A. Ferraris & Son Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 21st of February 1962 and having its head office in the city of Montreal in the said Province of Quebec, has established its office at 5717, Monkland Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 27th day of April, 1962.

HENRY A. FERRARIS,
61251-o *President.*

Guardian Marking Products Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Guardian Marking Products Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 12e jour d'avril 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 905, 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce troisième jour de mai 1962.

(Sceau) *Le Vice-président,*
61252 JOHATHAN J. ROBINSON.

Guardian Marking Products Ltd.

Notice is hereby given that "Guardian Marking Products Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 12th day of April, 1962, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Suite 905, 132, St. James Street West, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this third day of May, 1962.

(Seal) JOHATHAN J. ROBINSON,
61252-o *Vice-President.*

Noranda Industrial Engines and Equipment Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Noranda Industrial Engines and Equipment Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 mars 1961 a établi son bureau dans la cité de Noranda, district de Rouyn-Noranda, au numéro 192 de l'Avenue Carter.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Rouyn, ce 31 mars 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
61253-o ROMÉO ZUCCHERATO.

Noranda Industrial Engines and Equipment Ltd.

Notice is hereby given that "Noranda Industrial Engines and Equipment Ltd.", incorporated by letters patent under date of March 30, 1961 and having its head office in the city of Noranda, district of Rouyn-Noranda, has established its principal office in the said city at 192, Carter Avenue.

As from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Rouyn, March 31, 1962.

ROMÉO ZUCCHERATO,
61253-o *Secretary-Treasurer.*

La Corporation d'Achat Chez-Nous Inc.

Avis est donné que la compagnie « La Corporation d'Achat Chez-Nous Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du

La Corporation d'Achat Chez-Nous Inc.

Notice is hereby given that "La Corporation d'Achat Chez-Nous Inc.", incorporated by letters patent dated the eleventh day of Septem-

onzième jour de novembre 1961, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 400 est, de la rue Sherbrooke, suite 102, l'a transporté à 903 est, de la rue Bélanger.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-septième jour de mars 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
61256-o LUCIEN MAGNAN.

R. Duhaime Inc.

Avis est donné que la compagnie « R. Duhaime Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 avril 1962, et ayant son bureau principal dans la cité de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, a établi son bureau dans la cité de Rouyn, à 60, rue Principale.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Daté à Rouyn, ce 24e jour d'avril 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
61257-o MME ROBERT DUHAIME.

Rogers Housewares Ltd.

Avis du changement de bureau principal

Avis est donné que la compagnie « Rogers Housewares Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18e jour de juillet 1961, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 8815, Avenue du Parc, l'a transporté au numéro 3119, de la rue Arcand à Montréal, 5.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 27e jour d'avril 1962.

Le Secrétaire de la compagnie,
61258-o FRANK HARRIS.

Stade de Chicoutimi Incorporé

Avis est donné que la compagnie « Stade de Chicoutimi Incorporé », constituée en corporation par lettres patentes en date du treizième jour de mars 1962, et ayant son bureau principal en la cité de Chicoutimi, a établi son bureau au numéro 500, de la rue « Côte de la Réserve », en ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Chicoutimi, ce treize avril 1962.

Le Secrétaire,
61259-o BENOIT TALON.

De Niverville Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « De Niverville Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, le 7 décembre 1961, et ayant son siège social en la ville de Tracy, a établi son bureau d'affaires au No 7900 de la route Marie-Victorin, en la ville de Tracy.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme son siège social.

Daté à Tracy, le 1er jour de mai 1962.

Le Président,
61268-o VALMORE DE NIVERVILLE.

ber, 1961, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated until today at number 400, Sherbrooke Street east, suite 102, has moved it to 903, Bélanger Street east.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this twenty-seventh day of March, 1962.

(Seal) LUCIEN MAGNAN,
61256 *Secretary.*

R. Duhaime Inc.

Notice is hereby given that "R. Duhaime Inc.", incorporated by letters patent under date of April 5, 1962, and having its head office in the city of Rouyn, district of Rouyn-Noranda, has established its principal office in the said city at 60, Main Street.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Rouyn, this 24th day of April, 1962.

MME ROBERT DUHAIME,
61257-o *Secretary-Treasurer.*

Rogers Housewares Ltd.

Notice of change of head office

Notice is given that the company "Rogers Housewares Ltd.", incorporated by letters patent dated July 18, 1961, and having its head office in the city of Montreal where its office was situated until today at number 8815, Park Avenue, has transferred it to number 3119, Arcand Street, Montreal, 5.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 27th day of April, 1962.

FRANK HARRIS,
61258 *Secretary of the company.*

Stade de Chicoutimi Incorporé

Notice is given that the company "Stade de Chicoutimi Incorporé", incorporated by letters patent dated the thirteenth day of March, 1962 and having its head office in the city of Chicoutimi, has established its office at number 500, "Côte de la Réserve", in the said city.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Chicoutimi, thirteen April, 1962.

BENOIT TALON,
61259 *Secretary.*

De Niverville Inc.

Notice is hereby given that "De Niverville Inc.", a company incorporated by letters patent on the 7th day of December 1961, and having its head office in the town of Tracy, has established its office at 7900, Marie-Victorin boulevard, in the said town of Tracy.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Tracy, this 1st day of May 1962.

VALMORE DE NIVERVILLE,
61268-o *President.*

Richard Typewriters Inc.
Richard Dactylographes Inc.

Avis est donné que la compagnie « Richard Typewriters Inc. — Richard Dactylographes Inc.» constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 janvier 1962 et ayant son bureau principal dans Montréal, a établi son bureau au numéro 5932, rue SaintHubert.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28e jour de mars, 1962.

Le Président,
61269-o ROSAIRE BEAUCHAMP.

Richard Typewriters Inc.
Richard Dactylographes Inc.

Notice is hereby given that "Richard Typewriters Inc. — Richard Dactylographes Inc.", company incorporated by letters patent on the 15th day of January 1962, and having its head office in the city of Montreal, has established its offices at 5932, Saint-Hubert Street.

From and after the date of this notice, the said offices shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 28th day of March, 1962.

ROSAIRE BEAUCHAMP,
61269-o *President.*

Terry's Dairy Queen Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Terry's Dairy Queen Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 1er février 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en la province de Québec, a établi son bureau à 6665, rue Dumas, Montréal, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, P.Q., ce 3e jour de mai 1962.

Terry's Dairy Queen Ltd.,
Par le Président,
61270 T. CHRISTIE.

Terry's Dairy Queen Ltd.

Notice is hereby given that "Terry's Dairy Queen Ltd.", incorporated pursuant to the Quebec Companies Act by letters patent, dated the 1st of February, 1962, and having its head office at the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at 6665, Dumas Street, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 3rd day of May, 1962.

Terry's Dairy Queen Ltd.,
Per: T. CHRISTIE,
61270-o *President.*

Thermopylae Holdings Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Thermopylae Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 23e jour de juillet 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 2015, rue Drummond, chambre 200, en ladite cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme le siège social de la compagnie.

Montréal, 16 avril 1962.

Le Secrétaire,
61271 YVONNE BÉLANGER.

Thermopylae Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Thermopylae Holdings Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 23rd day of July, 1959 and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 2015, Drummond Street, Siute 200, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, April 16, 1962.

YVONNE BÉLANGER,
61271-o *Secretary.*

Piscines Val Mar Ltée
Val Mar Swimming Pools Ltd

Avis est donné que « Piscines Val Mar Ltée — Val Mar Swimming Pools Ltd », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 9 mars 1962 et ayant son bureau principal dans la cité de Chomedey, a établi son bureau au numéro 2000, Curé Labelle, dans ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 25e jour d'avril 1962.

Le Président,
61275-o M. VALOIS.

Piscines Val Mar Ltée
Val Mar Swimming Pools Ltd

Notice is hereby given that "Piscines Val Mar Ltée — Val Mar Swimming Pools Ltd", incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec Companies Act on the 9th day of March, 1962 and having its head office in the city of Chomedey, has established its office at 2000, Curé Labelle, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 25th day of April, 1962.

M. VALOIS,
61275-o *President.*

Les Messageries de Gaspé Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Messageries de Gaspé Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la pre-

Les Messageries de Gaspé Inc.

Notice is hereby given that the company "Les Messageries de Gaspé Inc.", constituted in corporation by letters patent issued under the

mière partie de la Loi des compagnies de Québec, S.R.Q. 1941, chapitre 276, en date du 18 avril 1962, a établi son bureau à Cap-Chat, district de Gaspé, en la province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 4e jour de mai 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
RÉJEAN GAGNON.

61299-o

first part of the Quebec Company Law, S.R.Q. 1941, chapter 276, dated 18th day of April, 1962, has established its office in Cap-Chat, district of Gaspé.

As of the date of the present notice, the said office is considered by the company as its principal place of business.

Given at Quebec, this 4th day of May, 1962.

RÉJEAN GAGNON,
Secretary-Treasurer.

61299-o

La Caisse Populaire de St-Marc

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 2 avril 1962, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « La Caisse Populaire de St-Marc », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Bagotville, comté de Chicoutimi.

Québec, le 8 mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61302-o

La Caisse Populaire de St-Marc

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated April 2, 1962, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "La Caisse Populaire de St-Marc", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Bagotville, county of Chicoutimi.

Quebec, May 8, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61302

Liquidation — Avis de

Winding up Notices

La Caisse Populaire Desjardins de New Carlisle

(*Loi des syndicats coopératifs de Québec*)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de « La Caisse Populaire Desjardins de New Carlisle », tenue le 1er août 1961, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (R.S.Q., 1941, chapitre 290), et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (*ibid.* chapitre 278), et que M. Adrien Bernard, de Maria, comté de Bonaventure, a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 30 avril 1962.

Le Sous secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61254-o 1412-52

La Caisse Populaire Desjardins de New Carlisle

(*Quebec Cooperative Syndicates Act*)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire Desjardins de New Carlisle", held on August 1, 1961, it has been resolved that the affairs of the said association be wound up voluntarily, and that the same be dissolved, the whole pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act (R.S.Q., 1941, chapter 290), and of the Winding-up Act (*ibid.* chapter 278), and that Mr. Adrien Bernard, of Maria, county of Bonaventure, has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, on the 30 of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61254 1412-52

Ministère des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Ville de Chambly

Lettres patentes

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

ATTENDU QUE le paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus 1941,

Town of Chambly

Letters patent

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

WHEREAS that paragraph 2 of section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941,

chapitre 233), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU QUE le conseil de la ville de Chambly, par sa requête en date du 11 janvier 1962, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en remplaçant par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes: l'article 3 du chapitre 98 de la Loi 7-8 Elizabeth II; l'article 6 du chapitre 98 de la Loi 7-8 Elizabeth II; l'article 8 du chapitre 98 de la Loi 7-8 Elizabeth II;

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 602, en date du 3 avril 1962, Nous accordons la requête du conseil de la ville de Chambly, en date du 11 janvier 1962, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la ville de Chambly soient remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
61280-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

WHEREAS the council of the town of Chambly, by its petition dated January 11, 1962, requests that letters patent be issued in its favor with the effect of amending its charter in replacing by corresponding provisions in the Cities and Towns Act: section 3 of chapter 98 of the Act 7-8 Elizabeth II; section 6 of chapter 98 of the Act 7-8 Elizabeth II; section 8 of chapter 98 of the Act 7-8 Elizabeth II;

WHEREAS all formalities prescribed by the law have been fulfilled;

WHEREAS it is deemed expedient to accede to this request.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in order in council number 602, dated April 3, 1962, We grant the petition of the council of the town of Chambly, dated January 11, 1962, and We declare and order, by these present letters patent which will enter into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the provisions above mentioned of the charter of the town of Chambly be replaced by the corresponding provisions in the Cities and Towns Act, the whole according to the provisions of paragraph 2 of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233).

IN WESTIMONY WHEREOF, We have cause thees Our letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventeenth day of April, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-two and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that these letters patent shall enter into force after this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
61280 *Deputy-Minister of Municipal Affairs.*

Ministère de l'Agriculture

Société Coopérative Agricole de Princeville

Avis est par le présent donné que, du consentement du bureau de direction de la « Société Coopérative Agricole de Produits Laitiers de Princeville », le nom de cette coopérative agricole est changé en celui de « Société Coopérative Agricole de Princeville », conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi des Sociétés Coopératives Agricoles (S.R.Q. 1941, chapitre 120).

Québec, ce septième jour de mai 1962.

Le Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation,
61314-o ALCIDE COURCY.

Department of Agriculture

Société Coopérative Agricole de Princeville

Notice is hereby given that, with the consent of the board of directors of the "Société Coopérative Agricole de Produits Laitiers de Princeville", the name of this farm cooperative is changed into that of "Société Coopérative Agricole de Princeville", pursuant to the provisions of section 9 of the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S.Q. 1941, chapter 120).

Quebec, this seventh day of May, 1962.

ALCIDE COURCY,
Minister of Agriculture and Colonization.
61314

Ministère des Finances
Assurances

The Canadian Fire Insurance Company

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que « The Canadian Fire Insurance Company » et « The Canadian Indemnity Company », dont les sièges sociaux sont situés à Winnipeg, Manitoba, ont été fusionnées pour former et continuer une seule compagnie en vertu d'un contrat de fusion qui a pris effet le 18 avril 1962;

Attendu que « The Canadian Indemnity Company », la corporation subsistante, a été dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « The Canadian Fire Insurance Company » et « The Canadian Indemnity Company » se sont conformées aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « The Canadian Fire Insurance Company » et de « The Canadian Indemnity Company » sont annulés à compter du 18 avril 1962.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 18 avril 1962.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

61282-o

The Canadian Indemnity Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « The Canadian Indemnity Company » enregistrée sous le numéro 646 a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 3251 qui l'autorise, à compter du 18 avril 1962, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement — choc de véhicules, chute d'aéronef; Accident; agitation civile; automobile; aviation; bétail; biens immobiliers; biens mobiliers; bris de glace; chaudière à vapeur (bris de machine exclus); défectuosité d'extincteurs automatiques; explosion; faux; fuite d'eau; garantie (cautionnement et détournement); responsabilité civile; responsabilité de l'employeur; tremblement de terre; transport intérieur; vol.

Le siège social de la compagnie est situé à 333, rue Main, Winnipeg, Manitoba.

La compagnie a nommé monsieur L.-S. Watson, 276 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des finances, le 18 avril 1962.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

61288-19-2-o

Department of Finance
Insurance

The Canadian Fire Insurance Company

Notice of Cancellation of License and Registration

Whereas "The Canadian Fire Insurance Company" and "The Canadian Indemnity Company" whose head offices are situate in Winnipeg, Manitoba, have amaglamated to form into, and to continue as one corporation, under an amalgamation agreement having taken effect on the 18th of April 1962;

Whereas "The Canadian Indemnity Company" is the continuing corporation and has been duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "The Canadian Indemnity Company" and "The Canadian Fire Insurance Company" have complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the licenses and certificates of registry of "The Canadian Fire Insurance Company" and of "The Canadian Indemnity Company" are cancelled as from the 18th of April 1962.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 18th of April 1962.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
Superintendent of Insurance.

61282-o

The Canadian Indemnity Company

Notice of Issue of Licence and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "The Canadian Indemnity Company" registered under number 646, has obtained the license and certificate of registry number 3251 authorizing it, as from the 18th of April 1962, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: fire, and supplementary thereto —falling aircraft, impact by vehicles; accident; aircraft; automobile; boiler (excluding machinery); civil commotion; earthquake; employers' liability; explosion; forgery; guarantee (fidelity and surety); hail; inland transportation; live stock; personal property; plate glass; public liability; real property; sickness; sprinkler laekage; theft; water damage; weather; windstorm.

The head office of the company is situated at 333 Main Street, Winnipeg, Manitoba.

The company has appointed Mr. L.-S. Watson, 276, St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 18th of April 1962.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
Superintendent of Insurance.

61288-19-2-o

Département de l'Instruction publique

Montréal-Sud

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Montréal-Sud, dans le comté de Chambly, aux municipa-

Department of Education

Montreal-South

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Montreal-South, in the county of Chambly, to the catholic

lités scolaires catholiques de Longueuil et de St-Lambert, dans le même comté, de la façon suivante, savoir:

1° La partie devant être annexée à la municipalité scolaire catholique de St-Lambert comprend le territoire ci-dessous décrit, savoir: Bornée au nord par le fleuve St-Laurent, au sud par la voie ferrée du Canadien National, à l'est par le boulevard Taschereau et à l'ouest par la Montée Tiffin.

2° Le territoire devant être annexé à la municipalité scolaire catholique de Longueuil est compris dans les limites, savoir: Borné au nord par le fleuve St-Laurent, à l'ouest par le boulevard Taschereau, à l'est par la limite actuelle de la municipalité scolaire catholique de Longueuil et au sud par la ligne qui sépare actuellement la municipalité scolaire catholique de la cité de Jacques-Cartier de la municipalité scolaire de Montréal-Sud.

Québec, le 27 avril 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

61195-18-2-o 422-61

school municipalities of Longueuil and St-Lambert, in the same county, in the following way, to wit:

1. The part to be annexed to the catholic school municipality of St-Lambert includes the territory undermentioned, to wit: bounded on the north by the St-Lawrence River, on the south by the Canadian National Railway, on the east by Taschereau Boulevard and on the west by the Montée Tiffin.

2. The territory to be annexed to the catholic school municipality of Longueuil is included in the limits, to wit: bounded on the north by the St-Lawrence River, on the est by Taschereau Boulevard, on the east by the present limit of the catholic school municipality of Longueuil and on the south by the line presently separating the catholic school municipality of the city of Jacques-Cartier from the school municipality of Montreal-South.

Quebec, April 27, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

61195-18-2 422-61

St-Anicet No 1

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables protestants seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Anicet No 1, dans le comté de Huntingdon, à la municipalité scolaire protestante de Huntingdon, dans le même comté.

Québec, le 26 avril 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

61196-18-2-o 491-62

St-Anicet No. 1

Application is made to annex, for Protestant tax-payers only, the present territory of the school municipality of St-Anicet No. 1, in the county of Huntingdon, to the Protestant school municipality of Huntingdon, in the same county.

Quebec, April 26, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

61196-18-2 491-62

St-Claude

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Claude, dans le comté de Richmond, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la ville de Windsor, dans le même comté:

Dans le canton de Windsor, les lots 512 à 539 inclusivement du rang VII; 575 à 608 inclusivement du rang VIII; 631, 633, 635, 637, 639, 641, 643, 645, 647, 649 et 651 à 682 inclusivement; 697, 698, la demie-sud-ouest des lots 699, 700 et 701, les lots 703, 705, 707, 708 à 714 inclusivement du rang X; 757 et 758 du rang XI.

Québec, le 27 avril 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

61197-18-2-o 695-57

St-Claude

Application is made to detach from the schoo municipality of St-Claude, in the county of Richmond, the territory hereinder described, to annex it to the school municipality of the town of Windsor, in the same county:

In the township of Windsor, lots 512 to 539 inclusively in range VII; 575 to 608 inclusively in range VIII; 631, 633, 635, 637, 639, 641, 643, 645, 647, 649 and 651 to 682 inclusively; 697, 698, the southwest half of lots 699, 700 and 701, lots 703, 705, 707, 708 to 714 inclusively in range X: 757 and 758 in range XI.

Quebec, April 27, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

61197-18-2 695-57

St-Éphrem-d'Upton

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Éphrem-d'Upton, dans le comté de Bagot, à la municipalité scolaire du village d'Upton, dans le même comté.

Québec, le 26 avril 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

61198-18-2-o 1918-60

St-Éphrem-d'Upton

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-Éphrem-d'Upton, in the county of Bagot, to the school municipality of the village of Upton, in the same county.

Québec, April 26, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

61198-18-2 1918-60

Paroisse de St-Tite

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Tite, dans le comté de Laviolette, à la municipalité scolaire du village de St-Tite dans le somté de Laviolette.

Québec, le 2 mai 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

61231-18-2-o 418-62

Parish of St-Tite

Application is made to annex to the present territory of the school municipality of the parish of St-Tite, in the county of Laviolette, to the school municipality of the village of St-Tite in the county of Laviolette.

Quebec, May 2, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

61231-18-2 418-62

Drummondville-Sud et Drummondville-Ouest

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de la cité de Drummondville, dans le comté de Drummond, le territoire actuel des municipalités scolaires de Drummondville-Sud et Drummondville-Ouest, dans le même comté.

Québec, le 30 avril 1962.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.
61204-18-2-o 465-62

Drummondville-South and Drummondville-West

Application is made to annex to the school municipality of the city of Drummondville, in the county of Drummond, the present territory of the school municipalities of Drummondville-South and Drummondville-West, in the same county.

Quebec, April 30, 1962.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
61204-18-2 465-62

Ste-Marie-Madeleine

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Marie-Madeleine, dans le comté de St-Hyacinthe, les lots 251 à 257 inclusivement; 275-A, 275-B et 277; 283 à 288 inclusivement; 361, 362, 365, 369 et 371, tous du cadastre officiel de la paroisse de St-Charles, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Charles-sur-Richelieu, dans le même comté.

Québec, le 30 avril 1962.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.
61205-18-2-o 1254-60

Ste-Marie-Madeleine

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Marie-Madeleine, in the county of St-Hyacinthe, lots 251 to 257 inclusively; 275-A, 275-B and 277; 283 to 288 inclusively; 361, 362, 365, 369 and 371, all of the official cadaster of the parish of St-Charles, to annex them to the school municipality of St-Charles-sur-Richelieu, in the same county.

Quebec, April 30, 1962.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
61205-18-2 1254-60

Paroisse de St-Eugène

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse St-Eugène dans le comté de Drummond, à la municipalité scolaire du village de St-Eugène dans le comté de Drummond.

Québec, le 2 mai 1962.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.
61230-18-2-o 333-62

Parish of St-Eugène

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the parish of St-Eugène, in the county of Drummond, to the school municipality of the village of St-Eugène in the county of Drummond.

Quebec, May 2, 1962.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
61230-18-2 333-62

St-Cyprien

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 737, en date du 28 avril 1962, de détacher les lots 157 à 176 inclusivement; 239 à 260 aussi inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Cyprien-de-Léry, de la municipalité scolaire de St-Blaise, dans le comté de St-Jean, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Cyprien, dans le comté de Napierville-Laprairie.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 7 mai 1962.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.
61284-o 1264-61

St-Cyprien

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council number 737 dated April 28, 1962, has been pleased to detach lots 157 to 176 inclusively; 239 to 260 also inclusively from the official cadaster of the parish of St-Cyprien-de-Léry, of the school municipality of St-Blaise, in the county of St-Jean, to annex it to the school municipality of St-Cyprien, in the county of Napierville-Laprairie.

This change will take effect for election purposes on June first, 1962 and for all other purposes, on July 1, 1962.

Quebec, May 7, 1962.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
61284 1264-61

Irlande-Nord

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Irlande-Nord, dans le comté de Mégantic, les lots 440 à 445 inclusivement du rang VII du cadastre officiel du canton Irlande, pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Black-Lake, dans le même comté.

Québec, le 2 mai 1962.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.
61285-19-2-o 224-62

Irlande-Nord

Application is made to detach from the school municipality of Irlande-Nord, in the county of Megantic, lots 440 to 445 inclusively from range VII of the official cadaster of the township of Irlande, to annex them to the school municipality of the town of Black-Lake, in the same county.

Quebec, May 2, 1962.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
61285-19-2 224-62

Canton Périgny

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Jean, dans le comté de Chicoutimi, le territoire ci-dessous décrit, lequel n'est pas

Township of Périgny

Application is made to annex to the school municipality of St-Jean, in the county of Chicoutimi, the territory below described, which is

encore organisé au point de vue scolaire.

Les lots ci-dessous du canton Périgny, savoir:

Rang A: Lots 7 à 23 inclusivement;
Rang B: Lots 1 à 17 inclusivement;
Rang C: Lots 1 à 14 inclusivement;
Rang C: Lots 1 à 23 inclusivement.

Québec, le 7 mai 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

61286-19-2-o 1199-57

not as yet organized from an educational point of view.

The lots below of the township of Périgny, to wit:

Range A: Lots 7 to 23 inclusively;
Range B: Lots 1 to 17 inclusively;
Range C: Lots 1 to 14 inclusively;
Range D: Lots 1 to 23 inclusively.

Quebec, May 7, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

61286-19-2 1199-57

Cité de St-Jérôme

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la cité de St-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, les lots 358, 359 et 361 à 374 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme, pour les annexer à la municipalité scolaire de Lesage, dans le même comté.

Québec, le 3 mai 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

61287-19-2-o 177-62

City of St-Jérôme

Application is made to detach from the school municipality of the city of St-Jérôme, in the county of Terrebonne, lots 358, 359 and 361 to 374 inclusively of the official cadaster of the parish of St-Jérôme, to annex them to the school municipality of Lesage, in the same county.

Quebec, May 3, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

61287-19-2 177-62

Ste-Philomène-d'Égan

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Philomène-d'Égan, dans le comté de Gatineau, en celui de « Montcerf », dans le comté de Gatineau.

Québec, le 7 mai 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

61306-19-2-o 545-62

Ste-Philomène-d'Égan

Application is made to change the name of the school municipality of Ste-Philomène-d'Égan, in the county of Gatineau, into that of "Montcerf" in the county of Gatineau.

Quebec, May 7, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

61306-19-2 545-62

Paroisse de St-Jérôme

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, en celui de « Lafontaine », dans le comté de Terrebonne.

Québec, le 7 mai 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIER.

61307-19-2-o 483-62

Parish of St-Jérôme

Application is made to change the name of the school municipality of the parish of St-Jérôme, in the county of Terrebonne, into that of "Lafontaine", in the county of Terrebonne.

Quebec, May 7, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

61307-19-2 483-62

Notre-Dame-de-Lourdes

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Lourdes, dans le comté de Joliette, à la municipalité scolaire de la ville de Joliette, dans le même comté.

Québec, le 7 mai 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

61308-19-2-o 555-62

Notre-Dame-de-Lourdes

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Notre-Dame-de-Lourdes, in the county of Joliette, to the school municipality of the town of Joliette, in the same county.

Quebec, May 7, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

61308-19-2 555-62

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Lussier

Cadastre officiel du canton de Lussier, municipalité de St-Donat, division d'enregistrement de Montcalm.

Avis est par les présente donné que les lots 12-2-5 à 12-2-9 du Rang II sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 avril 1962.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

61240-o

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Lussier

Official cadastre of the township of Lussier, municipality of St-Donat, registration division of Montcalm.

Notice is hereby given that lots 12-2-5 to 12-2-9, Range II are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 25, 1962.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

61240-o

Paroisse de Pointe-Claire

L'avis concernant les lots 116-2 et 118-2 publié dans la *Gazette officielle de Québec* No 18 du 5 mai 1962 est révoqué et remplacé par le suivant:

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire, municipalité de la cité de Pointe-Claire, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 117-2 et 118-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 avril 1962.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

61240-o

Paroisse de Ste-Foye

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, municipalité de la cité de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 271-46 à 271-50 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 avril 1962.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

61240-o

Paroisse de Ste-Foye

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, municipalité de la cité de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 356-15 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 avril 1962.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

61240-o

Paroisse de Ste-Foye

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, municipalité de la cité de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 288-A-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 avril 1962.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

61240-o

Cité de Trois-Rivières, Quartier St-Philippe

Cadastre officiel de la cité de Trois-Rivières, Quartier St-Philippe, municipalité de la cité de Trois-Rivières, division d'enregistrement de Trois-Rivières.

Avis est par la présente donné que les lots 26-A-437, 26-A-438, 26-A-439, 26-A-439-A, 26-A-439-B, 26-A-440, 26-A-441, 26-A-441-A, 26-A-441-B, 26-A-442, 26-A-442-B, 26-A-443, 26-405 à 26-416 et une partie du lot 26-A-442-A sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 avril 1962.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

61240-o

Parish of Pointe-Claire

The notice concerning lots 116-2 and 118-2 published in the *Quebec Official Gazette* No. 18 of May 5, 1962, is revoked and replaced by the following:

Official cadastre of the parish of Pointe-Claire, municipality of the city of Pointe-Claire, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 117-2 and 118-2 are cancelled in virtue of article 2174A of Civil Code.

Quebec, April 17, 1962.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

61240-o

Parish of Ste-Foye

Official cadastre of the parish of Ste-Foye, municipality of the city of Ste-Foy, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 271-46 to 271-50 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 30, 1962.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

61240-o

Parish of Ste-Foye

Official cadastre of the parish of Ste-Foye, municipality of the city of Ste-Foy, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 356-15 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 26, 1962.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

61240-o

Parish of Ste-Foye

Official cadastre of the parish of Ste-Foye, municipality of the city of Ste-Foy, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 288-A-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 26, 1962.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

61240-o

City of Trois-Rivières, St-Philippe Ward

Official cadastre of the city of Trois-Rivières, St-Philippe Ward, municipality of the city of Trois-Rivières, registration division of Trois-Rivières.

Notice is hereby given that lots 26-A-437, 26-A-438, 26-A-439, 26-A-439-A, 26-A-439-B, 26-A-440, 26-A-441, 26-A-441-A, 26-A-441-B, 26-A-442, 26-A-442-B, 26-A-443, 26-405 to 26-416 and a part of lot 26-A-442-A are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 18, 1962.

J.-ÉDOUARD GUAY.
Deputy Minister.

61240-o

Ministère du Travail

Avis de modification

Construction — Chicoutimi

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux

Department of Labour

Notice of amendment

Construction Industry — Chicoutimi

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the

dispositions de la Loi de la Convention Collective, S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements, que le Syndicat National de la Construction de Hauterive et l'Association des Contracteurs du Saguenay lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes à l'article XII (District électoral de Saguenay) du décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Chicoutimi:

1° Le paragraphe « *a* » (Zonage) de l'article XII, (Dispositions particulières applicables dans le district électoral de Saguenay), sera modifié en ajoutant le sous-paragraphe suivant:

« *Zone « C »:* Les différents projets des rivières Manicouagan et Outardes, y compris les routes d'accès auxdits projets. »

2° Le paragraphe « *b* » de l'article XII sera remplacé par le suivant:

« *b) Taux de salaire minima:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that Le Syndicat National de la Construction de Hauterive and L'Association des Contracteurs du Saguenay have petitioned him to amend, as follows, Article XII (Electoral district of Saguenay) of the decree number 1743 of July 11, 1941, as amended relating to the construction industry in the region of Chicoutimi:

1. Paragraph "*a*" (Zones) of article XII, (Special provisions applying to the electoral district of Saguenay), will be amended by adding the following sub-paragraph:

"*Zone "C":* The various projects of Manicouagan and Outardesrivers, including roads leading thereto."

2. Paragraph "*b*" of article XII will be replaced by the following:

"*b) Minimum wage rates:* The following minimum wage rates shall be paid:

	Salaires horaires Hourly rates Zones		
Métiers — Trades :	« *A* »	« *B* »	« *C* »
Aide (tous les métiers) — Helper (every trade)	$1.75	$1.65	$1.84
Aide des mesureurs et des arpenteurs — Helper-measurers and land-surveyors	1.80	1.70	
Autres commis (non classifiés) — Other clerks (not classified)	1.70	1.60	
Aiguiseur de fleurets — Drill Sharpener	2.20	2.10	2.34
Briqueteur, maçon — Bricklayer, mason	2.40	2.30	2.56
Brûleur — Burner	1.90	1.80	2.01
Bûcheron — Lumberman	1.75	1.65	1.84
Bûcheron avec scie mécanique — Lumberman with power saw	2.00	1.90	2.01
Charpentier-menuisier, 1ère classe — Carpenter-joiner, 1st class	2.10	2.00	2.23
Charpentier-menuisier, 2ème classe — Carpenter-joiner, 2nd class	1.95	1.85	2.06
Conducteur de jeep, camion à 4 roues motrices (power wagon) et de petit camion (Pick-up) — Pick-up, jeep and power wagon driver	1.70	1.60	1.95
Conducteur de camion de service — Service truck driver	1.70	1.60	1.95
Conducteur de camion remorque — Tracteur truck (van) driver	2.15	2.05	2.23
Conducteur de camion de cour — Yard truck driver:			
Plus de 20 tonnes — More than 20 tons	2.15	2.05	2.23
20 tonnes et moins — 20 tons and less	2.10	2.00	2.11
Conducteur camion de route — Road truck driver	1.90	1.80	2.01
Couvreur (ardoise, tuile, amiante) — Roofer (slate, tile, asbestos)	2.00	1.90	2.11
Débosseur — Bodyworker	2.40	2.30	2.56
Découpeur — Scourer	1.80	1.70	1.89
Dynamiteur (avec certificat) — Blaster (certificated)	2.10	2.00	2.23
Écailleur — Scaler	1.90	1.80	2.01
Électricien — Electrician:			
Entrepreneur (services personnels) Licence A et B — Contractor (personnal services) Licence A and B	3.25	3.15	
Compagnon, Licence C — Journeyman, License C	2.20	2.10	2.45
Épaisseur de câbles (long) — Cable splicer (long)	1.95	1.85	2.06
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer	2.20	2.10	2.34
Finisseur de ciment ou béton — Cement or concrete finisher	2.00	1.90	2.17
Foreur au diamant — Diamond driller	2.15	2.05	2.28
Foreur au « jackhammer » — Jackhammer operator	1.95	1.85	2.06
Foreur au « Drill master » — Driller (Drill master)	2.10	2.00	2.23
Opérateur de foreuse sur chariot — Wagon drill operator	2.05	1.95	2.17
Foreur au « Air track » — Air track operator	2.05	1.95	2.17
Forgeron — Blacksmith	2.20	2.10	2.34
Gardien de chantier — Job watchman	1.55	1.45	1.67
Gardien et chauffeur de bouilloire — Watchman and boiler fireman	1.85	1.75	2.23
Gréeur — Rigger	2.00	1.90	2.17
Gréeur, préposé au déplacement des machines — Rigger, Machinery Mover	2.40	2.30	
Huiler — Oiler	1.80	1.70	1.89
Homme de ligne (sous tension) — Lineman (live wire)	2.20	2.10	2.34
Homme de ligne (hors tension) — Lineman (dead wire)	2.00	1.90	
Isolateur de tuyau — Pipe insulator	2.05	1.95	2.17
Journalier — Common worker	1.70	1.60	1.79
Journalier spécialisé, manoeuvre — Labourer	1.85	1.75	1.95
Journalier préposé aux coulés de ciment — Common worker, cement casting:			
Malaxeur 1 sac et moins — Mixer of one bag and less	1.75	1.65	1.85
Malaxeur de plus d'un sac — Mixer of more than one bag	1.85	1.75	1.95
Limeur de scie — Saw Filer	1.85	1.75	1.95
Machiniste — Machinist	2.40	2.30	2.56
Magasinier — Storeman	1.80	1.70	
Mécanicien — Mechanic	2.40	2.30	2.56

Métiers — Trades :	*Salaires horaires Hourly rates Zones* « *A* »	« *B* »	« *C* »
Mécanicien de machine fixe — Stationary engineman	$2.10	$2.00	
Mécanicien de foreuses — Drill mechanic	2.20	2.10	$2.34
Mécanicien en tuyauterie — Pipe mechanic	2.40	2.30	2.56
Mécanicien « millwright » — Millwright	2.25	2.15	2.39
Opérateur de bétonnière — Concrete mixer operator	2.15	2.05	2.28
Opérateur de bélier mécanique D 6 et plus — Bulldozer operator, D 6 and heavier	2.10	2.00	2.23
Opérateur de bélier mécanique plus petit que D 6 — Bulldozer operator, smaller than D 6	2.00	1.90	
Opérateur de chargeur — Loader operator	2.20	2.10	2.34
Opérateur de compresseur stationnaire — Stationary compressors operator	1.95	1.85	2.06
Opérateur de compresseur portatif — Portable compressors operator	1.95	1.85	2.06
Opérateur de concasseur — Crusher operator	2.20	2.10	2.34
Opérateur de Derrick, 2 tambours — Derrick operator, 2 drums	2.15	2.05	2.28
Opérateur de Derrick, 3 tambours et plus — Derrick operator, 3 drums or more	2.25	2.15	2.45
Opérateur de génératrice « Diesel » 1000 KW — Diesel generator operator, 1000 KW	2.20	2.10	2.36
Opérateur de génératrice « Diesel », moins de 1000KW — Diesel generator operator, under 1000KW	1.85	1.75	1.94
Opérateur de niveleuse — Motor grader operator	2.20	2.10	2.34
Opérateur de grue — Crane operator:			
10 tonnes et moins — 10 tons and less	2.00	1.90	2.06
Plus de 10 tonnes — more than 10 tons	2.10	2.00	2.17
35 tonnes et plus — 35 tons and more	2.45	2.35	2.51
Opérateur de grue (sonnettes) — Crane operator, pile driving	2.55	2.45	
Opérateur de « Gradall » — Gradall operator	2.20	2.10	2.34
Opérateur de décapeuse — Scourer operator	2.20	2.10	2.34
Opérateur de pelle — Shover operator:			
1 verge cube et moins — 1 cubic yard or less	2.35	2.25	
Plus de 1 verge cube jusqu'à 3 verges cubes — from 1 to 3 cubic yards	2.40	2.30	2.51
3½ verges cubes et plus — 3½ cubic yards and more	2.45	2.35	2.56
5 verges cubes — 5 cubic yards	2.60	2.50	2.73
Opérateur de pompe, tout genre — Water pumps (all kinds) operator	2.00	1.90	2.11
Opérateur de treuil à simple tambour — Winch operator, on drum	1.85	1.75	1.95
Opérateur de treuil, 2 tambours et plus — Winch operator, two drums or more	1.95	1.85	2.06
Opérateur de vibrateur (léger) — Vibrator operator (light)	1.85	1.75	1.89
Opérateur de vibrateur (lourd) — Vibrator operator (heavy)	1.95	1.85	2.01
Opérateur de balance — Scale operator	1.70	1.60	1.79
Ouvrier en fer et bronze d'ornementation — Ornemental iron and bronze worker	2.00	1.90	2.11
Peintre — Painter	2.00	1.90	2.11
Peintre à plus de 45' à l'extérieur — Painter-work done outdoors at a height exceeding 45 ft	2.20	2.10	2.34
Peintre (lettreur) doreur, décorateur — Painter (letterer), gilder, decorator	2.20	2.10	2.17
Peintre au pistolet — Spray painter	2.00	1.90	2.23
Plâtrier — Plasterer	2.40	2.30	2.73
Plombier et poseur d'appareils à chauffage — Plumber, steamfitter	2.20	2.10	
Compagnon junior — Junior journeyman	1.95	1.85	
Pompier en chef — Chief fireman	1.70	1.60	1.79
Pompier — Fireman	1.60	1.50	1.67
Porteur d'eau — Water carrier	1.15	1.05	1.17
Poseur de lattes (bois et métal) — Lather (wood or metal)	1.95	1.85	2.06
Poseur de tuile, (béton, terrazzo) — Tile, (concrete and terrazzo) layer	2.10	2.00	
Poseur de gicleurs — Sprinkler fitter	2.25	2.25	
Préposé à l'acier d'armature — Reinforcing steel worker	2.10	2.00	2.23
Préposé à l'acier de structure — Structural steel worker	Déc. prov. Prov. dec.		2.95
Préposé au chargement, au déchargement et à la manutention du ciment en vrac — Employee working at the loading, unloading and handling of cement in bulk	2.10	2.00	2.23
Préposé au fusil pour coulis de ciment — Sprayer operator, cement grouting	2.10	2.00	2.23
Préposé au fusil pour coulis de ciment (adjoint) — Assistant sprayer operator cement grouting	1.90	1.80	2.01
Préposé au malaxeur — Mixer operator	1.95	1.85	2.06
Préposé au service (garage) — Service man (garage)	1.85	1.75	1.95
Préposé aux machines à bascule (mules) — Operating Engineer (Bottom Dump)	2.20	2.10	
Préposé aux sonnettes et pièces de bois — Pile Driver and Timber Man	2.00	1.90	
Préposé au « Skid rig » — Skid rig operator	2.40	2.30	
Pointer — Time keeper	1.70	1.60	
Riveteur — Rivetter	2.40	2.30	2.56
Scaphandrier — Diver	3.30	3.20	2.51
Soudeur (Haute pression) — Welder (High pressure)	2.70	2.60	2.90
Soudeur (avec certificat) — Welder (certificated)	2.40	2.30	2.56
Soudeur — Welder	2.20	2.10	2.34
Travailleur de caisson à claire-voie — Caisson worker, grating	1.95	1.85	2.06

Métiers — Trades :	*Salaires horaires Hourly rates Zones* « *A* »	« *B* »	« *C* »
Travailleur de métal en feuille — Sheet metal worker	$2.40	$2.30	
Tailleur de pierre et granit — Stone and granite cutter	2.15	2.05	$2.28
Tireur de joints — Joint pointer	1.95	1.85	2.06
Tôlier — Tinsmith	2.10	2.00	2.24
Poseur de tuile et de linoléum à la colle — Tile and linoleum layer (with glue)	1.90	1.80	2.17
	Salaire hebdomadaire Weekly rates		
Vérificateur de matériaux (semaine normale)— Material checker (standard week)	$85.50	$75.50	
Gardien ou patrouilleur (72 heures) — Watchman or guard (72 hours)	88.00	82.00	
Pointer (semaine normale) — Time keeper (standard week)	85.50	75.50	

b-1) Du 1er juin 1963 au 31 mai 1964 tous les taux de salaire du présent décret seront augmentés de $0.15 l'heure.

b-2) Du 1er juin 1964 au 31 mai 1965 tous les taux de salaire du présent décret sont augmentés de $0.15 l'heure.

b-3) Du 1er juin 1963 au 31 mai 1964 et du 1er juin 1964 au 31 mai 1965, les gardiens dont le salaire est hebdomadaire recevront la même augmentation de salaire qu'au paragraphe « *b*-1 » et « *b*-2 » de cet article, calculé sur le nombre d'heures travaillé par ces employés.

b-4) Pour les occupations suivantes le salaire est ainsi déterminé:

b-1) From June 1, 1963 to May 31, 1964, all rates of wages of the present decree shall be increased by $0.15 per hour.

b-2) From June 1, 1964 to May 31, 1965, all rates of wages of the present decree shall be increased by $0.15 per hour.

b-3) From June 1, 1963 to May 31, 1964 and from June 1, 1964 to May 31, 1965, watchmen with weekly wages shall receive the same increase as in paragraphs "*b*-1" and "*b*-2" of this article, computed on the number of hours worked by such employees.

b-4) For the following occupations, the wages shall be as follows:

	Salaire hebdomadaire Weekly rates Zones « *A* »	« *B* »
Pointeur (semaine normale) — Time checker (standard week)		
Vérificateur de matériaux (semaine normale) — Material checker (standard week)		
Du 1er juin 1962 au 31 mai 1962— From June 1, 1962 to May 31, 1964	$85.50	$75.50
Du 1er juin 1964 au 31 mai 1965 — From June 1, 1964 to May 31, 1965	90.50	80.50

Pour ces occupations les taux de salaire ci-dessus sont ceux qui s'appliquent et ils ne bénéficient pas des augmentations prévues aux sous-paragraphes « *b*-1 » et « *b*-2 » du présent article. »

3° Le paragraphe « *c* » de l'article XII, sera remplacé par le suivant:

« *c*) *Duré du travail:*

1° Du 1er juin 1962 au 31 mai 1963, dans les zones « A » et « B », la durée maximum du travail au taux régulier est de cinquante-cinq (55) heures par semaine, réparties en périodes journalières de dix (10) heures; de 7 a.m. à 12 (midi) et de 1 p.m. à 6 p.m., du lundi au vendredi inclusivement, et de cinq (5) heures le samedi avant-midi, soit de 7 a.m. à 12 (midi).

2° Du 9 juin 1962 au 8 juin 1963, dans la zone « C », les heures de travail seront de soixante (60) heures par semaine, réparties en périodes journalières de dix (10) heures par jour, soit de 7 a.m. à 12 (midi) et de 1 p.m. à 6 p.m. pour l'équipe de jour et de 7 p.m. à 6 a.m. pour l'équipe de nuit, du lundi au samedi inclusivement.

3° Du 1er juin 1963 au 31 mai 1965, dans les zones « A » et « B », la durée maximum du travail au taux régulier sera de cinquante (50) heures par semaine réparties en période journalières de dix (10) heures par jour, soit de 7 a.m. à 12 (midi) et de 1 p.m. à 6 p.m., du lundi au vendredi inclusivement. Il n'y a pas de travail le samedi.

4° Cependant, dans les zones « A » et « B », pour les mois d'hiver, soit du 1er décembre au 31 mars de chaque année, à la demande de l'entrepreneur et du syndicat, les heures de travail peuvent être réparties de la façon suivante: de 7 a.m. à 12 (midi) et de 1 p.m. à 5 p.m., du lundi au vendredi inclusivement et de 7 a.m. à 12 (midi) le samedi.

For these occupations, the above rates shall apply and they shall not benefit by the increases provided for under paragraphs "*b*-1" and "*b*-2" of the present article.

3. Paragraph "*c*" of article XII will be replaced by the following:

"*c*) *Duration of work:*

1. From June 1, 1962 to May 31, 1963, in zones "A" and "B", the maximum duration of work at the regular rate shall consist of fifty-five (55) hours per week, divided into daily periods of ten (10) hours. From 7:00 a.m. to 12:00 (noon) and from 1:00 p.m. to 6:00 p.m. from Monday to Friday inclusive and of five (5) hours on Saturday morning, from 7:00 a.m. to 12:00 (noon).

2. From June 9, 1962 to June 8, 1963, in zone "C", the duration of work shall consist of sixty (60) hours per week, divided into daily periods of ten (10) hours, from 7:00 a.m. to 12:00 (noon) and from 1:00 p.m. to 6:00 p.m. for the day shift and from 7:00 p.m. to 6:00 a.m. for the night shift, from Monday to Saturday inclusive.

3. From June 1, 1963 to May 31, 1965, in zones "A" and "B", the maximum duration of work at the regular rate shall consist of fifty (50) hours per week, divided into daily periods of ten (10) hours, from 7:00 a.m. to 12:00 (noon) and from 1:00 p.m. to 6:00 p.m. from Monday to Friday inclusive. There shall be no work on Saturday.

4. However, in zones "A" and "B" and for winter months only, i.e. from December 1 to March 31 of every year, at the request of both the contractor and the union, the hours of work may be divided as follows: from 7:00 a.m. to 12:00 (noon) and from 1:00 p.m. to 5:00 p.m. from Monday to Friday inclusive and from 7:00 a.m. to 12:00 (noon) on Saturday.

5° Toutefois, dans la zone « C », pour la période s'étendant du 9 juin 1963 au 8 juin 1965, les heures de travail seront celles déterminées par négociations entre les parties. »

4° Le paragraphe « *d* » (Travail supplémentaire), de l'article XII, sera remplacé par le suivant:

« *d) Travail supplémentaire pour les zones « A » et « B »:* Aucun travail ne peut être exécuté soit par les travailleurs de l'équipe de jour, soit par les travailleurs de l'équipe de nuit, en dehors des semaines, des jours et des heures régulières telles que spécifiées au présent décret. Cependant, dans le cas de travail urgent ou pour toute autre raison, et ce, avec l'approbation préalable du comité paritaire, les conditions suivantes doivent s'appliquer:

1° Le travail exécuté par l'équipe de jour entre 6 p.m. et minuit, sera rémunéré à raison de salaire et demi. Le travail exécuté après minuit sera rémunéré à raison de salaire double.

2° Le travail exécuté par l'équipe de nuit entre 6 a.m. et midi sera rémunéré à raison de salaire et demi. Le travail exécuté après midi sera rémunéré à raison de salaire double.

3° Dans la zone « C », pour la période du 9 juin 1962 au 8 juin 1963, tout travail effectué en dehors des heures régulières de travail à la demande de l'employeur doit être rémunéré au taux régulier de salaire, plus cinquante pour cent (50%) pour les cinq (5) premières heures de travail continu et au double du taux régulier pour tout travail continu après ces cinq (5) heures, jusqu'à l'achèvement dudit travail ou jusqu'au commencement de la journée régulière de travail suivante, selon l'alternative qui se présente la première.

4° Dans la zone « C », pour la période du 9 juin 1963 au 8 juin 1965, le trvail supplémentaire sera celui négocié entre les parties. »

5° Le dernier alinéa du paragraphe « d-1 » de l'article XII sera remplacé par le suivant:

« Dans le cas des finisseurs de ciment, le surtemps n'est payable qu'après les cinquante-cinq (55) heures qui forment la semaine de travail pour la période s'étendant du 1er juin 1962 au 31 mai 1963. Du 1er juin 1963 au 31 mai 1965, le surtemps ne sera payable qu'après les cinquante (50) heures qui forment la semaine de travail ».

6° Le paragraphe « *e* » (Deuxième équipe), de l'article XII sera remplacé par le suivant:

« *e) Deuxième équipe pour les zones « A » et « B »:*

1° L'employeur pourra organiser une deuxième équipe de travail, mais les travailleurs appelés à travailler sur cette deuxième équipe recevront un supplément de quinze ($0.15) cents l'heure en plus du salaire régulier de la tâche ou du métier qu'ils exercent.

2° Les heures de travail de cette deuxième équipe seront du 1er juin 1962 au 31 mai 1963, de 7 p.m. à minuit et de 1 a.m. à 6 a.m. du lundi au vendredi inclusivement et de 6 p.m. à minuit le samedi.

3° Du 1er juin 1963 au 31 mai 1965, les heures de travail seront de cinquante (50) heures par semaine soit de 7 p.m. à minuit et de 1 a.m. à 6 a.m. du lundi au vendredi inclusivement.

4° Dans la zone « C », les heures de travail de l'équipe de nuit, pour la période du 9 juin 1963 au 8 juin 1965 seront celles déterminées par négociations entre les parties ».

7° Le paragraphe « *f*-1 » suivant sera ajouté:

5. However, in zone "C", for the period between June 9, 1963 and June 8, 1965, the hours of work shall be as determined by negotiation between the parties."

4. Paragraph "*d*" (Overtime) of article XII will be replaced by the following:

"*d) Overtime in zones "A" and "B":* No hours shall be worked by the day or the night shifts outside the regular weeks, days and hours determined by the present decree. However, in the case of urgent work or for any other reason, and with the previous approval of the Parity Committee, the following conditions shall apply:

1. All time worked by the day shift between 6:00 p.m. and midnight shall be remunerated at the rate of time and one half. All time worked after midnight shall be remunerated at the rate of double time.

2. All time worked by the night shift between 6:00 a.m. and 12:00 (noon) shall be remunerated at the rate of time and one half. All time worked after (12:00 (noon) shall be remunerated at the rate of double time.

3. In zone "C", for the period between June 9, 1962 and June 8, 1963, all time worked in excess of the regular hours of work, at the request of the employer, shall be remunerated at straight time plus 50% for the first five (5) continuous hours and at the rate of double time based on the straight time for any continuous work after these five (5) hours, until the termination of the said work or until the beginning of the following regular day of work, whichever comes first.

4. In zone "C", for the period between June 9, 1963 and June 8, 1965, overtime shall be as negotiated between the parties."

5. The last sub-paragraph of paragraph "*d*-1" of article XII will be replaced by the following:

"In the case of cement finishers, overtime shall be paid only for work in excess of the fifty-five (55) hours constituting the work week for the period between June 1 1962 to May 31, 1963. From June 1, 1963 to May 31, 1965, overtime will be paid only for work in excess of the fifty (50) hours constituting the work week."

6. Paragraph "*e*" (Second shift) of article XII will be replaced by the following:

"*e) Second shift for zones "A" and "B":*

1. Employers shall have the right to set up a second shift but the workers constituting that second shift shall be paid an extra of fifteen ($0.15) cents per hour in excess of their regular wages for the occupation or the trade plied.

2. From June 1, 1962 to May 31, 1963, the hours of work of that second shift shall be from 7:00 p.m. to midnight and from 1:00 a.m. to 6:00 a.m. from Monday to Friday inclusive and from 6:00 p.m. to midnight on Saturday.

3. From June 1, 1963 to May 31, 1965, the hours of work shall consist of fifty (50) hours per week, i.e. from 7:00 p.m. to midnight and from 1:00 a.m. to 6:00 a.m. from Monday to Friday inclusive.

4. In zone "C", for the period between June 9, 1963 and June 8, 1965, the hours of work of the night shift shall be as determined by negotiations between the parties."

7. The following paragraph "*f*-1" will be added:

« *f*-1) *Vacances payées:* Tous les salariés assujettis au décret ont droit, à titre de vacances payées, à compter du 1er juin 1963, à une rémunération équivalente à 3% du salaire gagné. L'employeur doit remettre cette rémunération à ses salariés avec leur paie, chaque semaine ».

8° Le paragraphe « *g*-4 », de l'article XII sera remplacé par le suivant:

« 4° *Taux de salaires:* Les taux minima de salaires des apprentis ci-après énumérés sont les suivants:

"*f*-1) *Vacation with pay:* All employees governed by the decree are entitled, from June 1, 1963, to a vacation pay equal to 3% of the wages earned. Employers shall remit vacation pay to their employees together with their pay, every week."

8. Paragraph "*g*-4" of article XII will be replaced by the following:

"4. *Wage rates:* The minimum wage rates of apprentices shall be as follows:

Métiers — Trades :	*Taux horaires Hourly rates Zone « A »* 1ère année First year	2ème année Second year	3ème année Third year
Briqueteur — Bricklayer	$1.50	$1.70	$1.85
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.45	1.55	1.70
Peinter — Painter	1.45	1.55	1.70
Poseur de tuile, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazo layer	1.45	1.55	1.70
Finisseur de ciment — Cement finisher	1.45	1.55	1.70
Mécanicien en fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze worker	1.45	1.55	1.70

Ferblantier, couvreur, mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, électricien — Tinsmith, roofer, pipe mechanic, steamfitter, electrician:

2,250 à 4,500 heures de travail — 2,250 to 4,500 hours of work . . . 65% du salaire du compagnon — of journeyman's rate.

4,500 à 6,750 heures de travail — 4,500 to 6,750 hours of work . . . 70% du salaire du compagnon — of journeyman's rate.

6,750 à 9,000 heures de travail — 6,750 to 9,000 hours of work . . . 75% du salaire du compagnon — of journeyman's rate.

9,000 heures et plus — 9,000 hours and more . . . 85% du salaire du compagnon — of journeyman's rate.

Dans la zone « B » les taux de salaire sont réduits de $0.10 l'heure ».

9° Le paragraphe « *j* » (Durée) de l'article XII sera remplacé par le suivant:

« *j*) *Durée:* Les dispositions du présent article seront en vigueur du 1er juin 1962 au 31 mai 1965. Les négociations pour amendement ou renouvellement du présent article devront commencer entre le 7ème et le 6ème mois précédant la date d'expiration du présent article ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 mai 1962. 61311-o

In zone "B", the rates of wages shall be reduced by $0.10 per hours."

9. Paragraph "*j*" (Duration) of article XII will be replaced by the following:

"*j*) *Duration:* The provisions of the present article shall be in force from June 1, 1962 to May 31, 1965. Negotiations for the renewal of the present article shall commence between the 7th and 6th month preceding the date of expiration of the present article."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notices in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 12, 1962. 61311-o

Ministère de la Voirie

Avis

Le ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir les sections de routes ci-après désignées, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Dans la municipalité de la paroisse de St-Côme-de-Kennebec, comté de Beauce:

Department of Roads

Notice

The Department of Roads shall cease in future to maintain the sections of roads hereinafter described, as they have become useless for traffic:

In the municipality of the parish of St-Côme-de-Kennebec, county of Beauce:

Route 23 — Lévis — Armstrong:

Une section de 225 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 45A, rang 1.

Chemin Taché-Ouest:

Dans la municipalité de la paroisse de St-Gabriel, comté de Rimouski:

Une section de 1200 pieds, au nord-ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos P.4B à P.6A inclusivement, rang 4;

Dans la municipalité de Fleuriault, comté de Rimouski:

Une section de 600 pieds, au nord-ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis le lot No P.4A.

Dans la municipalité de la cité de Beauharnois, comté de Beauharnois:

Chemin Rivière St-Louis Sud:

Une section de 975 pieds, à l'ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 240 à 244 inclusivement.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Antoine-de-Lavaltrie, comté de Berthier:

Chemin de la Station:

Une section de 780 pieds, au nord du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 505 à 511 inclusivement;

Une section de 1520 pieds, au sud du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 484 à P.487 inclusivement;

Une section de 835 pieds, au nord du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 413, 419, 481, 482, 483 et 484.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier:

Chemin St-Gabriel — St-Didace:

Une section de 855 pieds, au sud du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 198, 199 et 200.

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Geneviève-de-Berthier, comté de Berthier:

Chemin N. E. Rivière Bayonne:

Une section de 255 pieds, au sud du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 558 et 562.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Norbert, comté de Berthier:

Chemin St-Félix — St-Norbert:

Une section de 670 pieds, au sud-est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 450 et 451;

Une section de 1750 pieds, au sud du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis le lot No P. 266.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Alphonse-de-Rodriguez, comté de Joliette:

Chemin de Rawdon:

Une section de 540 pieds, à l'ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 3A, rangs 1 et 2.

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Béatrix, comté de Joliette:

Chemin Ste-Béatrix — St-Jean-de-Matha:

Une section de 1035 pieds au nord du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 110 et P.111;

Une section de 600 pieds, au nord du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos P.110 et P.111;

Une section de 340 pieds, au sud du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis le lot No P.110.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Félix-de-Valois, comté de Joliette:

Chemin St-Félix — St-Norbert:

Une section de 290 pieds, au sud-est du nouveau chemin sur ou vis-à-vis le lot No 398;

Une section de 235 pieds, au sud-est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 398 et 399;

Une section de 300 pieds, au sud-est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 474 et 475, rang 2;

Route 23 — Lévis — Armstrong:

A section of 225 feet, west of the new road, on or facing lots Nos. 45A, range 1.

Road Taché-West:

In the municipality of the parish of St-Gabriel, county of Rimouski:

A section of 1200 feet, northwest of the new road, on or facing lots Nos. P. 4B to P.6A inclusively, range 4;

In the municipality of Fleuriault, county of Rimouski:

A section of 600 feet, northwest of the new road, on or facing lot No. P. 4A.

In the municipality of the city of Beauharnois, county of Beauharnois:

Road River St-Louis, South;

A section of 975 feet, west of the new road, on or facing lots Nos. 240 to 244 inclusively.

In the municipality of the parish of St-Antoine-de-Lavaltrie, county of Berthier:

Station Road:

A section of 780 feet, on the north of the new road, on or facing lots Nos. 505 to 511 inclusively,

A section of 1520 feet, south of the new road; on or facing lots Nos. 484 to P.487 inclusively;

A section of 835 feet, north of the new road, on or facing lots Nos. 413, 419, 481, 482, 483 and 484.

In the municipality of the parish of St-Gabriel-de-Brandon, county of Berthier:

Road St-Gabriel — St-Didace:

A section of 855 feet, south of the new road, on or facing lots Nos. 198, 199 and 200.

In the municipality of the parish of Ste-Geneviève-de-Berthier, county of Berthier:

Road N.E. Bayonne River:

A section of 255 feet on the south of the new road, on or facing lots Nos. 558 and 562.

In the municipality of the parish of St-Norbert, county of Berthier;

Road St-Félix — St-Norbert:

A section of 670 feet, on the southeast of the new road, on or facing lots Nos. 450 and 451;

A section of 1750 feet, south of the new road, on or facing lot, No. P.266.

In the municipality of the parish of St-Alphonse-de-Rodriguez, county of Joliette:

Rawdon Road:

A section of 540 feet, west of the new road, on or facing lots Nos. 3A, ranges 1 and 2.

In the municipality of the parish of Ste-Béatrix, county of Joliette:

Road Ste-Béatrix — St-Jean-de-Matha:

A section of 1035 feet north of the new road, on or facing lots Nos. P.110 and P.111;

A section of 600 feet, north of the new road, on or facing lots Nos. P.110 and P. 111;

A section of 340 feet, south of the new road, on or facing lot No. P.110.

In the municipality of the parish of St-Félix-de-Valois, county of Joliette:

Road St-Félix — St-Norbert:

A section of 290 feet, on the southeast of the new road, on or facing lot No. 398;

A section of 235 feet, on the southeast of the new road, on or facing lots Nos. 398 and 399;

A section of 300 feet, southeast of the new road, on or facing lots Nos. 474 and 475, range 2:

Une section de 775 pieds, au nord-ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 492 et 493, rang 3.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Thomas, comté de Joliette:

Route 41 — Berthier — Joliette — Lachute:

Une section de 470 pieds, au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot No P.633.

Dans la municipalité du village de St-André, comté de Roberval:

Rue St-Pierre:

Une section de 135 et 1250 pieds, sur ou vis-à-vis le lot No 39, rang 1;

Rue St-Joseph:

Une section de 345 pieds à partir de la rivière Métabetchouan, sur ou vis-à-vis le lot No 39, rang 1.

Dans la municipalité de St-Michel-de-Mistassini, comté de Roberval:

Chemin rang 4 ou St-Eugène:

Une section de 3890 pieds, au nord-est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 43 à 47 inclusivement.

Québec, 2 mai 1962.

Le Ministre de la Voirie,

61283-o BERNARD PINARD.

A section of 775 feet, Northwest of the new road, on or facing lots Nos. 492 and 493, range 3.

In the municipality of the parish of St-Thomas, county of Joliette;

Route 41 — Berthier — Joliette — Lachute:

A section of 470 feet, northwest of the new route, on or facing lot No. P.633.

In the municipality of the village of St-André, county of Roberval:

St. Pierre Street:

A section of 135 and 1250 feet, on or facing lot No. 39, range 1;

St. Joseph Street:

A section of 345 feet starting from the Metabetchouan River, on or facing lot No. 39, range 1.

In the municipality of St-Michel-de-Mistassini, county of Roberval:

Road range 4 or St-Eugène:

A section of 3890 feet, northeast of the new road, on or facing lots Nos. 43 to 47 inclusively.

Quebec, May 2, 1962.

BERNARD PINARD,

61283 *Minister of Roads.*

Soumissions

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Forestville

Comté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Conrad-H. Charbonneau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Forestville, comté de Saguenay, jusqu'à 7 heures p.m., lundi, le 28 mai 1962, pour l'achat de $510,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Forestville, comté de Saguenay, datées du 1er juin 1962 et remboursables par séries du 1er juin 1963 au 1er juin 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 3 février 1962, telle que modifiée — agrandissement de l'école Dominique Savio.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $510,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er juin 1963	x	$55,000
1er juin 1964	x	58,000
1er juin 1965	x	62,000
1er juin 1966	x	66,000
1er juin 1967	x	69,000
1er juin 1968		9,000
1er juin 1969		9,000
1er juin 1970		10,000
1er juin 1971		10,000
1er juin 1972		11,000
1er juin 1973		12,000
1er juin 1974		12,000
1er juin 1975		13,000
1er juin 1976		14,000
1er juin 1977		15,000
1er juin 1978		15,000
1er juin 1979		16,000
1er juin 1980		17,000

Tenders

The school commissioners for the municipality of Forestville

County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Conrad-H. Charbonneau, secretary-treasurer, Town Hall, Forestville, county of Saguenay, until 7:00 o'clock p.m., Monday, May 28, 1962, for the purchase of an issue of $510,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Forestville, county of Saguenay, dated June 1, 1962, and redeemable serially from June 1, 1963, to June 1, 1982, inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated February 3, 1962, as amended — enlargement of the Dominique Savio School.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $510,000 — 20 years

Year		*Capital*
June 1, 1963	x	$55,000
June 1, 1964	x	58,000
June 1, 1965	x	62,000
June 1, 1966	x	66,000
June 1, 1967	x	69,000
June 1, 1968		9,000
June 1, 1969		9,000
June 1, 1970		10,000
June 1, 1971		10,000
June 1, 1972		11,000
June 1, 1973		12,000
June 1, 1974		12,000
June 1, 1975		13,000
June 1, 1976		14,000
June 1, 1977		15,000
June 1, 1978		15,000
June 1, 1979		16,000
June 1, 1980		17,000

1er juin 1981	$ 18,000
1er juin 1982	19,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $325,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de $65,000, chacun, de 1963 à 1967 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Forestville, comté de Saguenay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 28 mai 1962 à 7 heures du soir, Hôtel de Ville, Forestville, comté de Saguenay.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Forestville, (Comté de Saguenay), ce 4 mai 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
CONRAD-H. CHARBONNEAU.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C.P. 70,
Forestville, (Saguenay), P.Q.
Téléphone: 101. 61267-o

June 1, 1981	$ 18,000
June 1, 1982	19,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $325,000, granted by the Provincial Government, and payable in five instalments of $65,000, each, from 1963 to 1967 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Forestville, county of Saguenay.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, May 28, 1962, at 7:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Forestville, county of Saguenay.

The school commissioners do not bind themselves to accept the hithest or any of the tenders.

Forestville, (County of Saguenay), May 4, 1962.

CONRAD-H. CHARBONNEAU,
Secretary-Treasurer.

Postal Address: Town Hall, P.O.B. 70,
Forestville, (Saguenay), P.Q.
Telephone: 101. 61267

Canton Dumas
Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Léo Boudreault, secrétaire-trésorier, Petit-Saguenay, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 28 mai 1962, pour l'achat de $38,000 d'obligations du Canton Dumas, comté de Chicoutimi, datées du 1er juin 1962 et remboursables par séries du 1er juin 1963 au 1er juin 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 8, au montant de $38,000 — travaux d'aqueduc et d'égouts et de protection contre l'incendie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $38,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1963	$ 500
1er juin 1964	500
1er juin 1965	500

Township of Dumas
County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Léo Boudreault, secretary-treasurer, Petit-Saguenay, county of Chicoutimi, until 8:00 o'clock p.m., Monday, May 28, 1962, for the purchase of an issue of $38,000 of bonds for the township of Dumas, county of Chicoutimi, dated June 1, 1962, and redeemable serially from June 1, 1963 to June 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 8 for an amount of $38,000 — work on aqueduct and sewers and fire protection.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $38,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1963	$ 500
June 1, 1964	500
June 1, 1965	500

1er juin 1966	$ 500
1er juin 1967	500
1er juin 1968	500
1er juin 1969	500
1er juin 1970	500
1er juin 1971	1,000
1er juin 1972	1,000
1er juin 1973	1,000
1er juin 1974	1,000
1er juin 1975	1,000
1er juin 1976	1,000
1er juin 1977	1,000
1er juin 1978	1,000
1er juin 1979	1,500
1er juin 1980	1,500
1er juin 1981	1,500
1er juin 1982	21,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 28 mai 1962, à 8 heures du soir, au bureau du secrétaire-trésorier, Petit Saguenay, comté de Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Canton Dumas, (Comté de Chicoutimi), ce 4 mai 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO BOUDREAULT.
Petit Saguenay, (Chicoutimi), P.Q.,
Téléphone: 18. 61272-o

Paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur
Comté de Rimouski

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné R. Boudreault, secrétaire-trésorier, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, comté de Rimouski, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 29 mai 1962, pour l'achat de $109,000 d'obligations de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, comté de Rimouski, datées du 1er juin 1962 et remboursables par séries du 1er juin 1963 au 1er juin 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 149 — travaux d'aqueduc et d'égouts et de protection contre l'incendie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1962.

June 1, 1966	$ 500
June 1, 1967	500
June 1, 1968	500
June 1, 1969	500
June 1, 1970	500
June 1, 1971	1,000
June 1, 1972	1,000
June 1, 1973	1,000
June 1, 1974	1,000
June 1, 1975	1,000
June 1, 1976	1,000
June 1, 1977	1,000
June 1, 1978	1,000
June 1, 1979	1,500
June 1, 1980	1,500
June 1, 1981	1,500
June 1, 1982	21,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful rendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 28, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the office of the secretary-treasurer, Petit Saguenay, county of Chicoutimi.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Township of Dumas, (County of Chicoutimi), May 4, 1962.

LÉO BOUDREAULT,
Secretary-Treasurer.
Petit Saguenay, (Chicoutimi), P.Q.,
Telephone: 18. 61272

Parish of Notre-Dame-du-Sacré-Coeur
County of Rimouski

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned R. Boudreault, secretary-treasurer, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, county of Rimouski, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, May 29, 1962, for the purchase of an issue of $109,000 of bonds for the parish of Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, county of Rimouski, dated June 1, 1962, and redeemable serially from June 1, 1963 to June 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, mor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole or it may vary according to maturities.

By-law No. 149 — work on aqueduct and sewers and fire protection.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $109,000 — 20 ans Année	Capital
1er juin 1963	$ 1,000
1er juin 1964	1,000
1er juin 1965	1,000
1er juin 1966	1,500
1er juin 1967	1,500
1er juin 1968	1,500
1er juin 1969	1,500
1er juin 1970	2,000
1er juin 1971	2,000
1er juin 1972	2,000
1er juin 1973	2,500
1er juin 1974	2,500
1er juin 1975	2,500
1er juin 1976	2,500
1er juin 1977	3,000
1er juin 1978	3,000
1er juin 1979	3,500
1er juin 1980	4,000
1er juin 1981	4,500
1er juin 1982	66,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski, comté de Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 29 mai 1962 à 8 heures du soir, en la salle paroissiale de Sacré-Coeur, comté de Rimouski.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, (Comté de Rimouski), ce 7 mai 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
R. BOUDREAULT.

Adresse postale: 33, rue Dollard,
Nazareth, (Rimouski), P.Q.
Téléphone: 723-6125 à Nazareth. 61273-o

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $109,000 — 20 years Year	Capital
June 1, 1963	$ 1,000
June 1, 1964	1,000
June 1, 1965	1,000
June 1, 1966	1,500
June 1, 1967	1,500
June 1, 1968	1,500
June 1, 1969	1,500
June 1, 1970	2,000
June 1, 1971	2,000
June 1, 1972	2,000
June 1, 1973	2,500
June 1, 1974	2,500
June 1, 1975	2,500
June 1, 1976	2,500
June 1, 1977	3,000
June 1, 1978	3,000
June 1, 1979	3,500
June 1, 1980	4,000
June 1, 1981	4,500
June 1, 1982	66,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rimouski, county of Rimouski.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, May 29, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the parochial hall of Sacré-Coeur, county of Rimouski.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, (County of Rimouski), May 7, 1962.

B. BOUDREAULT,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 33, Dollard Street,
Nazareth, (Rimouski), P.Q.
Telephone: 723-6125 at Nazareth. 61273

La commission scolaire régionale de Chambly

Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Labine, secrétaire-trésorier, Chambly, comté de Chambly, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 28 mai 1962, pour l'achat de $3,500,000 d'obligations de la commission scolaire régionale de Chambly, comté de Chambly, datées du 1er juin 1962 et remboursables par séries du 1er juin 1963 au 1er juin 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non niférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er

The regional school commission of Chambly

County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Fernand Labine, secretary-treasurer, Chambly, county of Chambly, until 8:00 o'clock p.m. Monday, May 28, 1962, for the purchase of an issue of $3,500,000 of bonds for the regional school commission of Chambly, county of Chambly, dated June 1, 1962, and redeemable serially from June 1, 1963 to June 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The

décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 27 mars 1962, telle que modifiée — construction de deux écoles jumelées de 24 classes chacune, pour garçons et filles, dans la cité de Jacques-Cartier et pour déservir le comté de Chambly, achat de mobilier, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $3,500,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1963	x$149,000
1er juin 1964	x 158,000
1er juin 1965	x 167,000
1er juin 1966	x 177,000
1er juin 1967	x 188,000
1er juin 1968	x 199,000
1er juin 1969	x 211,000
1er juin 1970	x 224,000
1er juin 1971	x 237,000
1er juin 1972	x 252,000
1er juin 1973	117,000
1er juin 1974	124,000
1er juin 1975	131,000
1er juin 1976	139,000
1er juin 1977	147,000
1er juin 1978	156,000
1er juin 1979	166,000
1er juin 1980	175,000
1er juin 1981	186,000
1er juin 1982	197,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $1,500,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en dix versements des $150,000 chacun, de 1963 à 1972 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéances dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Les commissions scolaires qui font partie de la Commission Scolaire Régionale de Chambly et qui sont responsables de la présente émission sont: St-Lambert, Ville de Lemoyne, cité de Jacques-Cartier, Laflèche, Montréal-Sud, St-Basile le Grand, Boucherville, St-Bruno, St-Hubert et les Syndics d'Écoles catholiques de Greenfield Park.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jacques-Cartier, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 28 mai 1962 à 8 heures du soir, en l'école St-Michel, 31, rue Lorne, St-Lambert, comté de Chambly.

rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated March 27, 1962, as amended — construction of twin schools of 24 classrooms each, for boys and girls, in the city of Jacques-Cartier, and to serve the county of Chambly, purchase of furniture, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $3,500,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1963	x$149,000
June 1, 1964	x 158,000
June 1, 1965	x 167,000
June 1, 1966	x 177,000
June 1, 1967	x 188,000
June 1, 1968	x 199,000
June 1, 1969	x 211,000
June 1, 1970	x 224,000
June 1, 1971	x 237,000
June 1, 1972	x 252,000
June 1, 1973	117,000
June 1, 1974	124,000
June 1, 1975	131,000
June 1, 1976	139,000
June 1, 1977	147,000
June 1, 1978	156,000
June 1, 1979	166,000
June 1, 1980	175,000
June 1, 1981	186,000
June 1, 1982	197,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $1,500,000 granted by the Provincial Government and payable in ten instalments of $150,000, each, from 1963 to 1972 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The school commissions which form part of the Regional School Commission of Chambly, and which are responsible for the present issue are: St-Lambert, town of Lemoyne, city of Jacques-Cartier, Laflèche, Montreal-South, St-Basile le Grand, Boucherville, St-Bruno, St-Hubert and the Catholic school trustees of Greenfield Park.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jacques-Cartier, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all the branches of the Province of Quebec, for the bank mentioned in the loan procedure as well as at principal office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, May 28, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the St-Michel School, 31 Lorne Street, St-Lambert, county of Chambly.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chambly, (Comté de Chambly), ce 7 mai 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
FERNAND LABINE.

Adresse postale: 1356, Curé Poirier,
Jacques-Cartier, (Chambly), P.Q.
Téléphone: 677-6046. 61305-o

Municipalité de Charlesbourg-Est
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Émile le Page, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8.30 heures p.m., 1125, Avenue Bourg Royal, Charlesbourg-Est, ou jusqu'à 9 heures p.m., en l'école Bourg Royal, Charlesbourg-Est, comté de Québec, mardi, le 29 mai 1962, pour l'achat de $45,000 d'obligations de la municipalité de Charlesbourg-Est, comté de Québec, datées du 1er juin 1962 et remboursables par séries du 1er juin 1963 au 1er juin 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 116, tel que modifié — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $45,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1963	$ 500
1er juin 1964	500
1er juin 1965	500
1er juin 1966	500
1er juin 1967	500
1er juin 1968	1,000
1er juin 1969	1,000
1er juin 1970	1,000
1er juin 1971	1,000
1er juin 1972	1,000
1er juin 1973	1,000
1er juin 1974	1,000
1er juin 1975	1,000
1er juin 1976	1,000
1er juin 1977	1,500
1er juin 1978	1,500
1er juin 1979	1,500
1er juin 1980	1,500
1er juin 1981	1,500
1er juin 1982	26,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Chambly, (County of Chambly), May 7, 1962.

FERNAND LABINE,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 1356, Curé Poirier,
Jacques-Cartier, (Chambly), P.Q.
Telephone: 677-6046. 61305

Municipality of Charlesbourg-East
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Émile le Page, secretary-treasurer, until 8:30 p.m. 1125, Bourg Royal Avenue, Charlesbourg-East, or until 9:00 p.m., in the Bourg Royal School, Charlesbourg-East, county of Quebec, Tuesday, May 29, 1962, for the purchase of an issue of $45,000 of bonds for the municipality of Charlesbourg-East, county of Quebec, dated June 1, 1962, and redeemable serially from June 1, 1963 to June 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 116, as amended — work on aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $45,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1963	$ 500
June 1, 1964	100
June 1, 1965	500
June 1, 1966	500
June 1, 1967	500
June 1, 1968	1,000
June 1, 1969	1,000
June 1, 1970	1,000
June 1, 1971	1,000
June 1, 1972	1,000
June 1, 1973	1,000
June 1, 1974	1,000
June 1, 1975	1,000
June 1, 1976	1,000
June 1, 1977	1,500
June 1, 1978	1,500
June 1, 1979	1,500
June 1, 1980	1,500
June 1, 1981	1,500
June 1, 1982	26,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 29 mai 1962 à 9 heures du soir, en la salle du conseil, École de Bourg Royal, Charlesbourg-Est, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Charlesbourg-Est, (Comté de Québec), ce 9 mai 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
ÉMILE LE PAGE.

Adresse postale: 1125, Avenue Bourg Royal,
Charlesbourg-Est, (Québec), P.Q.
Téléphone: MA 3-4779. 61312-o

Village de Chesterville
Comté d'Arthabaska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marius Lafontaine, secrétaire-trésorier, St-Paul de Chester, comté d'Arthabaska, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 28 mai 1962, pour l'achat de $64,500 d'obligations du village de Chesterville, comté d'Arthabaska, datées du 1er juillet 1962 et remboursables par séries du 1er juillet 1963 au 1er juillet 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 1 N.S. — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $64,500 — 20 ans

Année		*Capital*
1er juillet 1963	x	$ 4,000
1er juillet 1964	x	4,500
1er juillet 1965	x	4,500
1er juillet 1966		1,000
1er juillet 1967		1,000
1er juillet 1968		1,000
1er juillet 1969		1,000
1er juillet 1970		1,000
1er juillet 1971		1,000
1er juillet 1972		1,000
1er juillet 1973		1,000
1er juillet 1974		1,500
1er juillet 1975		1,500
1er juillet 1976		1,500
1er juillet 1977		1,500
1er juillet 1978		1,500
1er juillet 1979		1,500
1er juillet 1980		2,000
1er juillet 1981		2,000
1er juillet 1982		30,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $12,557.43, accordé par le Ministère des Travaux publics et payable en trois versements de $4,185.81 chacun, de 1963 à 1965 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, May 29, 1962, at 9:00 o'clock p.m., at the Council Hall, Bourg Royal School, Charlesbourg-East, county of Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Charlesbourg-East, (County of Quebec), May 9, 1962.

ÉMILE LE PAGE,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 1125, Bourg Royal Avenue,
Charlesbourg-East, (Quebec), P.Q.
Telephone: MA 3-4779. 61312

Village of Chesterville
County of Arthabaska

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Marius Lafontaine, secretary-treasurer, St-Paul de Chester, county of Arthabaska, until 8:00 o'clock p.m., Monday, May 28, 1962, for the purchase of an issue of $64,500 of bonds for the village of Chesterville, county of Arthabaska, dated July 1, 1962, and redeemable serially from July 1, 1963 to July 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 1 N.S. — work on aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $64,500 — 20 years

Year		*Capital*
July 1, 1963	x	$ 4,000
July 1, 1964	x	4,500
July 1, 1965	x	4,500
July 1, 1966		1,000
July 1, 1967		1,000
July 1, 1968		1,000
July 1, 1969		1,000
July 1, 1970		1,000
July 1, 1971		1,000
July 1, 1972		1,000
July 1, 1973		1,000
July 1, 1974		1,500
July 1, 1975		1,500
July 1, 1976		1,500
July 1, 1977		1,500
July 1, 1978		1,500
July 1, 1979		1,500
July 1, 1980		2,000
July 1, 1981		2,000
July 1, 1982		30,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $12,557.43 granted by the Department of Public Works and payable in three instalments of $4,185.81, from 1963 to 1965 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only.

soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Paul de Chester, comté d'Arthabaska.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 28 mai 1962 à 8 heures du soir, en la salle de l'école, St-Paul de Chester, comté d'Arthabaska.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chesterville, (Comté d'Arthabaska), ce 9 mai 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
MARIUS LAFONTAINE.

St-Paul-de-Chester, (Arthabaska), P.Q.
Téléphone: 3 sonnez 2. 61313-o

Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Paul de Chester, county of Arthabaska.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 28, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the school hall St-Paul de Chester, county of Arthabaska.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chesterville, (County of Arthabaska), May 9, 1962.

MARIUS LAFONTAINE,
Secretary-Treasurer.

St-Paul-de-Chester, (Arthabaska), P.Q.
Telephone: 3 ring 2. 61313

Syndicats coopératifs

Holfast Credit Union

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 9 avril 1962, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Holfast Credit Union », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à St-Eustache, comté de Deux-Montagens.

Québec, le 3 mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
61279-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire de l'École Secondaire Dominique Racine

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 21 mars 1962, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « La Caisse Populaire de l'École Secondaire Dominique Racine », et que ce document a été déposé dans les archives du secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Chicoutimi, comté de Chicoutimi.

Québec, le 8 mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
61300-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire de St-Isidore

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 8 mars 1962, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « La Caisse Populaire de St-Isidore », et que ce document a été

Cooperative Syndicates

Holfast Credit Union

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated April 9, 1962, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Holfast Credit Union", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at St-Eustache, county of Two-Mountains.

Quebec, May 3, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
61279 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire de l'École Secondaire Dominique Racine

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated March 21, 1962, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "La Caisse Populaire de l'École Secondaire Dominique Racine", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Chicoutimi, county of Chicoutimi.

Quebec, May 8, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
61300 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire de St-Isidore

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated March 8, 1962, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "La Caisse Populaire de St-Isidore", and that

déposé dans les archives du secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Chicoutimi, comté de Chicoutimi.

Québec, le 8 mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

61301-o RAYMOND DOUVILLE.

such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Chicoutimi, county of Chicoutimi.

Quebec, May 8, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

61301 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicats professionnels

L'Association des Employés de Dufresne & Frères Ltée

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Employés de Dufresne & Frères Ltée », a été autorisée par le secrétaire de la province le 30 avril 1962.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Québec, le 8 mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

61303-o RAYMOND DOUVILLE.

Association Patronale des Arts Graphiques de Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 7 mai 1962, autorisé le changement de nom du « Syndicat Patronal de l'Imprimerie de Québec Incorporée », dont la constitution a été autorisée le 18 juin 1938, et dont le siège social est situé à Québec, en celui de l' « Association Patronale des Arts Graphiques de Québec », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Québec, le 8 mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

61304-o RAYMOND DOUVILLE.

Professional Syndicates

L'Association des Employés de Dufresne & Frères Ltée

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Employés de Dufresne & Frères Ltée", has been authorized by the Provincial Secretary on April 30, 1962.

The head office of the said professional syndicate is situated at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Quebec, May 8, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

61303 *Assistant Secretary of the Province.*

Association Patronale des Arts Graphiques de Québec

(*Professional Syndicates' Act*)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on May 7, 1962, authorized the change of name of the "Syndicat Patronal de l'Imprimerie de Québec Incorporée" the constitution of which was authorized on June 18, 1938, and whose head office is situated at Quebec, into that of the "Association Patronale des Arts Graphiques de Québec", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q., 1941, chapter 162).

Quebec, May 8, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

61304 *Assistant Secretary of the Province.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 11,796. CHAMPLAIN OIL PRODUCTS LIMITED, corporation légalement constituée ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, demandeur, saisissant, *vs* LIONEL LEMAY, résidant à 651, rue Laurier à Malartic district d'Abitibi, défendeur, saisi.

Avis de vente

L'immeuble suivant:

Un certain immeuble situé en la ville de Malartic connu et désigné comme étant les lots Nos 38 du bloc No 19 et la subdivision No 5, du lot

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 11,796. CHAMPLAIN OIL PRODUCTS LIMITED, body legally incorporated having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, plaintiff, seizing creditor *vs* LIONEL LEMAY, residing at 651 Laurier Street, in Malartic, district of Abitibi defendant, seized.

Notice of sale

The following immoveable:

A certain immoveable situated in the town of Malartic, known and designated as being lots No. 38 of Block No. 19 and subdivision No. 5 of

originaire No 603, du bloc No 3 aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Fournière, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Malartic, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI 1962 à DIX heures de l'avant-midi.

Amos, 28 mars 1962.

Le Shérif,
CONRAD PAQUETTE.

61097-16-2-o

original lot No. 603 of Block No. 3 in the official plan and book of reference for the township of Fournière, with all the buildings thereon consstructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Malartic, on the TWENTY-THIRD day of MAY, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

Amos, March 28, 1962.

CONRAD PAQUETTE,
Sheriff.

61097-16-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
District de Beauce

Cour Supérieure, No 28,606. HERVÉ DOSTIE, St-Joseph de Beauce, district de Beauce, *contre* HENRI DOSTIE, 315, Lindsay, Drummondville, comté de Drummond, Province de Québec, à savoir:

Une petite maison d'une superficie d'environ 25 pieds carrés, de deux étages, située sur le lot No 598-E bornée au nord-est par No 598-2 rue Taschereau, au sud-ouest par 598-9, au nord-ouest par 598-6; sauf et à distraire l'emplacement sur lequel se trouve cette maison, lequel emplacement appartient à Jos. Dostie, (St-Joseph de Beauce).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Joseph de Beauce, comté de Beauce, le TREIZIÈME jour de JUIN 1962, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ADOLPHE RENY.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce,
1er mai 1962.

61289-19-2-o

[Première insertion: 12 mai 1962]
[Seconde insertion: 2 juin 1962]

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
District of Beauce

Superior Court, No. 28,606. HERVÉ DOSTIE, St-Joseph de Beauce, district of Beauce, *against* HENRI DOSTIE, 315, Lindsay, Drummondville, county of Drummond, Province of Quebec, to wit:

A small house of about 25 square feet in size, two stories, situated on lot No. 598-E, bounded on the northeast by No. 598-2 Taschereau Street, to the southwest by 598-9, to the northwest by 598-6; save and to withsraw the emplacement on which this house is to be found, which emplacement belongs to Jos. Dostie, (St-Joseph de Beauce).

To be sold at the parochial church door, in the parish of St-Joseph de Beauce, county of Beauce, on the THIRTEENTH day of JUNE, 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADOLPHE RENY,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce,
May 1, 1962.

61289-19-2

[First insertion: May 12, 1962]
[Second insertion: June 2, 1962]

BEAUHARNOIS

Canada — Province de Québec
District de Beauharnois

Cour de Magistrat, No 12990. LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE de St-Clément (Melocheville), comté de Beauharnois, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires à Melocheville, comté et district de Beauharnois, demandeurs, *vs* HECTOR CHARETTE, de Melocheville, comté et district de Beauharnois.

À savoir: « *a*) D'une part, un lot vacant situé au Buisson à Melocheville, comté et district de Beauharnois, connu et désigné sous le numéro 38 de la subdivision du lot originaire numéro 391, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Clément (lot No 391-38) comté et district de Beauharnois, mesurant 50 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest, et 111 pieds de profondeur dans la ligne nord-est, mesure anglaise;

b) d'autre part, un emplacement situé au Buisson à Melocheville, comté et district de Beauharnois, portant le numéro civique un (1) de la rue Roy, connu et désigné sous le numéro 36, de la subdivision officielle du lot originaire numéro 391 (Ptie No 391-36) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Clément, comté de Beauharnois, mesurant 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur ,mesure

BEAUHARNOIS

Canada — Province of Quebec
District of Beauharnois

Magistrate's Court, No. 12990. THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE SCHOOL MUNICIPALITY of St. Clément (Melocheville), county of Beauharnois, legally incorporated corporation having its head office at Melocheville, county and district of Beauharnois, plaintiffs, *vs* HECTOR CHARETTE, of Melocheville, county and district of Beauharnois.

To wit: "*a*) On the one part, a vacant lot situated at Buisson at Melocheville, county and district of Beauharnois, known and designated under number 38 of the subdivision of the original lot number 391, on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Clément, (lot No. 391-38) county and district of Beauharnois, measuring 50 feet in width by 90 feet in depth in the southwest line, and 111 feet in depth in the northeast line, English measure;

b) On the other part, an emplacement situated at Buisson at Melocheville, county and district of Beauharnois, bearing civic number one (1) on Roy Street, known and designated under number 36, (Pt. No. 391-36) on the official plan and in the book of reference for the parish of St. Clement, county of Beauharnois, measuring 50 feet in width by 100 feet in depth, English measure, as it is to be found presently, with

anglaise. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel qu'il se trouve présentement, avec les servitudes active et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Notre-Dame de la Paix, district de Beauharnois, le QUATORZIÈME jour de JUIN, 1962, à DIX heures de l'avant-midi (heure d'été).

Bureau du Shérif, Valleyfield, le 5 mai 1962.

Le Shérif,
ERNEST POIRIER.
61290-19-2-o

[Première insertion le 12 mai 1962]

the actice pas passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable."

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de la Paix, district of Beauharnois, on the FOURTEENTH day of JUNE, 1962, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, Valleyfield, May 5, 1962.

ERNEST POIRIER, *Sheriff.*
61290-19-2

[First insertion: May 12, 1962]

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 28,888. HORACE LANGLAIS, cultivateur demeurant à St-Ambroise, comté de Lapointe, demandeur; *vs* LE COMMISSARIAT INDUSTRIEL DE JONQUIÈRE KÉNOGAMI, corporation légalement constituée ayant le siège de ses affaires dans la cité de Jonquière, P.Q., défenderesse.

« Toute cette partie de terrain, de figure irrégulière et de superficie inconnue, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Bourget comme faisant partie du lot numéro seize (Ptie No 16), dans le rang est (Rg. E.) dudit canton, comprises dans les bornes et limites suivantes: vers l'est par les terres du canton Simard, vers le nord par la ligne limitative sud du lot numéro dix-sept (17) des rang et canton susdits, vers l'ouest par la rue Simard, et vers le sud par la ligne limitative nord du lot numéro quinze (15) desdits même rang et canton, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ».

Sauf à distraire de cedit terrain, si nécessaire, la partie d'icelui vendue par Monsieur Ernestas Langlais à Sa Majesté la Reine Elizabeth II, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chicoutimi, le 8 mai 1956, sous le numéro 132-709 ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Ambroise, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de MAI 1962, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Chicoutimi, le 12 avril 1962.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.
61098-16-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 28,888. HORACE LANGLAIS, farmer living at St-Ambroise, county of Lapointe, plaintiff; *vs* LE COMMISSARIAT INDUSTRIEL DE JONQUIÈRE KÉNOGAMI, body legally incorporated having its head office in the city of Jonquière, P.Q., defendant.

"All that part of the terrain, irregular in shape and of an unknown area, known and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the township of Bourget, as forming part of lot number sixteen (P. No. 16) on the east range (E. range) in said township, enclosed within the following boundaries and limits: on the east by the farms in the township of Simard, on the north by the limitative south line of lot number seventeen (17) on the above-mentioned range and township, on the west by Simard Street, and on the south by the limitative north line of lot number fifteen (15) on said same range and in said township, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies".

Save to be withdrawn from this said terrain, if necessary, is the part of the same sold by Mr. Ernestas Langlais to Her Majesty Queen Elizabeth II, according to a deed registered in the registry office of the county of Chicoutimi, on May 8, 1956, under number 132-709".

To be sold at the parochial church door of St-Ambroise, on the TWENTY-FOURTH day of the month of MAY, 1962, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Chicoutimi, April 12, 1962.

RENÉ DELISLE, *Sheriff.*
61098-16-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 21,457. HYACINTHE JALBERT, demandeur; *vs* ADÉLARD MICHAUD, défendeur.

Une maison d'habitation d'un étage et demi, mesurant environ dix-huit pieds par vingt-deux pieds et un garage ou entrepôt de vingt pieds par trente pieds, situé sur un terrain mesurant cinquante pieds de front, soixante pieds de profondeur, plus ou moins, borné au sud à J.-A. Rioux, à l'ouest, à Louis Bossé, au nord, à Théodore Michaud, et à l'est, au chemin public, lequel

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 21,457. HYACINTHE JALBERT, plaintiff; *vs* ADÉLARD MICHAUD, defendant.

A dwelling house of a storey and one/half measuring about eighteen feet by twenty-two feet and a garage or warehouse of twenty feet by thirty feet, situated on a lot measuring fifty feet in front, sixty feet in depth, more or less, bounded on the south by J.-A. Rioux, on the west, by Louis Bossé, on the north, by Théodore Michaud, and on the east, by the public road,

terrain fait partie du lot numéro trente-huit (p. 38) du cadastre officiel pour la paroisse de Cacouna, comté de Rivière-du-Loup.

Les droits et intérêts que le demandeur Hyacinthe Jalbert a ou peut avoir dans un bail à rente, avec M. Georges Michaud, de Cacouna, pour les terrains ci-dessus décrits.

Pour être vendus à la porte de l'église de Cacouna, comté de Rivière-du-Loup, le VINGT-UNIÈME jour de JUIN 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, MAURICE MORIN.
Rivière-du-Loup, ce 7 mai 1962. 61291-19-2-o
[Première insertion, le 12 mai 1962]

which lot forms part of lot number thirty-eight (p. 38) of the official cadaster for the parish of Cacouna, county of Rivière-du-Loup.

The rights and interests that the plaintiff, Hyacinthe Jalbert has or may have in ground rents with Mr. Georges Michaud, of Cacouna, for lots above described.

To be sold at the church door of Cacouna, county of Rivière-du-Loup, on the TWENTY-FIRST day of JUNE, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Rivière-du-Loup, May 7, 1962. 61291-19-2
[First insertion, on May 12, 1962]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir No 559 079. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., demanderesse, *vs* IRENÉE SIROIS, défendeurs.

1° Les lots numéro 284-285 de la subdivision du lot originaire numéro 233 (233-284 et 285) aux plan et livre de renvoi officiel de la paroisse St-Antoine-de-Longueuil, division d'enregistrement de Chambly avec bâtisse dessus érigée particulièrement cette maison portant numéro civique 2081 de la rue Raymond à Laflèche.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de MAI 1962, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE, C.R.
Montréal, le 16 avril 1962. 61099-16-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 631667. { BERT KORNEK, demandeur, *vs* BRUNO RUBA, défendeur, et CONGREGATION YETEV LAV CONGREGATION GOOD HEART, tiers-saisi.

Comme appartenant au tiers-saisi

« Un emplacement ayant front sur la rue St-Urbain en la cité de Montréal et connu et désigné comme le lot portant le numéro 577 de cette subdivision officielle du lot originaire numéro 11-577 sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte St-Louis, mesurant 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, et borné, ledit emplacement, comme suit:

En front par la rue St-Urbain, à l'arrière par une ruelle commune, au sud-est par le numéro 11-576 desdits plan et livre de renvoi officiels, et au nord par le numéro 11-578 desdits plan et livre de renvoi officiels. Avec une maison dessus construite portant le numéro civique 5214, rue St-Urbain, Montréal. Tel que le tout subsiste présentement avec servitudes actives et passives ou occultes attachées audit emplacement. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour du mois de JUIN 1962, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE, C.R.
Montréal, 8 mai 1962. 61309-19-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit No. 559 079. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., plaintiff *vs* IRENÉE SIROIS, defendant.

Lots numbers 284-285 of the subdivision of original lot number 233 (233-284 and 285) on the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine-de-Longueuil, registry division of Chambly, with a building thereon erected, in particular, this house bearing civic number 2081, of Raymond Street at Laflèche.

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTY-FIFTH day of the month of MAY 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, April 16, 1962. 61099-16-2

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 631667. { BERT KORNEK, plaintiff, *vs* BRUNO RUBA, defendant, and CONGREGATION YETEV LAV CONGREGATION GOOD HEART, garnishee.

As belonging to the garnishee

"An emplacement fronting on St-Urbain Street in the city of Montreal and known and designated as lot bearing number 577 of this official subdivision of original lot number 11-577 on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Côte St-Louis, measuring 50 feet in width by 100 feet in depth, English measure, and more or less, and bounded, said emplacement as follows:

In front by St-Urbain Street, in rear by a common lane, in southeast by number 11-576 on said official plan and book of reference and in north by number 11-578 on said official plan and book of reference. With a house thereon erected bearing civic number 5214, St-Urbain Street Montreal. As this all now subsists with servitudes active and passive or occult attached to the said emplacement."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JUNE, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, May 8, 1962. 61309-19-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 546 861. { ALEXANDER TANNAHILL et DAME MARGARET MANNING,

épouse séparée de biens d'Alexander Tannahill, lequel apparaît aux présentes aux fins d'autoriser son épouse, demandeurs, *vs* R. NAUD, défendeur, et ROLAND DAIGNEAULT, Mis-en-cause, comme appartenant au défendeur.

«Un emplacement situé à East-Greenfield, comté de Chambly, connu et composé des lots numéros douze cent quatre-vingt-dix-sept, douze cent quatre-vingt-dix-huit, douze cent quatre-vingt-dix-neuf et mille trois cents de la subdivision du lot originaire cent soixante et onze (171-1297-1298-1299-1300), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Hubert, mesurant en tout 100 pieds de largeur, sur 100 pieds de profondeur mesure anglaise, plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées et portant le numéro civique 364 de l'avenue Lorne. »

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement du Comté de Chambly, à Longueuil, le QUINZIÈME jour du mois de JUIN 1962, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 8 mai 1962.

61310-19-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 546 861. { ALEXANDER TANNAHILL and DAME MARGARET MANNING,

wife separate as to property of Alexander Tannahill, who appears on these presents for the purpose of authorizing his wife, plaintiffs, *vs* R. NAUD, defendant, and ROLAND DAIGNEAULT, Mis-en-cause, as belonging to the defendant.

"An emplacement situated at East-Greenfield, county of Chambly, known and made up of lots numbers twelve hundred and ninety-seven, twelve hundred and ninety-eight, twelve hundred and ninety-nine and thirteen hundred of the original lot one hundred and seventy-one (171-1297, 1298-1299-1300), on the official plan and in the book of reference for the parish of St-measuring in all 100 feet in width by 100 feet in depth, English measure, more or less, with the buildings thereon erected and bearing civic number 364 on Lorne Avenue."

To be sold at the Registry Office of the county of Chambly, at Longueuil, on the FIFTEENTH day of the month of JUNE, 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff

Sheriff's Office,
Montreal, May 8, 1962.

61310-19-2

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, No 2640. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur *vs* M. OCTAVE CHAMPAGNE, cultivateur, domicilié à Aston Jonction, comté et district de Nicolet, défendeur et M. RAYMOND ALARIE, en sa qualité de syndic à la faillite d'Octave Champagne, mis-en-cause.

« Les lots numéros deux cent quatre-vingt-trois (283) et deux cent quatre-vingt-six (286) du cadastre de la paroisse de Ste-Monique, comté de Nicolet, avec maison et autres bâtisses et dépendances dessus. À distraire de ce dernier lot l'emplacement appartenant actuellement à Réséda Therrien, suivant titres ».

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de Ste-Monique, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI 1962, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ANTONIO BLONDIN.

Bureau du Shérif,
Nicolet, 14 avril 1962.

61100-16-2

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Superior Court, No. 2640. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* M. OCTAVE CHAMPAGNE, farmer, domiciled at Aston Jonction, county and district of Nicolet, defendant, and M. RAYMOND ALARIE, in his quality as assignee to the bankruptcy of Octave Champagne, mis-en-cause.

"Lots number two hundred and eighty-three (283) and two hundred and eighty-six (286) of the cadaster of the parish of Ste-Monique, county of Nicolet, with house and other buildings and dependencies thereon. To withdraw from the latter lot the emplacement belonging presently to Réséda Therrien, according to titles".

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Monique, on the TWENTY-THIRD day of MAY, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Nicolet, April 14, 1962.

61100-16-2-o

QUÉBEC

Fiei Facias

Québec, à savoir: No 114-809. { EMILE LORTIE, domicilié et résidant à 280, Seigneuriale, Beauport, district de Québec, *contre* DAME M. A. ARSENAULT, faisant affaires seule, sous les nom et raison sociale de « Quebec Instrumentation Registered », à Beauport, district de Québec.

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit : No. 114-809. { EMILE LORTIE, domiciled and living at 280, Seigneuriale, Beauport, district of Quebec, *vs* DAME M. A. ARSENAULT, carrying on business in her own name, under the name and style of "Québec Instrumentation Registered", at Beauport, district of Quebec.

La subdivision soixante-et-onze du lot originaire No (1542-71) du cadastre de Beauport, comté de Québec, avec bâtisse y dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Beauport, comté de Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 13 avril 1962. 61101-16-2-o
[Première insertion: 21 avril 1962.]
[Deuxième insertion: 12 mai 1962.]

Subdivision seventy-one of the original lot No. (1542-71) of the cadaster of Beauport, county of Quebec, with building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Beauport, county of Quebec, the TWENTY-FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, April 13, 1962. 61101-16-2
[First insertion: April 21, 1962.]
[Second insertion: May 12, 1962.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 100-725. DUCHESNE LIMITÉE, corps politique et dûment incorporé, ayant son siège social sur la rue Commerciale, à la Tuque, *contre* ROMÉO TREMBLAY, journalier, domicilié sur la route 19, rang 1, Boulevard Ducharme, à la Tuque.

Un lot de terres ou emplacement situé en dehors des limites de la Ville de La Tuque de la contenance cent (100′) pieds de largeur sur cinq cent cinquante-cinq (555′) pieds de longueur plus ou moins, mesure anglaise, connu et désigné sous les numéros trente-huit-six-huit (38-6-8) partie de trente-huit-cinq (38-5) trente-sept-huit (37-8) au plan et livre de renvoi officiels dans les bornes suivantes du cadastre pour le premier rang du canton Maihot compris dans les bornes suivantes: en front au lot trente-huit-sept-un (38-7-1) d'un côté aux droits de passage accordé sur le lot de Jos. Lamontagne d'autres côté à ligne de division des lots 38-6-7 et 38-6-8 et résidu des lots 38-5 et 37-8, en profondeur à cinq cent cinquante-cinq (555′) pieds du lot 38-7-1 avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Zéphirin de La Tuque, comté de Champlain, le QUINZIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 7 mai 1962. 61316-19-2-o
[Première insertion: 12 mai 1962.]
[Deuxième insertion: 2 juin 1962.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 100-725. DUCHESNE LIMITÉE, a body politic and duly incorporated, having its head office on Commercial Street, at La Tuque, *against* ROMÉO TREMBLAY, laborer, domiciled on route 19, range 1, Ducharme Boulevard, at La Tuque.

A lot of land or emplacement situated outside the limits of the town of La Tuque containing one hundred (100′) feet in width by five hundred and fifty-five (555′) feet in length more or less, English measure, known and designated under numbers thirty-eight-six-eight (38-6-8) part of thirty-eight-five (38-5) thirty-seven-eight (37-8) on the official plan and in the book of reference within the following boundaries of the cadaster for the first range of the township of Maihot comprised within the following boundaries: in front, by lot thirty-eight-seven-one (38-7-1) on one side with rights of way granted on the lot of Jos. Lamontagne, on the other side, by the dividing line of lots 38-6-7 and 38-6-8 and residue of lots 38-5 and 37-8, in depth five hundred and fifty-five (555′) feet from lot 38-7-1 with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Zéphirin de La Tuque, county of Champlain, on the FIFTEENTH day of JUNE next at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, May 7, 1962. 61316-19-2
[First insertion: May 12, 1962.]
[Second insertion: June 2, 1962.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 113-618. MADAME LAURENCE GILBERT-POITRAS, veuve non remariée de Phil Poitras, domiciliée à 750, Calixa-Lavallée, Québec, P.Q., *contre* NORMAND WELLS, Garde-Chasse, 70, rue Colombier Est, Québec, P.Q.

Un emplacement de figure irrégulière, situé à St-Romuald d'Etchemin, au coin des rues St-Robert et Dollard, mesurant cinquante pieds (50′) de largeur sur cent quinze pieds (115′) de profondeur au nord-ouest et cent dix-sept pieds (117′) de profondeur au sud-est, et contenant en superficie 5,800 pi. carrés, le tout plus ou moins et mesures anglaises, borné au nord-ouest au lot 105-4-1, au sud-est à ladite rue Dollard, au nord-est à ladite rue St-Robert, et au sud-ouest au lot 105-4 non subdivisé, et connu sous la resubdivision deux de la subdivision quatre du lot originaire cent cinq (105-4-2) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis, avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 113-618. MRS. LAURENCE GILBERT-POITRAS, unremarried widow of Phil Poitras, domiciled at 750, Calixa-Lavallée, Quebec, P.Q., *against* NORMAND WELLS, gamekeeper, 70, Colombier Street, East, Quebec, P.Q.

An emplacement of irregular figure stiuated at St-Romuald d'Etchemin, at the corner of St-Robert and Dollard Streets, measuring fifty feet (50′) in width by one hundred and fifteen feet (115′) in depth on the north-west and one hundred and seventeen feet (117′) in depth on the southeast, and containing in area 5,800 square feet, the whole more or less and English measure, bounded on the northwest by lot 105-4-1, on the southeast by the said Dollard Street, on the northeast by the said St. Robert Street, and on the southwest by unsubdivided lot 105-4, and known under re-subdivision two of subdivision four of the original lot one hundred and five (105-4-2) of the official cadaster for the parish of St-Romuald d'Etchemin, county of Levis, with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis, le QUINZIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 7 mai 1962. 61317-19-2-o

[Première insertion: 12 mai 1962]
[Deuxième insertion: 2 juin 1962]

To be sold at the church door of St-Romuald d'Etchemin, county of Levis, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, May 7, 1962. 61317-19-2

[First insertion: May 12, 1962]
[Second insertion: June 2, 1962]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Saguenay

Cour Supérieure, No 25.334. } GALIENNE AUTO INC., corps politique légalement constitué ayant un bureau d'affaires à Sept-Iles, district de Saguenay, demanderesse; *vs* OVILA PARENT, domicilié à 356 rue Dequen, ville de Sept-Iles, district de Saguenay.

Un terrain ou emplacement situé en la ville de Sept-Iles portant le numéro 530 au cadastre officiel de ladite ville de Sept-Iles, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI, 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 16 avril 1962. 61102-16-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski and Saguenay

Superior Court, No. 25.334. } GALIENNE AUTO INC., body politic legally incorporated having a place of business at Sept-Iles, district of Saguenay, plaintiff, *vs* OVILA PARENT, domiciled at 356, Dequen Street, town of Sept-Iles, district of Saguenay.

A lot of land or emplacement situated in the town of Sept-Iles, bearing number 530 in the official cadaster of the said town of Sept-Iles, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Joseph on the TWENTY-THIRD day of MAY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, April 16, 1962. 61102-16-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour de Magistrat, No 22,427. } LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE CADILLAC, corporation légalement constituée ayant son siège social à Cadillac, districts conjoints de Rouyn-Noranda et Abitibi, demanderesse, *vs* PAUL BÉNARD, domicilié à Cadillac, districts conjoints de Rouyn-Noranda et d'Abitibi, défendeur.

« Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot No 60 du Bloc 46, canton Cadillac, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église Ste-Brigitte de Cadillac, Québec, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DIANIS LAFRENIÈRE.
Rouyn, le 13 avril 1962. 61103-16-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour de Magistrat, No 22,430. } LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE CADILLAC, corporation légalement constituée ayant son siège social à Cadillac, districts conjoints de Rouyn-Noranda et Abitibi, demanderesse, *vs* JOSEPH CLOUTIER, domicilié à Cadillac, districts conjoints de Rouyn-Noranda et d'Abitibi, défendeur.

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terres
District of Rouyn-Noranda

Magistrate's Court, No. 22,427. } THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY OF CADILLAC, body politic and corporate having its head office at Cadillac, joint districts of Rouyn-Noranda and Abitibi, plaintiffs, *vs* PAUL BÉNARD, residing in Cadillac, joint districts of Rouyn-Noranda and Abitibi, defendant.

"A certain lot of land known and designated as Lot 60, Block 46 on the official plan and book of reference for the township of Cadillac, with buildings thereon erected, members and appurtenances."

To be sold at the door of Ste-Brigitte's Church of Cadillac, Quebec, on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of MAY 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Rouyn, April 13, 1962. 61103-16-2-o

Fieri Facias de Terris
District of Rouyn-Noranda

Magistrate's Court, No. 22,430. } THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY OF CADILLAC, body politic and corporate having its head office at Cadillac, joint districts of Rouyn-Noranda and Abitibi, plaintiffs, *vs* JOSEPH CLOUTIER, residing in Cadillac, joint districts of Rouyn-Noranda and Abitibi, defendant.

« Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot No 237, bloc 46, canton Cadillac, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

« Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot No 240, Bloc 46, canton Cadillac, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus à la porte de l'église Ste-Brigitte de Cadillac, Québec, MERCREDI le VINGT-TROISIÈME jour de MAI 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
DIANIS LAFRENIÈRE.

Bureau du Shérif,
Rouyn, le 13 avril 1962.

61104-16-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour de Magistrat, No 22,428.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE CADILLAC, corporation légalement constituée ayant son siège social à Cadillac, districts conjoints de Rouyn-Noranda et Abitibi, demanderesse, *vs* ROLAND DUTIL, domicilié à Cadillac, districts conjoints de Rouyn-Noranda et d'Abitibi, défendeur.

« Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot No 460, Bloc 46, canton Cadillac, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

« Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot No 461, bloc 46, canton Cadillac, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. ».

Pour être vendus à la porte de l'église Ste-Brigitte de Cadillac, Québec, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
DIANIS LAFRENIÈRE.

Bureau du Shérif,
Rouyn, le 13 avril 1962.

61105-16-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour de Magistrat, No 22,435.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE CADILLAC, corporation légalement constituée ayant son siège social à Cadillac, districts conjoints de Rouyn-Noranda et Abitibi, demanderesse, *vs* ARTHUR LAVIGNE, domicilié à Malartic, district d'Abitibi, défendeur.

« Un certain lot de terre, connu et désigné comme étant le lot No 302, bloc 46, canton de Cadillac, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu à la porte de l'église Ste-Brigitte de Cadillac, Québec, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
DIANIS LAFRENIÈRE.

Bureau du Shérif,
Rouyn, le 13 avril 1962.

61106-16-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour de Magistrat, No 22,429.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ SCO-

« A certain lot of land known and designated as lot No. 237, block 46 on the official plan and book of reference for the township of Cadillac, with buildings thereon erected, members and appurtenances."

"A certain lot of land known and designated as lot No 240, block 46 on the official plan and book of reference for the township of Cadillac, with buildings thereon erected, members and appurtenances."

To be sold at the door of Ste-Brigitte's church of Cadillac, Quebec, on WEDNESDAY the TWENTY-THIRD day of MAY 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rouyn, April 13, 1962.

61104-16-2-o

Fieri Facias de Terris
District of Rouyn-Noranda

Magistrate's Court, No. 22,428.

THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY OF CADILLAC, body politic and corporate having its head office at Cadillac, joint districts of Rouyn-Noranda and Abitibi, plaintiffs, *vs* ROLAND DUTIL, residing in Cadillac, joint district of Rouyn-Noranda and Abitibi, defendant.

"A certain lot of land known and designated as lot 460, block 46, on the official plan and book of reference for the township of Cadillac, with buildings thereon erected, members and appurtenances."

"A certain lot of land known and designated as lot 461, block 46, on the official plan and book of reference for the township of Cadillac, with buildings thereon erected, members and appurtenances."

To be sold at the door of Ste-Brigitte's Church of Cadillac, Quebec, on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of MAY 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rouyn, April 13, 1962.

61105-16-2-o

Fieri Facias de Terris
District of Rouyn-Noranda

Magistrate's Court, No. 22,435.

THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY OF CADILLAC, body politic and corporate having its head office at Cadillac, joint districts of Rouyn-Noranda and Abitibi, plaintiffs, *vs* ARTHUR LAVIGNE, residing in Malartic, district of Abitibi, defendant.

"A certain lot of land known and designated as lot No. 302, block 46 on the official plan and book of reference for the township of Cadillac, with buildings thereon erected, members and appurtenances".

To be sold at the door of Ste-Brigitte's Church of Cadillac, Quebec, on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of MAY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rouyn, April 13, 1962.

61106-16-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour de Magistrat, No 22,429.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ SCO-

Fieri Facias de Terris
District of Rouyn-Noranda

Magistrate's Court, No. 22,429.

THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY

LAIRE DE CADILLAC, corporation légalement constituée ayant son siège social à Cadillac, districts conjoints de Rouyn-Noranda et Abitibi, demanderesse, *vs* ROCH MARCHAND, domicilié à Cadillac, districts conjoints de Rouyn-Noranda et d'Abitibi, défendeur.

« Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot No 125, bloc 46, canton Cadillac, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église Ste-Brigitte de Cadillac, Québec, MERCREDI le VINGT-TROISIÈME jour de MAI 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DIANIS LAFRENIÈRE.
Rouyn, le 13 avril 1962. 61107-16-2-o

OF CADILLAC, body politic and corporate having its head office at Cadillac, joint districts of Rouyn-Noranda and Abitibi, plaintiffs, *vs* ROCH MARCHAND, domiciled at Cadillac, joint districts of Rouyn-Noranda and Abitibi, defendant.

"A certain lot of land known and designated as lot 125, block 46 on the official plan and book of reference for the township of Cadillac, with buildings thereon erected, members and appurtenances."

To be sold at the door of Ste-Brigitte's church of Cadillac, Quebec, on WEDNESDAY the TWENTY-THIRD day of MAY 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rouyn, April 13, 1962. 61107-16-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour de Magistrat, No 22,431. LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE CADILLAC, corporation légalement constituée ayant son siège social à Cadillac, districts conjoints de Rouyn-Noranda et Abitibi, demanderesse, *vs* ALBERT TURCOTTE, domicilié à Cadillac, districts conjoints de Rouyn-Noranda et d'Abitibi, défendeur.

« Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot No 150, bloc 46, canton Cadillac, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église Ste-Brigitte de Cadillac, Québec, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DIANIS LAFRENIÈRE.
Rouyn, le 13 avril 1962. 61108-16-2-o

Fieri Facias de Terris
District of Rouyn-Noranda

Magistrate's Court, No. 22,431. THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY OF CADILLAC, body politic and corporate having its head office at Cadillac, joint districts of Rouyn-Noranda and Abitibi, plaintiffs, *vs* ALBERT TURCOTTE, residing in Cadillac, joint districts of Rouyn-Noranda and Abitibi, defendant.

"A certain lot of land known and designated as lot 150, block 46, on the official plan and book of reference for the township of Cadillac, with buildings thereon erected, members and appurtenances."

To be sold at the door of Ste-Brigitte's Church of Cadillac, Quebec, on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of MAY 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rouyn, April 13, 1962. 61108-16-2-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, No 23 718. ROBERT ROY, entrepreneur général, domicilée à East-Angus, district de St-François, demandeur, *vs* MARC NADEAU, journalier, domicilié à East Broughton, district de Beauce, défendeur.

« Un lot de terre situé à St-Gérard, comté de Wolfe, connu sous le numéro cent soixante (160), du cadastre officiel du village du Lac Weedon, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes créées sur ledit immeuble et notamment avec la servitude créée en faveur de The Shawinigan Water and Power Company, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement de Wolfe, sous numéro 54856. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Gérard, comté de Wolfe, MARDI, le DOUZIÈME jour de JUIN 1962, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.
District de St-François,
ce 3 mai 1962. 61292-19-2-o
[Première insertion le 12 mai 1962]

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, No. 23 718. ROBERT ROY, general contractor, domiciled at East-Angus, district of St. Francis, plaintiff, *vs* MARC NADEAU, labourer, domiciled at East Broughton, district of Beauce, defendant.

"A lot of land situated at St-Gérard, county of Wolfe, known under number one hundred and and sixty (160) of the official cadastre of the village of Lake Weedon, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with the servitudes active and passive, apparent or occult created on the said immovable and specially with the servitude created in favour of The Shawinigan Water and Power Company, according deed registered at the registry office of Wolfe, under number 54856."

To be sold at the door of the parochial church of St-Gérard, county of Wolfe, TUESDAY, the TWELFTH day of JUNE, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Sherbrooke, DONAT JACQUES,
District of St. Francis, *Sheriff.*
May the 3, 1962. 61292-19-2
[First insertion the 12th of May, 1962]

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 13641. { LABORATOIRE BIO-CHIMIQUE INC., corps politique légalement incorporé

ayant sa principale place d'affaires à Montréal, dit district, demandeur, *vs* RAYMOND McCLURE, médecin, de St-Hugues, comté de Bagot, district de St-Hyacinthe, défendeur.

Annonce de vente par le Shérif

Un emplacement situé au village de St-Hugues, comté de Bagot, de la contenance d'un arpent de largeur le long de la rue Notre-Dame, par 162 pieds de profondeur, plus ou moins, et mesure anglaise, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix (290), du cadastre officiel de St-Hugues, avec bâtisses dessus érigées, et borné de la façon suivante: en front par la rue Notre-Dame, en profondeur par le résidu dudit lot 290, appartenant à Éphrem Laperle ou représentant d'un côté par la route qui conduit du 2ème rang au 3ème rang, et de l'autre côté par le terrain d'Hilaire Lecomte.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Hugues, district de St-Hyacinthe, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI 1962, à TROIS heures p.m.

Le Shérif,
GÉRARD BEAUDET.

Bureau du Shérif,
St-Hyacinthe, le 16 avril 1962. 61113-16-2-o

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province of Quebec
District of St-Hyacinthe

Superior Court, No. 13641. { LABORATOIRE BIO-CHIMIQUE INC., political body legally incorporated having his main business place in Montreal, said district, plaintiff, *vs* RAYMOND McCLURE, doctor, St-Hugues, Bagot County, district of St-Hyacinthe, defendant.

Announcement of sale by Sheriff.

A piece of land located in the village of St-Hugues, Bagot County, measuring one arpent in width along Notre-Dame Street, by 162 feet length, more or less, English measure, known and designated as being a part of lot two hundred and ninety (290) of the registrer office, on St-Hugues, with buildings thereon erected, and bounded as follows: in front by Notre-Dame Street, in lenght by the remainder of the said lot 290, owned by Éphrem Laperle or a representative on one side by the road leading, from 2rd range to the 3rd range and on the otherside by the lot of Hilaire Lecomte.

To be sold at the parochial church door of St-Hugues, district of St-Hyacinthe, on the TWENTY-SECOND day of MAY, 1962, at THREE o'clock p.m.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Hyacinthe, April 16, 1962. 61113-16-2-o

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour de Magistrat, No 24447. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE ST-HUGUES, corporation légalement constituée ayant son siège social à St-Hugues, comté de Bagot, district de St-Hyacinthe, demandeurs, *vs* DAME CÉCILE PROVENÇAL, épouse de Gaston Brin, garagiste, domicilié et résidant à 2034, rue Hébert, Ville LaSalle, district de Montréal, défenderesse.

Lot P-137: un terrain situé au village de St-Hugues, d'une superficie d'environ 126 pieds de largeur sur 60 pieds de profondeur, borné en front par la rue St-François, en profondeur par partie du même lot (P-137), d'un côté, au sud est par la rue St-Germain et de l'autre côté au nord ouest par le terrain de Georges Lemieux, circonstances et dépendances.

Lot P-267: une portion de terre située en ladite paroisse de St-Hugues au 2e rang comprenant 1 arpent et 1 perche de largeur sur 3 arpents 9 perches de profondeur, borné en front par le lot 266 à l'autre bout par le lot 269, du côté est par l'autre moitié du lot 267 et du côté ouest par le lot 268.

Lot P-79: un certain terrain faisant partie du lot 79 contenant ¼ d'arpent de largeur sur environ 10 arpents de profondeur, borné à un bout par partie du même lot (P-79), à l'autre bout par les terres de St-Marcel joignant d'un côté sud est le lot 80 et du côté nord ouest partie du même lot (P-79).

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de St-Hugues, district de St-Hyacinthe, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI 1962, à ONZE heures a.m.

Le Shérif,
GÉRARD BEAUDET.

Bureau du Shérif,
St-Hyacinthe, le 14 avril 1962. 61114-16-2-o

Canada — Province of Quebec
District of St. Hyacinthe

Magistrate's Court, No. 24447. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE ST-HUGUES, body legally incorporated, having a place of business in St. Hugues, Bagot, county, district of St. Hyacinthe, plaintiffs, *vs* DAME CÉCILE PROVENÇAL, wife of Gaston Brin, garagist, domiciled and residing at 2034, Hébert Street, Ville LaSalle, district of Montreal, defendant.

Lot P-137: A piece of land situated in the village of St. Hugues, of approximately 126′ feet of width by 60′ feet of lenght, bounded by St. François Street in front, depth by part of same lot (P-137), on one side, on south east by St. Germain Street, and on the other side north west by the land of Georges Lemieux, circumstances and dependences.

Lot P-267: A portion of land situated in the said parish of St. Hugues 2nd rang measuring 1 arpent by 1 perch of width by 3 arpents 9 perchs lenght, bounded in front by lot 266 and at the other end by lot 269, on east side by the other half of lot 267 end west side by lot 268.

Lot P-79: A certain land being part of lot 79 measuring ¼ of an arpent of width on about 10 arpents in lenght, bounded at one end by part of same lot (P-79), and at the other end by the land of St. Marcel joining on the south east side lot 80 and on the north west side part of same lot (P-79).

To be sold at the parochial church door of St. Hugues, district of St. Hyacinthe, on the TWENTY-THIRD day of MAY, 1962, at ELEVEN o'clock a.m.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff.

Sheriff's office,
St. Hyacinthe, April 14, 1962. 61114-16-2-o

Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 466-832. ARMAND LAMBERT, St-Valérien, comté de Shefford, *vs* LÉONA TOURANGEAU, épouse séparée de biens de Charles Vézina, de lieux inconnus.

Annonce de vente par le Shérif.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures de l'avant-midi le septième jour de Novembre 1961, à la porte de l'église paroissiale de St-Liboire, comté de Bagot, aura lieu à DIX heures TRENTE de l'avant-midi, le TREIZIÈME jour de JUIN 1962 à la porte de l'église paroissiale de St-Liboire, comté de Bagot.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, St-Hyacinthe, ce 3 mai 1962.

Le Shérif,
GÉRARD BEAUDET.
61293-19-2-o

Province of Quebec
District of St-Hyacinthe

Superior Court, No. 466-832. ARMAND LAMBERT, St-Valérien, county of Shefford, *vs* LÉONA TOURANGEAU, wife separate as to property of Charles Vézina, of unknown whereabouts,

Notice of sale by Sheriff.

Notice is by now given, that the sale of the property, seized in present case, which, was to be sold at eleven o'clock a.m. in the forenoon, the seventh day of November 1961, at the parochial church door of St-Liboire, in Bagot county, will now be sold at TEN o'clock and THIRTY minutes in the forenoon at the parochial church door of St-Liboire in Bagot, county, the THIRTEENTH day of JUNE 1962.

Sheriff's Office, Court House, St-Hyacinthe, May 3, 1962.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff.
61293-19-2-o

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 13545. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* ROLAND ROBERTSON, cultivateur domicilié à Acton Vale, comté de Bagot, défendeur, LAURENT LANGEVIN, ès-qualité, mis-en-cause.

Vente par le Shérif

« Une terre située en la paroisse de St-André d'Acton, étant partie du lot No quatre-vingt-treize (93) du cadastre officiel de la paroisse de St-André d'Acton, contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins, étant un quart de lot, borné en front par le chemin public, en profondeur au canton de Roxton, d'un côté à la terre de Maurice Coutu, et de l'autre côté au terrain de Wilfrid Coutu, avec les bâtisses y érigées ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissial de St-André d'Acton, comté de Bagot, district de St-Hyacinthe, le MARDI, DOUZIÈME jour de JUIN 1962, à ONZE heures a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GÉRARD BEAUDET.
St-Hyacinthe, le 3 mai 1962. 61294-19-2-o

Canada — Province of Quebec
District of St-Hyacinthe

Superior Court, No. 13545. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a political body and incorporated, having his main office in Quebec, plaintiff, *vs* ROLAND ROBERTSON, farmer domiciled in Acton Vale, in Bagot county, defendant, LAURENT LANGEVIN, es-capacity, mis-en-cause.

Sale by the Sheriff

"A farm situated in the parish of St-André d'Acton, being part of lot No. ninety-three (93) of the official cadaster of the parish of St-André d'Acton, of an area of fifty acres, more or less, being a quart of lot, bonded in front by the public road, in length by canton of Roxton, on one side by the farm of Maurice Coutu, and on the other side by lot of Wilfrid Coutu, with buildings thereon erected".

To be sold at the parochial church door of St-André d'Acton, Bagot county, district of St-Hyacinthe, on TUESDAY, TWELFTH day of JUNE 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
GÉRARD BEAUDET,
Sheriff.
St-Hyacinthe, May 3, 1962. 61294-19-2-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 555882. CIRCLE ACCEPTANCE CO. LTD, un corps politique et incorporé, dûment constitué en corporation conformément à la Loi, et ayant son siège social et principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse; *vs* JOHN THOMAS ANDERSON, de Bois des Filion, district de Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

« Un emplacement situé dans la municipalité de Bois des Filion, connu et désigné comme faisant partie du lot originaire numéro vingt-trois (p. 23) des plan et livre de renvoi officiels de la

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 555882. CIRCLE ACCEPTANCE CO. LTD, a body politic and corporate, duly incorporated according to law, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; *vs* JOHN THOMAS ANDERSON, of Bois des Filion, district of Terrebonne, defandant.

Notice of sale

"An emplacement situate in the municipality of Bois des Filion, known and designated as being the part of the original lot number twenty-three (P. 23) of the plan and book of reference

paroisse de St-Louis de Terrebonne, et ayant front sur la 26e Avenue du Bois des Filion, mesurant cent cinquante pieds (150) de largeur sur quatre-vingts pieds (80) de profondeur et borné comme suit: en front par la 26e avenue, en arrière par une partie du lot No 26, même cadastre, vers le côté nord-ouest par le lot No 23-39 et vers le côté sud-est par une partie du lot No 23, même cadastre. Avec une maison dessus érigée, portant le numéro 23, 26e Avenue. »

Pour être vendu à la porte de l'église St-Maurice de Bois des Filion, MERCREDI, le TREIZIÈME jour de JUIN 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
le 4 mai 1962.

61295-19-2-o

of the parish of St-Louis de Terrebonne, and fronting on the 26th Avenue in Bois des Filion, measuring one hundred and fifty feet (150) in width by eighty feet (80) in depth, and bounded as follows: in front by the 26th Avenue, in rear, by part of lot No. 26 same cadastre, towards the north-west side by lot No. 23-39 and towards the south-east side by part of lot No. 23 same cadastre. With a house thereon erected, bearing number 23, 26th Avenue."

To be sold at the church door of St-Maurice de Bois des Filion, on WEDNESDAY, THIRTEENTH day of JUNE, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
May 4, 1962.

61295-19-2

Vente pour taxes

Municipalité du comté de Mégantic

Avis public est par le présent donné par René Chevrier, secrétaire-trésorier que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI, le TREIZIÈME jour de JUIN 1962 à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Municipalité Pt. S.-O. Halifax-Sud

Le lot No 68, rang 2, du cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, superficie 176 acres.

Connu comme appartenant à Jean-Yves Baron. Taxes dues: $326.31.

Municipalité d'Irlande-Sud

a) Une partie du lot No 256, du cadastre officiel du canton d'Irlande, partant du chemin public allant de St-Ferdinand à Black Lake au chemin Chainé, mesurant 108 pieds le long de ce chemin, 129 pieds en arrière à la profondeur, 150 pieds environ le long du chemin Craig d'un côté et 144 pieds de l'autre côté, bornée en front au chemin Chainé, d'un côté au chemin Craig, en arrière et de l'autre côté au résidu du même lot.

b) Une pointe de terre faisant partie des lots Nos 255 et 256 du susdit cadastre, de forme irrégulière, étant le terrain compris entre le chemin Craig en avant, d'un côté au vieux chemin de Black Lake et de l'autre côté au nouveau chemin de Black Lake.

c) Une partie du lot No 256, du même cadastre, contenue dans les bornes suivantes: d'un côté au chemin Craig, de l'autre côté au terrain de Roland Fréchette, ou son représentant, au nord à Philippe Garneau à la ligne entre les rangs 4 et 5, et au sud au vieux chemin de Black Lake.

Avec toutes les bâtisses érigées sur ces terrains.

d) Une partie du lot No 256, susdit cadastre, mesurant 150 pieds de largeur sur le chemin public traversant ce lot (route No 49), à partir de l'emplacement de François Croteau sur le même lot (représentant Henri Mercier), et allant dans une direction N.-O., à cette distance mesurant 150 pieds de profondeur dans une

Sale for Taxes

Municipality of the county of Mégantic

Public notice is hereby given by René Chevrier, secretary-treasurer that the lands hereunder mentioned will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY the THIRTEENTH day of JUNE, 1962 at TEN o'clock a.m. as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incured.

Municipality S.-W. Pt. Halifax-South

Lot No. 68, range 2, of the official cadastre of the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, superficies, 176 acres.

Known as belonging to Jean-Yves Baron. Taxes due: $326.31.

Municipality of Ireland-South

a) A part of the lot No. 256, of the official cadastre of the township of Ireland, starting at the public road going from St-Ferdinand to Black Lake to the Chainé road, measuring 108 feet along the said road, 129 feet in rear at the depth, 150 feet about along the Craig's road on one side and 144 feet on the other side, bounded in front by the Chainé road, on one side to the Craig's road, in rear and on the other side by the residue of the same lot.

b) A piece of land forming part of the lots Nos. 255 and 256 of the said cadastre, of irregular form, being the land comprised between the Craig's road in front, on one side to the old road leading to Black Lake and on the other side to the new road leading to Black Lake.

c) A part of the lot No. 256, of the same cadastre, comprised in the following boundaries: on one side to the Craig's road, on the other side to the land of Roland Fréchette, or his représentative, to the north to Philippe Garneau at the line between ranges 4 and 5, and to the south to the old road of Black Lake.

With all the buildings erected on those pieces of land.

d) A part of the lot No. 256, said cadastre, measuring 150 feet in width on the public road crossing that lot (Road No. 49), beginning at the emplacement of François Croteau on the same lot (representing Henri Mercier), and going in a N.-W. direction, at that distance measuring 150 feet in depth in a S.-W. direction, at that

direction S.-O., à cette distance allant dans une direction S.-E. jusqu'au chemin Craig, pour finir à rien à la ligne S.-E. et S.-O. de l'emplacement de François Croteau au chemin Craig. Ce terrain est aussi borné en front au N.-E. partie à la route No 49 et partie à l'emplacement appartenant déjà à l'acquéreur, d'un côté au N.-O. et en arrière au S.-O. au résidu du terrain d'Émilius Gouin sur le même lot, et au S.-E. partie à l'emplacement de l'acquéreur et partie au chemin Craig. La ligne S.-O. du terrain ci-dessus vendu passe à 5 pieds de la ligne N.-O. de l'emplacement actuel de François Croteau, en arrière de cet emplacement, pour finir à rien au chemin Craig à la ligne arrière de l'emplacement actuel de François Croteau. Sans bâtisse dessus.

Le terrain vendu est sujet à servitude de « The Bell Telephone Co. of Canada » pour sa ligne téléphonique.

Le tout connu comme appartenant à François Croteau. Taxes dues: $205.61.

Municipalité de Ste-Anastasie

a) Une terre avec bâtisses dessus construites, connue comme étant la ½ S.-O. du lot No 10, rang 3, cadastre officiel du canton de Nelson, contenant 112 acres en superficie, bornée au N.-E. par l'autre partie dudit lot appartenant à Raymond Hallé et au S.-O. partie par la terre ci-après décrite et partie par celle appatenant à Mme Odilon Bergeron, sur la profondeur du rang, soit bornée au N.-O. par le rang 2 et au S.-E. par le chemin public.

b) Une partie de terre connue comme étant partie au bout S.-E. de la partie N.-E. du lot No 11, rang 3, du susdit cadastre, contenant environ 55 acres en superficie, bornée au S.-E. par le chemin public (route No 5), au S.-O. par partie S.-O. du lot No 11 susdit, occupée par Andréa Turgeon, au N.-O. par une terre appartenant à Mme Odilon Bergeron, et au N.-E. par la terre décrite en premier lieu.

Le tout connu comme appartenant à Robert Thivierge. Taxes dues: $216.75.

Municipalité de St-Joseph de Coleraine

Droits d'occupation et prétentions sur le lot No 10, rang 5, canton Coleraine. Superficie, 100 acres.

Connus comme appartenant à Jeffrey Dubois (décédé). Taxes dues: $76.40.

Bâtisse seulement sur No B1-10, rang Village, canton Coleraine.

Connue comme appartenant à Urbain J. Dubois (décédé). Taxes dues: $250.09.

Droits et prétentions sur le lot No 14, rang 13, canton Coleraine. Superficie, 100 acres.

Connus comme appartenant à Donat Leblanc. Taxes dues: $64.56.

Droits et prétentions sur lot No 13, rang 13, canton Coleraine. Superficie, 100 acres.

Connus comme appartenant à Maurice Côté. Taxes dues: $56.89.

Le lot No 4, rang 3, canton Coleraine. Superficie, 100 acres.

Connu comme appartenant à Honorius Grenier. Taxes dues: $74.98.

Droits et prétentions et dépendances sur lot No 36, rang 1, canton Coleraine. Plage.

distance going in a S.-E. direction up to the Craig's road, to end at nothing at the S.-E. and S.-W. line of the emplacement of François Croteau at the Craig's road. This piece of land is also bounded in front to the N.-E. partly by the road No. 49 and partly by the emplacement already belonging to the purchaser, on one side ot the N.-W. and at the rear to the S.-W. by the residue of the land of Emilius Gouin on the same lot, and to the S.-E. partly by the emplacement of the purchaser and partly by the Craig's road. The S.-W. line of the land hereabove sold passes at 5 feet of the N.-W. line of the actual emplacement of François Croteau, at the rear of that emplacement, to end at nothing at the Craig's road at the rear line of the actual emplacement of François Croteau. Without building thereon.

The land sold is subject to the servitude of "The Bell Telephone Co. of Canada" for its telephone line.

The whole known as belonging to François Croteau. Taxes due: $205.61.

Municipality of Ste-Anastasie

a) A farm with buildings thereon erected, known as being the S.-W. half of the lot No. 10, range 3, official cadastre of the township of Nelson, containing 112 acres in superficies, bounded to the N.-E. by the other part of the said lot belonging to Raymond Hallé and to the S.-W. partly by the property hereinafter described and partly by the property belonging to Mrs Odilon Bergeron, on the depth of the range, bounded to the N.-W. by range 2 and to the S.-E. by the public road.

b) Part of a farm known as being part of the S.-E. end of the N.-E. part of the lot No. 11, range 3, of the said cadastre, containing about 55 acres in superficies, bounded to the S.-E. by the public road (Road No. 5), to the S.-W. by the S.-W part of the said lot No. 11, occupied by Andréa Turgeon, to the N.-W. by a farm belonging to Mrs Odilon Bergeron, and to the N.-E. by the property hereinabove firstly described.

The whole known as belonging to Robert Thivierge. Taxes due: $216.75.

Municipality of St-Joseph de Coleraine

Rights of occupation and pretensions on the lot No. 10, range 5, township of Coleraine. Superficies, 100 acres.

Known as belonging to Jeffrey Dubois (deceased). Taxes due: $76.40.

Building only on No. B1-10, range Village, township of Coleraine.

Known as belonging to Urbain J. Dubois, (deceased). Taxes due: $250.09.

Rights and pretensions of the lot No. 14, range 13, township of Coleraine. Superficies, 100 acres.

Known as belonging to Donat Leblanc. Taxes due: $64.56.

Rights and pretensions on the lot No. 13, range 13, township of Coleraine. Superficies, 100 acres.

Known as belonging to Maurice Côté. Taxes due: $56.89.

The lot No. 4, range 3, township of Coleraine. Superficies, 100 acres.

Known as belonging to Honorius Grenier. Taxes due: $74.98.

Rights and pretensions and dependencies on the lot No. 36, range 1, township of Coleraine. Beach.

Connus comme appartenant à Roméo Lapierre. Taxes dues: $68.30.

Droits et prétentions et dépendances sur 18 S.-E., rang 1, canton Coleraine. Superficie, 8 acres.

Connus comme appartenant à Roméo Lapierre. Taxes dues: $25.10.

Droits et prétentions et dépendances sur 18 N.-O., rang 1, canton Coleraine. Superficie, 53 acres.

Connus comme appartenant à Roméo Lapierre. Taxes dues: $39.50.

Le lot No 10, rang 3, canton Coleraine. Superficie, 35 pieds x 1,575 pieds.

Connu comme appartenant à Provincial Asbestos Co. Taxes dues: $9.70.

Le lot No 3, rang 6, canton Coleraine. Superficie, 30 pieds x 2,500 pieds.

Connu comme appartenant à Provincial Asbestos Co. Taxes dues: $29.17.

Le lot No 2, rang 6, canton Coleraine.

Connu comme appartenant à Provincial Asbestos Co. Taxes dues: $14.42.

Maison seulement sur Pt. No 29, rang C, canton Coleraine.

Connue comme appartenant à Eugène Pomerleau. Taxes dues: $57.65.

Maison seulement sur Pt. No 29, rang C, canton Coleraine.

Connue comme appartenant à Eugène Pomerleau. Taxes dues: $74.00.

Maison et terre sur Pt. sud No 23, rang 2, canton d'Irlande.

Connues comme appartenant à Roméo Gagné. Taxes dues: $103.85.

Municipalité de la paroisse de Plessisville

La ½ N.-E. en largeur du lot No 30, rang 6, cadastre officiel Somerset-Sud. Superficie, 100 acres.

Connue comme appartenant à Jean-Bte St-Pierre. Taxes dues: $122.25.

Inverness, le 26 avril 1962.

Le Secrétaire-trésorier de la corporation du comté de Mégantic,
61210-18-2-o RENÉ CHEVRIER.

Known as belonging to Roméo Lapierre. Taxes due: $68.30.

Rights and pretensions and dependencies on 18 S.-E. range 1, township of Coleraine. Superficies, 8 acres.

Known as belonging to Roméo Lapierre. Taxes due: $25.10.

Rights and pretensions and dependencies on 18 N.-W., range 1, township of Coleraine. Superficies, 53 acres.

Known as belonging to Roméo Lapierre. Taxes due: $39.50.

The lot No. 10, range 3, township of Coleraine. Superficies 35 feet x 1,575 feet.

Known as belonging to Provincial Asbestos Co. Taxes due: $9.70.

The lot No. 3, range 6, township of Coleraine. Superficies 30 feet x 2,500 feet.

Known as belonging to Provincial Asbestos Co. Taxes due: $29.17.

The lot No. 2, range 6, township of Coleraine.

Known as belonging to Provincial Asbestos Co. Taxes due: $14.42.

House only on Pt. No. 29, range C, township of Coleraine.

Known as belonging to Eugène Pomerleau. Taxes due: $57.65.

House only on Pt. No. 29, range C, township of Coleraine.

Known as belonging to Eugène Pomerleau. Taxes due: $74.00.

House and farm on south Pt. No. 23, range 2, township of Ireland.

Known as belonging to Roméo Gagné. Taxes due: $103.85.

Municipality of the parish of Plessisville

The N.-E. ½ in width of the lot No. 30, range 6, official cadastre of Somerset-South. Superficies, 100 acres.

Known as belonging to Jean-Bte St-Pierre. Taxes due: $122.25.

Inverness, April 26, 1962.

RENÉ CHEVRIER,
Secretary-Treasurer of the corporation of the county of Mégantic.
61210-18-2-o

INDEX No 19

ACTIONS ***ACTIONS***
en séparation de biens ***for Separation as to Property***

Larivière *vs* Hébert 2618
Rozon *vs* Groulx 2618

ARRÊTÉS en Conseil ***ORDERS in Council***

733 – Heure de fermeture des bureaux d'enregistrement le samedi 2618
733 – Closing hours for registry offices on Saturdays 2618
760-A – Construction, Montréal 2619
760-B – Peinture, Province 2620
760-B – Paint, Province 2620

AVIS ***NOTICES***

Académie de Musique de Québec (L') – (*Prix d'Europe*) 2620
Academy of Music of Quebec (The) – (*Prix d'Europe*) 2620
Commissioners' Court of St-Alphonse de Thetford (*Abolition*) 2620
Concours littéraires et scientifiques de 1962 (*Règlements*) 2621
Cour de commissaires de St-Alphonse de Thetford (*Abolition*) 2620
Literary and scientific contests for 1962 (*Regulations*) 2621
Rosemère, ville – town (*Requête – Petitition*) 2622

COMPAGNIES *COMPANIES*

Avis relatifs à la loi des *Notices relative to the Act of*

Autorisée à faire des affaires *Licensed to do Business*

Price (E.H.) Limited 2623

Chartes Abandon de *Charters — Surrender of*

Elena Silkwear Inc 2623
Galbreath (John W.) Ltd. 2623
Parkman Enterprises Inc. 2623
Thames Investments Holdings Inc. ... 2623

Dissoutes *Dissolved*

Beaver Plumbing Specialties Inc. 2624
Bellhaven Holding Co. Ltd 2624
Leduc et Boulanger Ltée 2624
Malco Explorations, Limited 2624
McRobert Spring Service Limited 2625
Miller Copper Mines Limited 2625
Miss Windsor Inc. 2625
Service Social du Diocèse de Valleyfield 2626

Divers *Miscellaneous*

Association des Infirmières Licenciées pour Service Privé en Nursing (Régistre Ville-Marie) Inc. (*Dir.*) 2627
Association des Infirmières Licenciées pour Service Privé en Nursing (Régistre Ville-Marie) Inc. (*Règl.- By-laws*) 2626
Excel Enterprises Limited (*Dir.*) 2626
Excel Entreprises Limitée (*Dir.*) 2626
Galbreath (John W.) Ltd. (*Dist. de l'actif – Dist. of assets*) 2626
Loi des compagnies de Québec, nouveau tarif 2584
Quebec Companies Act, new tariff 2584
Société Canadienne de Généalogie (Québec) (*Dir.*) 2626
Société Canadienne de Généalogie (Québec) (*Règl.- By-laws*) 2627
Society for Emotionally Disturbed Children 2627

Lettres patentes *Letters Patent*

Académie Notre-Dame 2627
Association des Pilotes de Drummondville Inc. 2586
Association des Propriétaires de Salles de Quilles du Québec Inc. (L') 2586
Association Slovène Catholique (Montréal) 2628
Beaupont Limitée (*Erratum*) 2628
B. U. Construction Ltée 2586
Bédard et Bédard Inc. 2587
Bedford Dairy, Limited 2602
Boulevard Shopping Center Ltd. 2589
Brock Motors Ltd. 2587
Brome Bolton Fish and Game Club. ... 2587
Camp Jepilo Inc. 2588
Canadian Import Limited 2588
Canadian Progress Club de Sherbrooke Inc. 2589
Canadian Technical and Investment Services Ltd. 2615
Centre d'Achats Boulevard Ltée 2589
Cercle du Montmartre Canadien de Sillery (Le) 2590
Châtelaine du Lac d'Argent Inc. (La) .. 2590
Cie d'Évaluation Métropolitaine Ltée (La) 2590
Cliche (L. P.) Inc. 2591
Club de Chasse et Pêche Trépanier, Inc. (Le) 2591
Club de Ski de la Côte-des-Chats, Inc. (Le) 2591
Collège Victor Lelièvre 2628
Comité des Jeux d'Angers 2592
Construction Baie St-Paul Inc. 2592
Construction Laremac Ltée 2593
Corneau (Edgar) & Fils Ltée 2593
Corporation des Systèmes d'Antennes de Québec (La) 2612
d'Alcantara (Paul) Ltée 2593
Demers Autos Leasing Ltd. 2594
Développement Lac Chaud Inc. 2594
Développement Notre-Dame Inc. 2594
Domaine du Rocher Bleu Ltée 2595
Dominion Synthetics Limited 2595
Drabble (C. S.) Oil Burners Ltd. 2595
Dufour (G.-M.) Inc. 2596
Ébénisterie St-Lambert Inc. 2596
Empire Maintenance (Sherbrooke) Ltd. 2597
Esplanade d'Alma Incorporée (L') 2597
Galerie Soixante Inc. (La) 2597
Galeries St Jean Inc. (Les) 2598
Ghilde Féminine de Rivière-du-Loup (La) 2598
Gosselin (Roger) Limitée 2598
Goyette (J. J.) & Fils Inc. 2599
grande Hermine Inc. (La) 2599
Hamelin (Armand) Inc. 2599
Hôtel de l'Horizon Inc. 2600
Investissements Internationaux Inc. (Les) 2600
Jan-Dem Corporation 2601
Jepilo Camp Inc. 2588
Kernor Corporation 2601
Lac Écho Water Works Inc. 2601
Lafave (W. J.) & Sons (Foreign Trade) Ltd. 2602
Laiterie de Bedford, Limitée (La) 2602
Laremac Construction Ltd 2593
Laval Mines Limited 2606
Laurentien Marble Stone Company Ltd. 2602
Leeward Builders Ltd. 2603
Lespérance Construction Ltd. 2603
Lespérance Construction Ltée 2603
Létourneau (Paul) Inc. 2604
Lingerie Ko-Kette Ltée 2604
Location d'Autos Demers Ltée. 2594
Loisirs d'Auteuil Inc. (Les) 2604
Loisirs St-Maurice Inc. (Les) 2605
Marché St-Jacques (1962) Inc. 2605
Marien (Henri) Inc. 2605
Marier (H.) Inc. 2606
Metropolitan Appraisal Co. Ltd. 2590
Mines Laval Limitée (Les) 2606
Montcalm Salmon Club 2607
Montreal Shirt Rental Service Inc. 2607
Nettoyeur Loyal Ltée 2607
Norman Beauty Shop Ltd. 2608
Optique Laviolette Ltée (L') 2608
Pensionnat des Saints Noms de Jésus et de Marie de Saint-Lambert 2628
Permanent Investments Inc. 2608
Petroleum Distributors Co. Ltd. 2609
Piché Fourrures Inc. 2609
Placements du Moulin Ltée (Les) 2610
Placements Progressifs Inc. 2610
Placements St-Bruno Inc. (Les) 2610
Plomberie Neveu & Neveu Ltée 2611
Pont-Viau Moteur Limitée 2611
Pont-Viau Motor Limited 2611
Poupart (Paul) Inc. 2611
Progressive Investments Inc. 2610
Quebec Antenna Systems Corp. 2612
Quebec Contract Documents Inc. 2612
Rand & Co. Inc. 2612
Rendez-vous des Petits Inc. 2613

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Restaurant Domino Ltée 2613
Restaurant Océan Inc. 2613
Rockland Estates Inc. 2614
Rosapt Investment Inc. 2614
Rothchild Printing Co., of Canada, Ltd. 2614
St-Lambert Cabinet-Work Inc. 2596
St. Paul Athletic Wear (1962) Ltd. 2615
Service de Location de Chemises de Montréal Inc. 2607
Société Canadienne d'Études Techniques et d'Investissements Ltée 2615
Société Financière de Valleyfield Inc. (La) 2616
Thibault Automobiles Inc. 2616
Transistors Unlimited Inc. 2616
Volt Electric Co. Ltd. 2617
World's Greatest Rides Corp. 2617
Yorkmont Investment Corporation 2617

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Club de Golf de Piedmont, Limitée (Le) 2628
Corporation d'Achat Chez-Nous Inc. (La) 2631
Corporation Foncière Métropolitaine ... 2629
De Niverville Inc. 2632
Développements du Sommet Vert de Piedmont, Inc. (Les) 2629
Duhaime (R.) Inc. 2632
Ferraris (Henry A.) & Son Inc. 2631
Guardian Marking Products Ltd 2631
Holannah Mines Limited. 2629
Hollinger North Shore Exploration Company, Limited 2630
Hollinger (Quebec) Exploration Company Limited 2630
Investissements de Piedmont, Ltée (Les) 2629
Leo Lax Films du Canada Limitée 2630
Leo Lax Films of Canada Limited 2630
Lorraine Construction Co. Ltd. 2631
Messageries de Gaspé Inc. (Les) .. 2633
Noranda Industrial Engines and Equipment Ltd. 2631
Piedmont Golf & Country Club, Limited 2628
Piscines Val Mar Ltée 2633
Richard Dactylographes Inc. 2633
Richard Typewriters Inc. 2633
Rogers Housewares Ltd. 2632
Stade de Chicoutimi Incorporée 2632
Terry's Dairy Queen Ltd. 2633
Thermopylae Holdings Ltd 2633
Val Mar Swimming Pools Ltd 2633

LIQUIDATION — ***WINDING***

Caisse Populaire Desjardins de New Carlisle (La) 2634

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Chambly, ville – town (L. P.) 2634

Agriculture — ***Agriculture***

Société Coopérative Agricole de Princeville (*Nom changé – Name changed*) .. 2635

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

Canadian Fire Insurance Company (The) 2636
Canadian Indemnity Co. (The) 2636

Instruction publique — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Drummondville-Sud et Drummondville-Ouest (*Dem.*) 2638
Drummondville-South and Drummondville-West (*App.*) 2638
Irlande-Nord (*Dem.– Appl.*) 2638
Montréal-Sud – South (*Dem.– Appl.*) ... 2636
Notre-Dame-de-Lourdes (*Dem.– Appl.*) 2639
Périgny, canton – township (*Dem.– Appl.*) 2638
St-Anicet No 1 (*Dem.– Appl.*) 2637
St-Claude (*Dem.– Appl.*) 2637
St-Cyprien (*Acc.– Grant.*) 2638
St-Éphrem-d'Upton (*Dem.– Appl.*) 2637
St-Eugène, par. (*Dem.– Appl.*) 2638
St-Jérôme, cité – city (*Dem.– Appl.*) ... 2639
St-Jérôme, par. (*Dem.– Appl.*) 2639
Ste-Marie-Madeleine (*Dem.– Appl.*) ... 2638
Ste-Philomène-d'Égan (*Dem.– Appl.*) .. 2639
St-Tite, par. (*Dem.– Appl.*) 2637

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Lussier, canton – township 2639
Pointe-Claire, par. 2640
Ste-Foye, par. 2640
Ste-Foye, par. 2640
Ste-Foye, par. 2640
Trois-Rivières, cité, Quartier St-Philippe 2640
Trois-Rivières, city, St-Philippe Ward. 2640

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Construction, Chicoutimi (*Mod.– Amend.*) 2640

Voirie — ***Roads***

Entretien de routes discontinué 2645
Maintenance of roads discontinued 2645

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Chambly, comm. scol. rég.– reg. school comm. 2650
Charlesbourg-Est – East, munic. 2652
Chesterville, village 2653
Dumas, canton – township 2648
Forestville, comm. scol.– school comm. 2647
Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, par. 2649

SYNDICATS — ***SYNDICATES***

Coopératifs — ***Cooperative***

Caisse Populaire de l'École Secondaire Dominique Racine (La) – (*Fond.– Found.*) 2654
Caisse Populaire de St-Isidore (La) – (*Fond.– Found.*) 2654
Caisse Populaire de St-Marc (La) – (*Fond.– Found.*) 2634
Holfast Credit Union (*Fond.– Found.*) .. 2654

Professionnels — ***Professional***

Association des Employés de Dufresne & Frères Ltée (L') – (*Const.– Inc.*) .. 2655
Association Patronale des Arts Graphiques de Québec (*Nom changé – Name changed*) 2655

VENTES ***SALES***
SHÉRIFS ***SHERIFFS***

Abitibi ***Abitibi***
Champlain Oil Products Limited *vs* Lemay 2655

Beauce ***Beauce***
Dostie *vs* Dostie 2656

Beauharnois ***Beauharnois***
St. Clément, comm. scol.– school comm. *vs* Charette 2656

Chicoutimi ***Chicoutimi***
Langlais *vs* Le Commissariat Industriel de Jonquière Kénogami 2657

Ka mouraska ***Kamouraska***
Jalbert *vs* Michaud 2657

Montréal ***Montreal***
Interprovincial Building Credits Ltd. *vs* Sirois 2658
Kornek *vs* Ruba *et al* 2658
Manning *et vir vs* Naud 2659

Nicolet ***Nicolet***
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Champagne 2659
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Cham-pagne 2659

Québec ***Quebec***
Duchesne Limitée *vs* Tremblay 2660
Lortie *vs* Arsenault 2659
Poitras *vs* Wells 2660

Rimouski ***Rimouski***
Galienne Auto Inc. *vs* Parent 2661

Rouyn-Noranda ***Rouyn-Noranda***
Cadillac, comm. scol.– school comm. *vs* Bénard 2661
Cadillac, comm. scol.– school comm. *vs* Cloutier 2661
Cadillac, comm. scol.– school comm. *vs* Dutil 2662
Cadillac, comm. scol.– school comm. *vs* Lavigne 2662
Cadillac, comm. scol.– school comm. *vs* Marchand 2662
Cadillac, comm. scol.– school comm. *vs* Turcotte 2663

Saint-François ***Saint Francis***
Roy *vs* Nadeau 2663

Saint-Hyacinthe ***Saint Hyacinthe***
Laboratoire Bio-Chimique Inc. *vs* McClure 2664
Lambert *vs* Tourangeau 2665
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Robertson 2665
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Robertson 2665
St-Hugues, comm. scol.– school comm. *vs* Provençal 2664

Terrebonne ***Terrebonne***
Circle Acceptance Co. Ltd. *vs* Anderson. 2665

Taxes ***Taxes***
Mégantic, comté de – county of 2666

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec